

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 1925.

Projet de loi portant modification aux lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de succession, ainsi qu'au régime des péages des voies navigables administrées par l'État (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Les divers projets de loi que le Gouvernement a soumis au Parlement pour réaliser le plan financier qu'il avait élaboré poursuivent des buts divers.

Les uns comportent soit des taxes nouvelles, soit la revision de lois d'impôts qui sont en vigueur; votre Commission nomme ici :

1° Le projet de loi n° 8 portant modification aux lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de succession, ainsi qu'au régime des péages des voies navigables administrées par l'État;

2° Le projet de loi n° 9 portant modification de la législation en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées;

3° Le projet de loi n° 11 établissant une taxe spéciale de consommation sur les boissons fermentées mousseuses et sur les eaux minérales;

4° Le projet de loi n° 12 portant modification de certains droits d'entrée et

(1) Projet de loi, n° 8.

Amendements, n° 66.

(2) La *Commission spéciale*, présidée par M. Brunet, était composée :

a) des membres de la *Commission des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Haller, Hoen, Jaspar, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Aekere, Wauvermans;

b) des six délégués désignés par les sections : MM. Vanden Eynde (J.), Maenhaut, Delautre, Lepage, Baels, Heyman.

d'accise, du droit proportionnel de consommation sur les tabacs fabriqués et établissant un droit de statistique;

5° Le projet de loi n° 13 portant modification des lois relatives aux brevets d'invention, aux marques de fabrique et de commerce, aux dessins et modèles industriels et à la propriété industrielle en général.

Les autres projets ne se rapportent pas directement aux lois d'impôt. Le projet de loi numéro 14 proroge la durée de la Banque nationale, modifie certaines dispositions des lois combinées relatives à cette institution et certaines dispositions des lois réglant le service du caissier de l'État.

Le projet de loi numéro 15 propose l'approbation de l'accord conclu à Washington, le 18 août 1925, pour le remboursement des dettes de la Belgique envers les États-Unis d'Amérique. Enfin, le projet de loi numéro 16 est relatif à l'assainissement de la circulation fiduciaire et à la stabilisation monétaire.

Saisie de l'examen de ces divers projets, votre Commission a décidé de vous faire sans retard rapport sur tous les projets appartenant à la première catégorie et de vous en proposer la discussion immédiate. Le vote de ces projets donnerait en effet, aux prévisions de recettes du Budget des Voies et Moyens, dont la discussion est inscrite à votre ordre du jour, un caractère définitif réalisant après le vote des budgets de dépenses et dans les limites où il est humainement possible de le faire, l'équilibre budgétaire.

Ces considérations justifient le dépôt que fait aujourd'hui votre Commission sur le Bureau de la Chambre, du rapport sur le projet de loi numéro 8, portant modification aux lois sur les droits d'enregistrement, etc.

. . .

Ce projet a recueilli les votes suivants au cours des séances que les Sections ont consacrées à son examen :

1^{re} Section, 13 oui, 0 non, 1 abstention;

2^e Section, 12 oui, 4 non, 1 abstention;

3^e Section, 8 oui, 3 non, 2 abstentions;

4^e Section, 9 oui, 1 non, 0 abstention;

5^e Section, 12 oui, 3 non, 2 abstentions;

6^e Section, 9 oui, 4 non, 4 abstentions;

Le texte de plusieurs articles a été amendé par le Gouvernement lui-même et par la Commission spéciale.

Les amendements déposés par le Gouvernement sont expliqués :

1° Dans la lettre adressée, le 10 décembre, par M. le Ministre des Finances à M. le Président de la Chambre et

2° Dans la note accompagnant cette lettre.

Le Gouvernement a donc proposé des relèvements de droits pour combler, dans le Budget ordinaire, le découvert résultant de l'initiative qu'il a prise de

décider la restitution au Budget des réparations des 200 millions emprisés aux recettes du plan Dawes.

* * *

Dans les cas où les amendements admis par la Commission n'ont pas recueilli une adhésion unanime, la majorité qui s'est formée pour décider leur adoption comprend des membres appartenant à divers groupes; les votes qui ont été émis ne traduisent point une opposition à la politique financière du Gouvernement; ils marquaient bien plus des réserves qui ont été formulées sur l'opportunité, l'efficacité, ou l'incidence inévitable de certaines des dispositions proposées par le Ministère.

Les amendements qui sont relatifs aux droits de succession ont eux amené cependant des discussions et des votes influencés par les programmes des partis qui divisent le Parlement.

* * *

La Commission, dans les pages qui suivent, a l'honneur de vous présenter le résumé des discussions qui ont occupé ses séances.

Elle tient à vous signaler qu'elle adopte les considérations développées dans l'exposé des motifs du projet de loi n° 8 ainsi que dans la note justificative des amendements déposés par le Gouvernement (*Document* n° 66) chaque fois qu'un des articles du texte qui vous est soumis a été voté sans discussion.

TITRE PREMIER.

DROIT DE TIMBRE.

ARTICLE PREMIER. (*Timbre de dimension.*)

Cet article a pour but de mettre le taux du droit de timbre de dimension en rapport avec le pouvoir d'achat de notre monnaie.

Un membre fait observer que porter, à l'avenir, l'impôt au quintuple des taux en vigueur en 1914, imposerait des débours si élevés dans les cas de contestations judiciaires que les procès en deviendraient impossibles ou même ruineux pour la partie perdante, puisque la loi impose l'emploi de papier timbré pour la rédaction des exploits introductifs d'instance, des conclusions d'avocat, etc., etc.

Un membre fait observer que la loi du 30 juillet 1889 relative à l'assistance judiciaire et à la procédure gratuite exonère les Belges indigents, ayant à faire valoir des droits en justice, du paiement des droits de timbre, qu'aucune définition de l'indigence ne limite le pouvoir d'appréciation du juge devant lequel le litige est porté et qui ordonne éventuellement la procédure gratuite quand elle lui est demandée.

La majorité des membres de la Commission vote le maintien du texte proposé par le Gouvernement.

ART. 2.

Adopté.

Un membre a demandé l'abrogation des dispositions légales limitant le nombre

de lignes ou de syllabes que peuvent contenir les expéditions ou copies de certains actes.

La majorité de la Commission est favorable à la réforme.

Elle estime qu'une révision de la législation sur ce point dépasse le cadre du projet qui vous est soumis.

Elle demande que le Gouvernement mette la question à l'étude.

Adopté.

ART. 3. (*Abrogation d'exemptions.*)

La Commission décide d'amender la rédaction de cet article.

Elle a l'honneur de proposer le texte suivant pour l'alinéa 2 de cet article :

« Sont exempts du timbre les déclarations de succession et de mutation par décès, les procurations en original, en copie ou extrait qui y sont annexées et les récépissés de dépôt. »

ART. 4.

Le Gouvernement a demandé à votre rapporteur d'insérer dans le document qui vous est transmis la note suivante qui justifie le texte de l'article 4.

L'amendement proposé étend aux titulaires de toute pension ne dépassant pas 4,000 francs annuellement le bénéfice de l'exemption du droit de timbre en faveur de certaines pièces nécessaires pour obtenir le paiement de la pension, bénéfice dont ne jouissent actuellement, en vertu de l'article 8 de la loi du 30 décembre 1905, que les pensionnés dont la rétribution annuelle est égale ou inférieure à 2,000 francs.

En égard aux circonstances économiques d'après guerre, ce dernier chiffre a paru insuffisant. L'article projeté propose de le doubler, de manière à dégrever les nombreux pensionnés (de l'État, des provinces, des communes, ouvriers mineurs, ouvriers des chemins de fer de l'État, etc.), dont la pension ne dépasse pas 4,000 francs, annuellement.

Il est à noter que, d'après la jurisprudence administrative, l'article 8 de la loi du 30 décembre 1905 a eu pour but, ainsi qu'en témoigne l'Exposé des motifs, de créer, au point de vue du timbre, un régime unique pour tous les certificats de vie et actes de notoriété pour pensions, sans exceptions ni distinctions quant à la cause ou à la source de la pension. (Voyez réponse de M. le Ministre des Finances à une question de M. le Représentant Souplit, 19 juin 1923, n° 391.)

C'est avec la même portée que le Gouvernement soumet aux Chambres le texte nouveau.

Il est donc entendu que seront assujettis au timbre ou exemptés de cet impôt, suivant qu'il s'agit d'une pension dépassant ou ne dépassant pas 4,000 francs, notamment les certificats de vie et actes de notoriété délivrés pour pensions payées par les caisses d'épargne, de retraite, etc., de même que ceux délivrés pour pensions payées en exécution des diverses lois sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Il a paru utile de mentionner expressément dans le texte nouveau les certificats de propriété, lesquels remplissent, au cas où la succession du pensionné est

dévolue par testament, le rôle assigné aux actes de notoriété lorsque le pensionné est décédé *ab intestat*. Sur ce point, la rédaction nouvelle du texte ne fait que consacrer une pratique déjà admise par l'administration.

ART. 5.

Adopté.

ART. 6.

Adopté.

ART. 7. (*Taxe d'abonnement sur les polices d'assurance.*)

Un membre a demandé que le rapport indiquât à combien s'élève exactement le relèvement de la taxe d'abonnement sur les polices d'assurance.

La Commission signale que l'article 30 de la loi du 30 août 1913 modifié par l'article 30 de la loi du 24 octobre 1919 fixe ce montant :

A. — à 6 francs par 1,000 francs sans fraction :

1° Pour les assurances sur la vie; celles contre les accidents corporels et matériels et la responsabilité civile s'y rattachant; les contrats de rente viagère;

2° Pour les assurances maritimes et fluviales et les assurances contre les risques de transports terrestres.

B. — A 5 centimes par 1,000 francs sans fraction : pour les assurances contre l'incendie et pour les assurances non visées sub littéra A.

Dans le projet primitif qu'il a déposé, le Gouvernement demandait de porter le droit de 6 francs à 7 francs et celui de 5 centimes à 6 centimes.

Il demande par voie d'amendement 8 francs et 7 centimes.

La Commission propose le vote du droit de 8 francs et de celui de 7 centimes.

ART. 8. (*Effets de commerce payables à l'étranger.*)

Le projet tel qu'il a été déposé avait pour but de soumettre à un régime fiscal identique les effets de commerce payables en Belgique et les effets de commerce payables à l'étranger; en d'autres termes, le Gouvernement proposait de réintroduire dans la législation un des principes fondamentaux inscrits dans la loi du 25 mars 1891.

Le texte proposé fut combattu par un membre qui voulait tenir compte :

1° Des besoins du commerce international;

2° De l'intérêt qu'il y a pour la Belgique à ne pas entraver le recours aux capitaux étrangers, surtout dans la situation financière actuelle et qui voulait aussi favoriser la circulation non monétaire des capitaux.

Ce membre estimait que l'article 8 aurait dû être remplacé par la disposition suivante :

« Les effets de commerce domiciliés à l'étranger, mais tracés sur des tirés établis en Belgique, ne bénéficient pas des articles 1 et 2 du titre I de la loi du

29 décembre 1911. La présente disposition n'est pas applicable aux effets de commerce tirés de Belgique sur les sièges de maisons belges à l'étranger pour les opérations de ces agences ou succursales. »

Le texte suggéré aurait permis d'atteindre l'abus signalé par le Gouvernement dans l'Exposé des motifs. Il ne frappait pas de l'impôt : 1° la traite tracée par un Belge sur un client étranger établi à l'étranger; 2° la traite tracée par une maison belge sur ses succursales à l'étranger.

Le Gouvernement, averti des objections que soulevait le texte qu'il proposait, admettait, il faut le dire, qu'il fallait introduire dans la législation un des autres principes inscrits dans la loi de 1891 et il demandait d'ajouter au 2° alinéa de l'article les mots : « sous cette réserve que les droits sont réduits de moitié pour les effets qui sont créés et payables à l'étranger. »

La Commission estime que le texte ci-dessus reproduit et qui a été proposé par l'un de ses membres, apporte remède aux inconvénients signalés par le Gouvernement tout en conservant aux effets tirés sur des clients étrangers un régime de faveur imposé par la nécessité de n'entraver en rien le commerce d'exportation.

Elle se rallie donc à ce texte; mais, pour mieux atteindre le but voulu, elle propose la rédaction suivante :

Les effets de commerce domiciliés à l'étranger et tracés sur des tirés établis en Belgique, ainsi que les effets tirés sur l'étranger pour compte d'un tiers donneur d'ordre établi en Belgique ne bénéficient pas des articles 1 et 2 du titre 1 de la loi du 29 décembre 1911.

La présente disposition n'est pas applicable aux effets de commerce tirés par une maison établie en Belgique sur les agences ou succursales qu'elle possède à l'étranger.

Le vote de ce texte enlève toute portée à l'amendement présenté par le Gouvernement. Les effets créés à l'étranger seront soumis, lors de leur passage en Belgique, au droit fixé pour les effets payables en Belgique dans les mêmes conditions que les effets créés en Belgique sur l'étranger.

ART. 9. (*Droit de timbre sur les billets au porteur.*)

Le Gouvernement, par amendement transmis à la Commission depuis le dépôt du projet de loi, propose d'augmenter de 2 centimes le droit de timbre sur les billets au porteur qui est fixé à 1 franc par 1,000 francs par la loi du 24 octobre 1919 (art. 9).

La Commission vous propose le vote du texte amendé par le Gouvernement.

ART. 10. (*Droit de timbre de quittance.*)

Adopté.

ART. 10^{bis}.

Le Gouvernement, par amendement, propose de décider que :

Sont exempts du timbre les billets, cartes ou tickets d'entrée ou d'accès à des spectacles ou divertissements de toute nature.

Le vote de ce texte s'impose notamment pour éviter que la perception d'un droit de timbre n'intervienne dans des cas où la loi établissant une taxe sur les spectacles et les divertissements publics est applicable.

La Commission se rallie au texte amendé par le Gouvernement.

ART. 11 et 12. (*Actions et obligations.*)

La Commission admet le relèvement du taux du droit de timbre applicable aux actions et obligations de sociétés belges.

Le Gouvernement, par amendement transmis à la Commission depuis le dépôt du projet de loi, propose de compléter le texte de ces deux articles par l'adjonction d'un alinéa, ainsi conçu : *Les taux fixés ci-avant sont portés au double pour les actions et obligations au porteur.*

Il estime qu'il est opportun, quand il propose des charges fiscales nouvelles, d'accorder une prime aux titres nominatifs, parce que ces derniers assurent, mieux que les valeurs au porteur, la rentrée d'autres impôts.

La Commission propose le vote du texte amendé par le Gouvernement.

ART. 13. (*Obligations non négociables.*)

Adopté.

ART. 14. (*Amendes.*)

Adopté.

Le texte du projet de loi est à amender par l'ajoute aux articles cités de l'article 36, chiffre omis dans la composition du texte qui vous avait été soumis.

ART. 15, 16, 17 (*Prêts sur nantissement.*)

L'examen de l'article 15 a amené celui des articles 16, 17 et 18 du projet de loi.

A la suite d'observations présentées par des membres, il s'est formé au sein de la Commission une majorité qui estime, qu'en principe, les opérations de commerce international ne peuvent être atteintes par les impôts nouveaux.

Cette question est examinée sous l'article 18 et a donné lieu à la rédaction de l'article 18^{bis}.

Les articles 15, 16 et 17 sont adoptés.

ART. 18. (*Comptes d'avances.*)

* *

Voulant nettement marquer que la disposition s'applique à tous les comptes d'avances et crédits ouverts, gagés ou non, la Commission propose d'intercaler au premier alinéa, après le mot « ouverts » les mots « avec ou sans garantie ».

* *

Elle estime également que la répétition de la taxe serait inadmissible en cas de suspension de paiement, de concordat préventif ou de faillite; c'est pourquoi elle propose d'ajouter à l'article un dernier alinéa ainsi conçu :

En cas de suspension de paiement, de concordat préventif ou de faillite, le timbre ne doit pas être renouvelé.

* *

Un membre a fait observer que certains établissements financiers se bornaient à adresser à leurs clients des extraits de compte annuels et qu'il pouvait se rencontrer des situations où aucun extrait de compte n'était dressé. Il estimait que, dans ce dernier cas, la faculté devrait être donnée aux banquiers d'apposer le timbre dans leurs livres.

La Commission, voulant adapter le texte proposé à toutes les exigences de la pratique, propose enfin de remplacer le 4^e alinéa de l'article 18 par le texte suivant :

Toutefois, les banquiers et autres professionnels qui n'envoient à leurs clients que des extraits de compte semestriels ou annuels, n'ont d'autre obligation que de remettre cet extrait à leurs clients dans les trois mois qui suivent l'expiration du semestre ou de l'année. Dans ce cas, ils acquittent l'impôt au taux de 50 centimes par 1,000 francs pour un semestre ou de 1 franc par 1,000 francs pour une année, sur le découvert moyen résultant des opérations traitées au cours du semestre ou de l'année.

Le découvert est représenté par le capital qui, pour une période de 180 jours ou de 360 jours et au taux convenu entre parties pour les postes débiteurs, aurait produit la somme dont le compte est débité à titre d'intérêts à l'expiration du semestre ou de l'année, ou, le cas échéant, à la date de la clôture du compte si celle-ci a lieu au cours du semestre ou de l'année.

Les banquiers et autres professionnels qui n'enverraient pas d'extraits de compte à leurs clients, acquitteront la taxe par l'apposition du timbre dans leurs registres.

* *

Un membre a proposé d'ajouter à l'article 18 un paragraphe ainsi conçu :

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux opérations de gros relativement aux marchandises faisant l'objet de mercuriales et du commerce international et traitées sur les places de commerce.

» Pour bénéficier de cette exemption, les avances doivent être constatées dans des comptes et par des écrits portant exclusivement sur cette catégorie. »

La Commission après avoir marqué son accord de principe pour ne pas atteindre les opérations de commerce international a chargé son Rapporteur de se mettre en communication avec le Gouvernement sur la formule à adopter.

Votre Rapporteur a agi en conformité de cette décision et il a reçu du Gouvernement la note d'observations suivante :

« *En la forme*, l'amendement proposé ne paraît pas acceptable. Il est conçu en des termes qui, dans l'application soulèveront de multiples difficultés. Qu'entend-on, en effet, par opérations de gros? où commence le détail? Par « marchandises faisant l'objet du commerce international », que faut-il comprendre? L'auteur de l'amendement vise-t-il exclusivement, comme nous sommes portés à le croire, des marchandises importées qui sont entreposées en Belgique avant de prendre le chemin de l'exportation? Dans l'affirmative, les comptes d'avances à exonérer ne pourraient qu'être ceux dont le débit est contrebalancé exclusivement par des remises sur l'étranger. Il est de toute nécessité, en

effet, que le banquier puisse reconnaître à un critérium simple et facile, si le crédit qu'il a ouvert reste sous l'empire du droit commun ou jouit d'un régime d'exception. Et le critérium ci-dessus indiqué laisse lui-même subsister une difficulté? Si à l'expiration du trimestre, c.-à-d. au moment où la taxe doit être appliquée sur les extraits de compte, la marchandise est encore bloquée en mains du banquier comme gage de ses avances, qui dira la destination que recevra ultérieurement la marchandise, ou la façon dont le compte se liquidera?

» *Au fond*, l'exonération proposée ne paraît pas justifiée. L'importateur qui a besoin de crédit pour payer le prix de ses marchandises obtient ce crédit par l'une ou l'autre des voies suivantes :

» 1° Son vendeur étranger consent à tirer sur lui une traite à 30, 60 ou 90 jours;

» 2° La vente ayant eu lieu au comptant contre remise des documents, l'importateur se fait ouvrir en banque un crédit documentaire : la banque paie contre remise des documents ; elle fait réceptionner la marchandise, débite le client, et donne ordre de laisser suivre la marchandise lorsqu'elle est désintéressée ou au fur et à mesure des ventes consenties par son débiteur et contre remise des effets tirés par ce dernier sur ses propres acheteurs.

» 3° La troisième voie consiste à utiliser un warrant qui est délivré par un tiers dépositaire des marchandises, et à obtenir une avance de fonds gagée sur celle-ci. Le warrant revêtu de l'engagement du débiteur est remis au créancier et est endossé par ce dernier dans les mêmes conditions que l'est un effet de commerce. Ce procédé est dans la pratique peu usité. Pendant l'année 1923, il n'a été timbré que 4,259 formules de warrant.

» Si l'on recherche quelles sont les charges fiscales qui grèvent l'importateur dans les trois cas envisagés ci-dessus, on constate :

1° Que la traite tirée sur lui de l'étranger est assujettie à un droit de 4 pour mille. En effet, aux termes de l'article 40 de la loi du 25 mars 1891 « les effets de » commerce venant de l'étranger ne peuvent être négociés, acceptés ou acquittés » en Belgique, sans être revêtus du timbre prescrit ou visés pour timbre ».

» 2° Le compte d'avance, dans la deuxième hypothèse, est soumis à un droit de 25 centimes par 1,000 francs sur le découvert moyen trimestriel. Si l'avance n'a duré que 30 jours, le droit ne s'élèvera qu'à 0,083 pour mille du montant de l'avance ; si celle-ci a été faite pour 60 jours, l'impôt sera de 0,166 (art. 18 du projet.)

» Enfin, dans la troisième hypothèse, le droit est de 25 centimes par 1,000 francs sur le montant de l'obligation consignée sur le warrant. (Art. 47 du projet.)

» De ces explications il résulte que des divers procédés auxquels un importateur peut avoir recours pour se procurer du crédit, ceux qui se pratiquent par un compte d'avance en banque ou par l'utilisation d'un warrant sont de beaucoup les plus favorisés au point de vue fiscal.

» Le Gouvernement a la conviction que les articles 18 et 47 du projet sont empreints de la plus grande modération et qu'il ne saurait être question d'en

compliquer le mécanisme par des exceptions et des distinctions qui ne se retrouvent pas d'ailleurs dans la première des trois situations décrites plus haut. »

La Commission, n'étant point convaincue de la pertinence des objections présentées par le Gouvernement, maintient son point de vue.

Elle vous propose, par conséquent, le vote d'un texte qui favoriserait les opérations du commerce international et qui formerait un article 18^{bis}.

Il serait libellé comme suit :

ART. 18^{bis}.

Les dispositions des articles 15, 16 et 18 ne sont pas applicables aux prêts ou avances sur marchandises lorsque le débiteur justifie que les marchandises ont été importées par lui de l'étranger et seront revendues par lui à l'étranger.

Dans ce cas, les prêts et les avances doivent être constatés par des écrits ou dans des comptes portant exclusivement sur des marchandises se trouvant dans ces conditions.

Si dans la suite une autre destination est donnée à la marchandise, le droit qui n'aurait pas été perçu devra être acquitté dans le mois de l'affectation nouvelle donnée à la marchandise.

ART. 19. (*Bulletins de souscription.*)

Un membre a demandé que le texte fût amendé. A son avis, il devrait pouvoir être établi une taxe forfaitaire sur le montant de l'émission. Le paiement de cette taxe couvrirait le droit de timbre dû sur les bulletins de souscription.

Le Gouvernement a répondu à votre rapporteur, qui avait été invité à se mettre en communication avec lui, que l'institution de cette nouvelle taxe troublerait l'économie de la législation fiscale. L'article 4 de la loi du 30 août 1913 a établi un droit proportionnel d'enregistrement sur les actes de société constatant des augmentations de capital, — l'article 11 de la même loi prévoit, dans le cadre de la taxe sur les opérations de bourse, un droit proportionnel de timbre sur les souscriptions réalisées à l'intermédiaire d'un banquier ou autre professionnel, — enfin les articles 12 et 14 de la loi du 25 mars 1891 assujettissent également à un droit proportionnel les titres représentatifs d'une augmentation de capital. Le vote de l'amendement suggéré en commission introduirait dans cette législation un principe nouveau dont la répercussion devrait être prudemment calculée.

Le Gouvernement a cependant déclaré à votre rapporteur qu'il acceptait de mettre la question à l'étude.

Mais il insiste sur cette considération que les bulletins de souscription sont dès maintenant assujettis au droit de timbre de dimension, et que le vote pur et simple du texte proposé se borne à assurer et à mieux organiser la perception de ce droit.

La Commission, adoptant les raisons développées dans l'exposé des motifs, se rallie au texte du projet de loi.

ART. 20. (*Amendes.*)

Adopté.

ART. 21. (*Extraits de compte.*)

Le Gouvernement, par amendement transmis à la Commission depuis le dépôt du projet, donne au texte une rédaction plus précise qui correspond à la technique adoptée par les banques.

La rédaction qui est proposée est admissible parce qu'un amendement proposé par le Gouvernement à l'article 23 exonère du droit de timbre les états de situation qui sont envoyés à titre de simple renseignement.

La Commission propose donc le vote du texte amendé.

ART. 22. (*Amendes.*)

Adopté.

ART. 23. (*Exemptions.*)

Le Gouvernement, par amendement transmis à la Commission depuis le dépôt du projet de loi, propose la rédaction nouvelle suivante qui a pour but de circonscrire le champ d'application de l'article 21.

L'article serait donc libellé comme suit :

Ne tombent pas sous l'application de l'article 21 :

1° Les extraits de compte visés à l'article 18 ci-avant ;

2° Les états de situation qui sont délivrés au titulaire d'un compte à titre de simple renseignement et sans mention d'intérêts, entre les dates fixées pour l'envoi périodique des extraits de compte ;

3° Les extraits de compte envoyés par le bureau des chèques postaux au titulaire d'un compte.

La Commission propose le vote du texte amendé.

ART. 24. (*Écrits bancaires.*)

L'article 34 de la loi du 28 août 1921 soumet à un droit de timbre fixe de 10 centimes les écrits bancaires qu'il énumère (par ex. les reçus de sommes versées au crédit d'un compte).

Le Gouvernement propose de porter le droit à 20 centimes.

Un membre a demandé le maintien du droit de 10 centimes. Son amendement n'a pas été admis par la Commission.

ART. 25. (*Récépissés de titres.*)

Adopté.

ART. 26. (*Bulletins d'agents de change.*)

Par amendement transmis à la Commission depuis le dépôt du projet de loi, le Gouvernement propose la suppression du droit frappant les bulletins échangés entre agents de change, pour les motifs qui seront indiqués à l'article nouveau 46^{bis}.

La Commission s'est ralliée à la proposition faite par le Gouvernement.

ART. 27. (*Amendes.*)

Adopté.

ART. 28. (*Ordres de virement*.)

Un membre propose le rejet du texte de l'article parce qu'il importe de favoriser toutes les opérations bancaires supprimant ou réduisant l'emploi des monnaies; il affirme que la perception d'un droit de timbre même modique, (20 centimes), provoquera une diminution très sensible des ordres de virement ou de transfert.

Un membre fait remarquer que des banques importantes ont spontanément imposé à leur clientèle l'emploi de chèques pour la rédaction d'ordres, donc le paiement de taxes, ce qui prouverait que l'immunisation fiscale des ordres de virement ne forme pas la condition essentielle du recours par le public au dépôt en banque.

La majorité des membres de la Commission décide de proposer le rejet de l'article.

ART. 29.

Le rejet de l'article 28 étant décidé, celui de l'article 29 s'imposait.

ART. 30 et 31. (*Correspondance commerciale.*)

La majorité des membres de la Commission décide de proposer le rejet de ces taxes parce qu'ils estiment qu'il sera souvent impossible de décider si la correspondance échangée est vraiment toute privée ou si la lettre missive a été expédiée dans le but de constituer la preuve d'une convention passée.

ART. 32. *Récépissés de chèques, virements, etc.*

Adopté.

ART. 33. (*Amendes.*)

Le Gouvernement propose d'établir, en cas de contravention à l'article 32, une amende de 100 francs qui serait encourue individuellement tant par la personne qui a dressé l'écrit que par celle qui l'a accepté.

Un membre affirme que la responsabilité de ce dernier est souvent très contestable.

La majorité des membres de la Commission se rallie à cet avis, et, pour marquer son accord, elle décide la suppression du mot « individuellement ».

En conséquence, la Commission propose finalement l'adoption du texte suivant :

En cas de contravention au 1^{er} alinéa de l'article 32, il est encouru une amende de 100 francs par la personne qui a dressé l'écrit.

ART. 34. (*Chèques sur particuliers.*)

Adopté.

ART. 35. (*Chèques sur banquiers.*)

L'article a été adopté.

La Commission, tenant compte de votes émis, signale, afin d'éviter toute fausse interprétation du texte, que l'expression bons ou mandats de virement qui s'y trouve se rapporte aux titres désignés sous ce nom par l'article 29 de la loi du 28 août 1921 et non aux simples ordres de virement dont s'occupait l'article 28 du projet et qui a été repoussé.

ART. 36 et 37. (*Escompte de quittances.*)

Adoptés.

ART. 38. (*Reports en bourse.*)

La taxation au taux proposé de l'opération de bourse connue sous le nom de report a été combattue, en principe, au sein de la Commission.

Des membres de la Commission, voulant réduire la charge fiscale nouvelle à son minimum, ont suggéré l'idée de ne pas taxer les opérations successives d'achat et de vente, mais de n'atteindre que le bénéfice résultant de l'opération.

Ils n'ont cependant point soumis au vote des membres de la Commission un texte précis, parce qu'ils ont apprécié la pertinence des objections qui leur étaient faites.

La Commission, envisageant les besoins du Trésor, a finalement décidé de vous proposer le vote pur et simple du texte qui vous est soumis par le Gouvernement.

ART. 39. (*Reports en banque.*)

L'article avait été adopté.

Mais, après le vote sur cet article, le Gouvernement propose des amendements au texte du projet de loi.

Ceux-ci ont été dictés par la considération que certaines banques ont recours à une forme de contrat qui tient à la fois du report et du prêt sur nantissement. L'équité exige qu'il y ait unité de régime pour ces deux espèces de conventions.

Par conséquent, les deux premiers alinéas de l'article devraient être remplacés par les textes suivants qui sont proposés par le Gouvernement :

Est soumis à un droit de timbre proportionnel de 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs, l'écrit constatant le report qui est conclu avec un banquier pour un terme qui ne dépasse pas vingt jours.

En cas de reports successifs pour des périodes ne dépassant pas vingt jours, chaque renouvellement donne ouverture à un nouveau droit de 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Le droit est acquitté au taux fixé par l'article 13 lorsque le report ou le renouvellement est conclu pour un terme excédant vingt jours.

La Commission décide de vous proposer le vote du texte amendé par le Gouvernement.

ART. 40. (*Délai.*)

Adopté.

ART. 41. (*Relèvement de la taxe sur les opérations de bourse.*)

Le Gouvernement, obligé de proposer une augmentation de recettes, demande de doubler dans certains cas la taxe sur les opérations de bourse.

Il propose :

1° D'insérer entre le premier et le deuxième alinéa de l'article une disposition ainsi conçue :

Elle est portée à 2 francs par 1,000 francs pour les opérations ayant pour

objet des actions de jouissance ou de dividende, des parts de fondateur, des parts de réserve et, plus généralement, des titres ou parts bénéficiaires qui ne représentent pas une portion du capital social.

2° *De supprimer à l'antépénultième ligne du deuxième alinéa du projet après les mots « toutes les obligations » les mots « à revenu fixe ».*

Le Gouvernement estime que les circonstances justifient une taxation plus lourde des opérations sur les titres quand il s'y attache le plus souvent un caractère spéculatif.

Il ne craint point les difficultés d'application.

Dans les cas nécessairement limités où un doute pourrait surgir, il suffira de consulter les statuts de la société et la solution qui aura été donnée à la question dès sa première contestation régira toutes les transactions ultérieures portant sur un même titre ⁽¹⁾.

La Commission décide de vous proposer le vote du texte amendé par le Gouvernement.

ART. 42. (*Taxe sur opérations dénouées.*)

L'amendement soumis par le Gouvernement à la Commission depuis le dépôt du projet de loi a uniquement pour objet de mieux préciser la portée d'un texte que la Commission avait admis sans observations.

L'article 42 devrait donc être rédigé comme suit :

Si un achat et une vente de fonds publics de même espèce sont opérés par le même professionnel intermédiaire, le même jour et pour le compte de la même personne, la taxe calculée aux taux indiqués à l'article qui précède n'est exigible

(1) On lit dans GILIS, *Encyclopédie du commerce, etc.*, V^o. Action, n° 47 :

« Toutes les actions, quelles que soient leur appellation, se ramènent à deux catégories généralement distinctes, ce sont :

» 1° Les actions ou parts de capital, qui sont des titres représentant une partie de l'avoir social et une quote-part des bénéfices nets ;

» 2° Les actions ou parts de dividende, qui sont des titres représentant exclusivement une partie des bénéfices nets ou de l'accroissement du capital social.

» Appartiennent à la première division, les actions ordinaires et privilégiées ; à la seconde, les actions de dividende, les actions ordinaires, les actions de jouissance, les parts de fondateur, les parts de réserve, les parts bénéficiaires. Telles sont les dénominations généralement admises dans la pratique ; il en est encore d'autres, comme celles d'actions d'apport et d'actions de souscription, d'actions payantes et d'actions non-payantes, d'actions industrielles et d'actions de prime, etc. En résumé, il n'y a rien de classique dans toutes ces désignations, et, bien souvent, les noms que l'on donne à ces titres donnent lieu à des équivoques : aussi est-il bien souvent nécessaire de consulter l'acte constitutif d'une société pour savoir si tel genre de titres fait partie des actions de capital ou des actions de dividende. »

que sur la différence entre le prix de vente et le prix d'achat des titres qui ont fait l'objet de la double opération.

En ce qui concerne le surplus des prix de vente et d'achat de titres qui ont fait l'objet de cette double opération, la taxe est réduite à 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Le deuxième alinéa de l'article 14 de la loi du 30 août 1913 est abrogé.

La Commission décide de vous proposer le vote du texte amendé par le Gouvernement.

ART. 43, 44, 45. (Modalités d'application.)

Adoptés.

ART. 46. (Exemptions.)

Adopté.

ART. 46^{bis}. (Opérations à terme.)

Par amendements transmis à la Commission, le Gouvernement, toujours pour créer des ressources nouvelles, mais aussi pour enrayer des opérations à terme qui ont un caractère purement spéculatif, propose d'établir un droit proportionnel à la liquidation des opérations à terme de fonds publics.

L'ensemble de son système se résume comme suit :

1° Suppression partielle de l'immunité dont jouissent les agents de change en vertu du 3^e alinéa de l'article 12 de la loi du 30 août 1913;

2° Etablissement d'un droit de 1 pour mille sur le montant cumulé des sommes portées au crédit et au débit de chaque feuille de liquidation;

3° Perception de cette taxe à l'intervention des comités de liquidation.

La Commission décide de vous proposer le vote des textes nouveaux dont elle souligne l'importance toute spéciale et qui sont libellés comme suit :

ART. 46^{bis}.

Il est établi un droit de timbre proportionnel sur la liquidation des opérations à terme de fonds publics.

Ce droit est fixé à un franc par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Il est perçu sur le montant des sommes représentant la contre-partie des opérations figurant sur les feuilles de liquidation, tant au crédit qu'au débit.

Il est acquitté par le comité à l'intervention duquel la liquidation est opérée.

ART. 46^{ter}.

Le paiement du droit est effectué au plus tard le troisième jour qui suit celui de la clôture de la liquidation, sur remise au fonctionnaire désigné à cette fin, d'une déclaration faisant connaître les bases de la perception.

Si le dernier jour est un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au lendemain. La déclaration est exempte du timbre et de l'enregistrement.

ART. 46⁴.

Si la déclaration n'est pas déposée et le droit payé dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru une amende de 100 francs par jour de retard; en outre, l'intérêt légal au taux établi en matière fiscale est exigible de plein droit à partir de l'expiration de ce délai.

Toute inexactitude ou omission constatée dans la déclaration est punie d'une amende égale à vingt fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 5,000 francs.

ART. 46⁵.

Chacun des membres qui composent le comité de liquidation est tenu solidairement avec ce dernier au paiement des droits, intérêts et pénalités fixés par les articles 46^{bis} et 46⁴.

L'action du Trésor en paiement de ces sommes se prescrit par cinq ans.

ART. 46⁶.

Le droit établi par l'article 46^{bis} ci-dessus est porté à 2 francs par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs, pour les opérations à terme qui se liquident sans l'intervention d'un comité de liquidation. Il se perçoit par l'apposition d'un timbre sur un écrit que les parties sont tenues de dresser en double pour constater le règlement liquidatif.

A défaut de dresser l'écrit susvisé ou si l'écrit n'est pas revêtu du timbre prescrit, il est encouru, pour chaque contravention, individuellement par chacune des parties, une amende égale à vingt fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 5,000 francs.

ART. 46⁷.

Les registres, livres, feuilles de liquidation et tous autres documents relatifs aux liquidations doivent, sous peine d'une amende de 500 à 5,000 francs, être conservés pendant cinq ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur clôture, s'il s'agit de registres, ou leur date s'il s'agit de feuilles volantes, et ils doivent, sous la même peine, être communiqués sans déplacement aux fonctionnaires de l'Administration de l'enregistrement et des domaines agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Ministre des Finances.

ART. 46⁸.

Est rendu applicable l'article 21 de la loi du 30 août 1913.

ART. 46⁹.

Sont exemptés du timbre les bulletins qui s'échangent entre agents de change et autres professionnels d'opérations de bourse ou qui sont remis aux comités de liquidation pour constater les opérations effectuées au comptant ou à terme.

ART. 47. (*Warrants.*)

Un membre a critiqué le taux du droit et il a demandé que votre rapporteur examinât avec le Ministère s'il était possible de proposer une réduction.

La réponse donnée est négative pour les motifs développés à l'occasion de l'examen de l'article 48.

ART. 48. (*Titres étrangers.*)

Par amendement transmis à la Commission depuis le dépôt du projet de loi, le Gouvernement propose un relèvement du taux des droits et la substitution aux taux de fr. 0.50, 1 franc, 2 francs et 4 francs, des taux de fr. 0.75, fr. 1.50, 3 francs et 6 francs.

La Commission prend acte de ce que le relèvement du taux primitivement proposé est notamment déterminé par la considération que les titres étrangers échappent aux prescriptions nouvelles résultant du vote éventuel du droit sur l'inscription des fonds publics à la cote de la Bourse (art. 51^{bis}).

La Commission décide le vote du texte amendé par le Gouvernement.

ART. 49. (*Insuffisance d'évaluation pour les titres étrangers.*)

Un membre a demandé que le rapport indiquât quel serait le pouvoir qui fixerait la valeur des titres dans les cas où le contribuable et l'administration ne tomberaient point d'accord sur leur évaluation.

La Commission signale qu'il résulte du texte des articles 59 de la loi du 25 mars 1891 et 64 de la loi du 22 frimaire an VII que seule la juridiction civile est compétente pour trancher les contestations entre le contribuable et le fisc.

Mais un autre membre a fait remarquer que la disposition du texte édictant une amende dès l'instant où l'insuffisance constatée excède d'un huitième la valeur déclarée était trop rigoureuse.

Il a proposé de substituer à cette quotité d'un huitième celle d'un quart.

La majorité des membres de la Commission s'est ralliée à son avis.

Par conséquent, la Commission propose d'amender le texte de l'alinéa 2 de l'article par la substitution du mot « quart » au mot « huitième ».

ART. 50. (*Insuffisance d'évaluation pour les titres belges.*)

Adopté.

ART. 51. (*Feuille de coupons de titres étrangers.*)

Adopté.

ART. 51^{bis}. (*Droit sur l'inscription à la cote de la bourse.*)

Le Gouvernement justifie ces textes par la nécessité de se procurer des ressources nouvelles.

La Commission décide de vous proposer le vote des textes qui vous ont été soumis par le Gouvernement et qui sont libellés comme suit :

ART. 51^{bis}.

Il est établi une taxe nouvelle sur les actions et obligations et, plus généralement, sur les fonds publics de toute nature qui, à la date du 1^{er} janvier de l'année d'imposition, sont admis à la cote du comptant ou du terme de l'une des bourses de commerce du royaume.

Le paiement de la taxe pour les titres admis à la cote d'une bourse couvre l'admission des mêmes titres à la cote d'une autre bourse.

La perception de cette taxe est confiée à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

ART. 51^{ter}.

Ne sont pas assujettis à la taxe : les titres de la Dette publique belge en général; les obligations au porteur émises par les provinces, les communes, la Société du Crédit communal et la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles; les actions au porteur de la Société anonyme des Installations maritimes de Bruges; les actions et obligations émises par la Société nationale des Chemins de fer vicinaux; par la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché; par l'Association nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre; par la Société nationale des Distributions d'eau; par les associations de communes et de particuliers formées pour l'établissement de services de distribution d'eau et, plus généralement, pour des objets d'utilité publique, les titres d'emprunt, les bons du Trésor et tous autres effets publics émis par les Etats étrangers, les provinces et les villes étrangères ainsi que les actions et obligations émises par les sociétés et collectivités étrangères.

ART. 51⁴.

La taxe est fixée à 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Elle est assise sur la somme totale représentant la valeur des titres admis à la cote.

Cette valeur est déterminée d'après le prix-courant publié par ordre du Gouvernement pendant le mois de décembre qui précède l'année d'imposition. Quant aux effets publics qui ne sont pas notés au prix-courant, la base imposable est déterminée par la moyenne des cours faits pendant la dite période, d'après la cote officielle de la bourse; à défaut de cours faits pendant cette période, la taxe est liquidée sur la valeur réelle des titres pendant la même période à déclarer sous le contrôle de l'administration.

ART. 51⁵.

La taxe annuelle est acquittée par les sociétés, compagnies et autres collectivités dont les titres sont admis à la cote de la bourse.

ART. 51⁶.

Le paiement de la taxe doit être effectué au plus tard le 31 mars de chaque année, sur la remise d'une déclaration émanée de la société ou collectivité débitrice et faisant connaître les bases de la perception.

Le Gouvernement détermine le bureau où la taxe est payable et la forme de la déclaration.

ART. 51⁷.

Si la déclaration n'est pas déposée et la taxe payée dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru une amende de 50 francs par semaine de retard, toute semaine commencée étant considérée comme complète; en outre, l'intérêt au taux fixé en matière fiscale est exigible de plein droit à partir du jour où le paiement aurait dû être effectué.

Si le paiement de la taxe annuelle, des intérêts et des amendes, le cas échéant, n'est pas effectué dans le délai de trois mois à partir du 1^{er} avril de l'année d'imposition, la commission de la bourse est tenue, sur la réquisition du Ministre des Finances, de suspendre la cotation des titres jusqu'à ce que la société ou collectivité débitrice se soit libérée et, si la libération n'est pas accomplie dans les trois mois de la suspension, de radier de la cote les titres sans préjudice du recouvrement, à charge du débiteur, des sommes dues au Trésor.

Toute inexactitude ou omission constatée dans la déclaration dont il s'agit à l'article 51⁶ est punie d'une amende égale à vingt fois la taxe éludée, sans qu'elle puisse être inférieure à 5,000 francs.

ART. 51⁸.

Les commissions des bourses de commerce font parvenir au Ministre des Finances, dans la première décade du mois de janvier de chaque année, un état certifié de tous les titres qui ont été admis à la cote ou rayés de la cote pendant l'année précédente. Le cas échéant, cet état est remplacé par un certificat négatif.

ART. 51⁹.

Toute taxe régulièrement perçue ne peut être restituée, quels que soient les événements ultérieurs, même si les titres sont rayés de la cote de la bourse au cours de l'année d'imposition.

ART. 51¹⁰.

L'action du Trésor en paiement de la taxe, des intérêts et des amendes dus en vertu des dispositions qui précèdent, se prescrit par cinq ans.

Toute action en restitution se prescrit par deux ans à compter du jour du paiement.

Sont applicables à la taxe annuelle, les dispositions relatives aux poursuites et instances en matière de droit de timbre.

ART. 51¹¹.

Les commissions des bourses de commerce sont tenues de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement, agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur général de cette administration, leurs registres, livres et tous autres documents.

Les refus de communication sont constatés par des procès-verbaux dressés par les fonctionnaires de l'Enregistrement; ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 51¹².

Toute contravention par les commissions des bourses de commerce aux obligations qui leur sont imposées par la présente loi, est punie d'une amende de 50 à 5,000 francs qui est encourue solidairement par tous les membres de la commission de la bourse.

ART. 51¹³.

Les sociétés, compagnies et autres collectivités belges et congolaises dont les titres seront inscrits à la cote d'une des bourses de commerce du Royaume à la date du 31 décembre 1925, seront tenues, avant le 1^{er} avril 1926, de déposer au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin, la déclaration prévue à l'article 51⁶ et d'acquitter la taxe exigible, sous les peines édictées à l'article 51⁷.

Les commissions des bourses de commerce feront parvenir au Ministre des Finances, au plus tard le 31 janvier 1926, un état certifié de tous les titres qui étaient inscrits à la cote à la date du 31 octobre 1925.

ART. 54¹⁴.

Sont exempts du timbre et de l'enregistrement les déclarations, états et certificats désignés aux articles 51⁶, 51⁸ et 51¹³.

ART. 52, 53, 54, 55. (Opérations de change.)

Un membre a fait remarquer que le droit était très élevé et que sa perception réduirait fortement le nombre des opérations qui seraient conclues.

Un membre a demandé la suppression pure et simple de la taxe proposée parce que celle-ci :

1^o grève l'achat de devises étrangères qui est imposé par le paiement de denrées alimentaires ou de matières premières;

2^o entrave l'introduction en Belgique de devises étrangères;

3^o est en opposition avec la politique adoptée par le Gouvernement pour assurer la stabilisation du franc.

Un membre se rallierait à la perception d'une taxe s'il était possible de formuler un texte par lequel les opérations purement spéculatives seraient seules atteintes.

Un membre a signalé que la suppression de la taxe privera le Gouvernement d'une recette très importante. Il a ajouté que le texte qui est proposé est acceptable parce qu'il ne frappe que d'une taxe unique l'opération d'achat et de vente qui est effectuée par un particulier ; parce qu'il exonère le professionnel à l'intervention duquel l'opération a été conclue ; parce que la taxe sera aisément perçue.

La majorité des membres de la Commission a décidé la suppression des articles 52, 53, 54 et 55.

ART. 56. (*Mesures de contrôle.*)

Le Gouvernement, par amendement transmis à la Commission depuis le dépôt du projet de loi, et voulant donner au contribuable la garantie que la vérification des pièces comptables ne sera ordonnée que dans les cas réellement indispensables, demande de décider que cette vérification sera autorisée par le Ministre des Finances lui-même au lieu de pouvoir être autorisée par un directeur général.

La Commission vous propose le vote du texte amendé par le Gouvernement.

TAXE DE TRANSMISSION.

Considérations générales.

La proposition du Gouvernement d'assujettir à une taxe forfaitaire unique les transmissions des produits végétaux de la culture et celles du bétail a rencontré l'adhésion unanime de la Commission.

Les modalités d'application ont seules été discutées.

Dans la conception du Gouvernement, les produits de l'espèce ne donnaient ouverture à la taxe forfaitaire que lors de leur arrivée en mains du consommateur ou du marchand détaillant ; dans une autre conception, qui a été défendue par un membre de la Commission, il a paru préférable de frapper ces produits à leur point de départ.

La Commission s'est ralliée à cette dernière manière de voir ; de là le remaniement des articles 58, 60, 61 et 69 du projet de loi.

L'établissement d'une taxe forfaitaire perçue à l'abatage et couvrant les mutations successives dont le bétail avait été l'objet, a été de même adoptée, en principe, mais le taux du droit a été réduit de 15 à 10 centimes.

Sur la question des exonérations de la taxe, la Commission s'est écartée du projet du Gouvernement.

Plusieurs membres ont émis l'avis qu'il ne suffirait pas d'exonérer encore à l'avenir les produits qui avaient été exonérés jusqu'ici, mais que la liste aurait même dû en être allongée.

Ils demandaient l'extension de l'exonération à toutes les céréales panifiables ou à la farine, au beurre, aux dérivés du lait, au sirop et à la graisse de bœuf.

Cette suggestion paraissait rencontrer l'adhésion de la majorité de la Commission.

Un examen plus approfondi des conséquences financières qui auraient résulté

d'amendements traduisant cette conception a amené ceux qui s'en étaient constitués les défenseurs à reconnaître que le Trésor serait privé de recettes trop considérables.

La Commission a donc décidé :

1° De maintenir les exemptions inscrites dans la loi du 28 août 1921 ; ou, soit dit pour être plus clair encore, de réintroduire dans les textes qui vous seraient soumis des exemptions qui étaient supprimées dans le projet de loi.

2° D'étendre les exemptions au sirop, à la graisse de bœuf ;

3° De réduire de 2 à 1 ‰, en ce qui concerne les grains destinés à la panification, la taxe forfaitaire établie par l'article 58 du projet de loi, et de décider, en outre, que seront exonérées de la taxe les farines obtenues au moyen de grains qui auront subi la taxe de 1 ‰. Cette dernière taxe s'appliquerait, bien entendu, aux farines importées pour la panification.

Ces considérations expliquent soit le vote pur et simple des articles du projet, soit leur amendement.

* * *

La Commission, avant d'aborder l'exposé des votes qu'elle a émis sur les articles, insiste sur la considération suivante :

Elle marque son accord complet avec le Gouvernement au sujet des dispositions qui règlent l'exportation et qui facilitent l'importation en franchise de marchandises qui sont appelées à subir une main-d'œuvre en Belgique.

ART. 57. (*Ventes dans les halles.*)

Pour marquer que les dispositions de cet article ne peuvent avoir pour effet de soumettre à la taxe des produits que la Commission veut exonérer, elle propose d'amender le texte et d'inscrire en tête de l'article la phrase suivante :

Sans préjudice des exemptions édictées par l'article 49 de la loi du 28 août 1921, pour....

ART. 58, 58^{bis}, 58^{ter}. (*Produits végétaux, engrais.*)

La Commission propose une rédaction qui s'inspire des considérations développées ci-dessus. Elle fait remarquer que le texte du dernier alinéa de l'article 58 permettra de tenir compte des particularités du commerce de certaines plantes industrielles, par exemple du houblon et des chicorées à café.

Done, elle vous propose de décider :

L'article 58 est remplacé par la disposition suivante :

Sauf ce qui est dit à l'article 68, sont soumis à une taxe forfaitaire unique de 2 p. c. :

1° *Les produits végétaux de la culture indigène, autres que les fruits et*

légumes et les grains de maïs; les produits de même espèce importés de l'étranger;

2^o Le beurre;

3^o Les engrais chimiques et les engrais de provenance animale, ainsi que les tourteaux et les déchets ou issues de meunerie, de brasserie, de malterie, de distillerie, de sucrerie ou autre industrie, servant d'aliments aux animaux ou d'engrais pour les terres.

La taxe de 2 p. c. est perçue à l'occasion de la déclaration de mise en consommation ou de la vente par le producteur, suivant qu'il s'agit de produits étrangers ou indigènes. Elle couvre toutes les transmissions ultérieures jusqu'à l'arrivée de la marchandise en mains du consommateur.

Est assimilé au consommateur, pour l'application de la présente disposition, celui qui soumet le produit à une main-d'œuvre industrielle.

La taxe est réduite à 1 % pour les ventes faites par un cultivateur à un autre cultivateur sans aucun intermédiaire.

Elle est également réduite à 1 % pour le froment, l'épeautre, le seigle et le méteil lorsqu'ils sont destinés à la panification et vendus, sans aucun intermédiaire, par le cultivateur au meunier ou déclarés en consommation au nom de ce dernier.

Au cas où le meunier donnerait aux dites céréales une affectation autre que la fabrication de farine panifiable, il aurait pour obligation de compléter la perception à due concurrence, et la manière et dans le délai qui seront déterminés par arrêté royal.

L'article 57 ci-dessus n'est pas applicable aux transmissions régies par les présentes dispositions.

En ce qui concerne les plantes industrielles, un arrêté royal pourra reporter l'exigibilité de la taxe forfaitaire au moment de la vente à l'industriel.

ART. 58^{bis}.

Intercaler un article 58^{bis} ainsi conçu :

La taxe perçue en exécution de l'article précédent couvre la transmission des farines de céréales fabriquées en Belgique lorsque les grains dont ces farines proviennent ont subi la taxe de transmission.

En ce qui concerne les farines importées, la taxe est perçue, selon le régime de l'article précédent, aux taux de 1 % pour les farines de froment, d'épeautre, de seigle et de méteil et de 2 % pour les autres farines.

ART. 58^{ter}.

Intercaler un article 58^{ter} ainsi conçu :

Toute marchandise rentrant dans les prévisions de l'article 58, vendue par un producteur de marchandises similaires est réputée, jusqu'à preuve du contraire, avoir été produite par ce dernier.

ART. 59. (Lin.)

Adopté.

ART. 60. (*Beurre.*)

Rejeté, la taxe sur le beurre étant désormais fixée par l'article 58.

ART. 61 (*Engrais.*)

Supprimé, parce que prévu dans la rédaction nouvelle de l'article 58.

ART. 62. (*Farines et charbons.*)

La Commission décide de vous proposer une rédaction nouvelle.

Celle-ci est rendue nécessaire parce que :

1° La taxe sur les farines est réglée par l'article 58^{bis} ;

2° La Commission a pris les décisions suivantes :

Elle se rallie d'abord à un amendement du Gouvernement soumettant expressément les combustibles agglomérés au même régime que les charbons ; toutefois, pour mieux préciser l'objet visé, la Commission amende à son tour le texte proposé par le Gouvernement en substituant aux mots « combustibles agglomérés » les mots « agglomérés de houille » ; ce dernier terme est techniquement exact.

Elle décide ensuite de maintenir aux ventes faites à l'exportation par les charbonnages le bénéfice d'un article 49^{bis} nouveau de la loi du 28 août 1921. (Article 68 du projet.)

Le texte que la Commission a l'honneur de soumettre au vote de la Chambre est libellé comme suit :

Remplacer l'article 62 par le texte suivant :

Il est perçu une taxe unique de 1^o/o pour la transmission, des charbons, des agglomérés de houille et des cokes.

La taxe est acquittée à l'occasion de la déclaration de mise en consommation ou de la vente soit par l'importateur, soit par le producteur, suivant qu'il s'agit de produits étrangers ou indigènes. Elle couvre toutes les transmissions ultérieures jusqu'à l'arrivée de la marchandise en mains de celui qui la consomme ou la soumet à une main-d'œuvre industrielle. Elle s'applique même à la vente directe du producteur au particulier consommateur.

ART. 63. (*Bétail.*)

La Commission propose :

1° De modifier comme suit le texte du deuxième alinéa :

Cette taxe est fixée à 10 centimes par kilogramme du poids vif de l'animal.

2° Et de supprimer le quatrième alinéa de cet article.

ART. 64. (*Pouvoirs du gouvernement.*)

Adopté.

ART. 65. (*Succursales.*)

Adopté.

ART. 66. (*Base de la taxe.*)

Adopté.

ART. 67. (*Commissionnaires.*)

Adopté.

ART. 68. (*Exemptions.*)

Pour les raisons exposées dans les considérations générales, la Commission décide de remplacer par ce qui suit le 2° de l'article 42 nouveau proposé par l'article 68 du projet :

« 2° Les ventes de pain, de pommes de terre, d'œufs, de lait, de margarine, de saindoux, de graisse de bœuf, de viandes congelées et de sirop. »

La Commission signale qu'en inscrivant dans le texte qui précède le mot « sirop », elle vise les sirops employés dans l'alimentation populaire.

Donc, le texte s'applique au sirop de pomme, de poire, de betterave ou au sirop de raffinage à l'exclusion des sirops servant pour la préparation des boissons (sirop de groseille, etc.), des sirops de brasserie et des sirops pharmaceutiques.

ART. 69. (*Délivrance de factures.*)

La perception de la taxe de transmission à la culture rend nécessaire la modification du texte.

Il faut tenir compte d'une part des difficultés que présente pour le cultivateur la délivrance d'une facture, et d'autre part, de la nécessité de permettre à l'administration d'exercer chez ces contribuables un contrôle efficace.

Aussi la commission propose-t-elle les modifications suivantes :

Le premier alinéa de l'article 52 de la loi du 28 août 1921 est remplacé par ce qui suit :

« La délivrance d'une facture est obligatoire pour toute vente dont le prix est » supérieur à 30 francs, si le vendeur est un commerçant établi en Belgique, » à moins que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce ou à sa » profession.

» Dans le cas où l'acheteur seul est un commerçant établi en Belgique, il lui » incombe de délivrer à son vendeur un bordereau d'achat. »

Sans préjudice de (le surplus sans changement.)

ART. 70, 71. (*Mesures d'exécution.*)

Adoptés.

ART. 72. (*Importations pour main-d'œuvre.*)

Adopté.

ART. 73. (*Manipulations.*)

La Commission propose d'ajouter l'alinéa suivant à l'article 43 :

Ne sont pas considérés comme une main-d'œuvre industrielle, la torréfaction des cafés, le nettoyage, le triage, le séchage ou le mélange de marchandises, de

même que leur concassage, leur broyage ou leur mouture sans soustraction de matières.

ART. 74. (*Contrôle.*)

Pour mettre ce texte en harmonie avec l'article 56 du projet, la Commission décide d'ajouter au deuxième alinéa, après les mots « brevet de surnuméraire », les mots : *et agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Directeur général de cette administration.*

Pour compléter l'organisation de la perception de la taxe à la culture, l'alinéa suivant est ajouté entre les deux derniers alinéas de l'article 74 :

« Les mêmes obligations incombent aux cultivateurs en ce qui concerne les factures et autres documents servant à la perception de la taxe de transmission ».

ART. 75. (*Pouvoirs du Gouvernement.*)

Adopté.

TIMBRE DE FACTURE.

ART. 76. (*Contrat d'entreprise d'ouvrage.*)

Se ralliant aux considérations de l'Exposé des motifs, la Commission adopte l'article.

Un membre a demandé que l'article soit complété par une disposition avantageant la construction de maisons à bon marché.

La Commission s'est ralliée à son avis.

En conséquence, il y a lieu d'ajouter une disposition à l'article 9 de la loi du 10 août 1923 qui fixe les cas d'exonération du droit de timbre de facture.

Mais cet amendement trouvera sa place à l'article 82 du projet lequel modifie sur un autre point l'article 9 précité.

ART. 76^{bis}. (*Publicité dans les journaux et revues.*)

La Commission vous propose le vote du texte amendé par le Gouvernement et qui est libellé comme suit :

ART. 76^{bis}.

En ce qui concerne les insertions dans les journaux, annuaires, revues, magazines, indicateurs et autres écrits périodiques ainsi que dans les livres et brochures, de réclames, annonces, informations et publications généralement quelconques, le droit est acquitté au taux de 1 % et la délivrance d'une facture est obligatoire, quels que soient la qualité des parties contractantes, le montant du prix d'insertion et le mode de paiement.

En cas de paiement au comptant, la quittance du prix peut tenir lieu de facture.

ART. 76^{ter}.

Le droit de 1 % établi par les articles 76 et 76^{bis} est liquidé comme il est dit à l'article 46 de la loi du 28 août 1921.

ART. 77. (*Commissionnaires.*)

Adopté.

ART. 78. (*Factures de l'étranger.*)

Adopté.

ART. 79. (*Main-d'œuvre à l'étranger.*)

Adopté.

ART. 80. (*Dispense de dresser facture*)

Un membre signale que le texte proposé par le Gouvernement pour le paragraphe 5 de l'article est incomplet.

Il estime que si la délivrance d'une facture n'est pas obligatoire pour les ventes faites par les cultivateurs, lorsqu'elles ne sont pas l'occasion de la perception d'une taxe de transmission, cette délivrance ne doit pas non plus être imposée quand les cultivateurs se cèdent l'un à l'autre des denrées pour l'exercice de leur profession, par exemple des grains pour semailles.

Il propose d'insérer après les mots : pour les ventes faites par les cultivateurs, les mots : « *ou aux cultivateurs* ».

La majorité de la Commission adopte cet amendement.

ART. 81. (*Exigibilité du timbre de facture.*)

Adopté.

ART. 82. (*Exemption.*)

Adopté.

Mais la Commission, pour les motifs indiqués sous l'article 76 du projet, propose donc de compléter comme suit l'article par le texte suivant :

Il est ajouté à l'article 9 de la loi du 10 août 1923 :

4° Les factures relatives aux marchés pour construction d'immeubles lorsqu'elles ont pour objet des sommes dues par une société d'habitations ouvrières, régie par les lois du 9 août 1889 et du 30 juillet 1892, par la Société Nationale des habitations et logements à bon marché, par une société régionale ou locale agréée, ainsi que par les particuliers qui jouissent des primes accordées par le Gouvernement pour encourager la construction d'habitations à bon marché.

ART. 83. (*Duplicata de facture.*)

Adopté.

ART. 84. (*Restitutions.*)

Par amendement transmis à la Commission après le dépôt du projet de loi, le

Gouvernement propose de compléter l'énumération des articles de la loi de 1921 qui est insérée dans ce texte par l'ajoute : *et le second alinéa de l'article 85.*

La Commission considérant que cet amendement a pour but d'établir de l'unité entre les règles qui gouvernent la perception de la taxe de transmission et celles qui régissent le timbre de facture, décide de vous proposer le vote du texte corrigé qui vous est soumis par le Gouvernement.

TAXE DE LUXE.

Observations générales.

Divers amendements aux textes qui ont été proposés par le Gouvernement ont été adoptés par la Commission.

Celle-ci a voulu :

1. Adapter les textes qui sont en vigueur aux prix qui conditionnent aujourd'hui le coût de la vie.

2. Par la majoration du taux de certaines taxes, fournir au Gouvernement, soit des ressources nouvelles, soit des compensations pour des réductions admises par la Commission.

3. Supprimer des anomalies que révèle l'application de la législation qui est en vigueur.

La suppression des anomalies existantes devant être réalisée par arrêté royal, il n'y a pas lieu de s'arrêter aux amendements relatifs à ce point.

Les lignes qui suivent exposent le système admis par la Commission.

ART. 85.

Des membres ont affirmé et la majorité de la Commission a partagé leur avis, que :

1° Ne pouvait être qualifié dépense de luxe un repas dont le coût ne dépasse pas 15 francs; la location d'une chambre d'hôtel dont le prix ne dépasse pas 20 francs; une « pension » dont le coût ne dépasse pas 40 francs;

2° Que le montant de la taxe, limité en principe à 6 %, devrait être porté à 12 % quand la dépense atteint un chiffre élevé, dépassant pour le repas, la chambre, et la pension soit 25, soit 50, soit 75 francs;

3° Que toute dépense dans les pâtisseries et les tea-rooms devrait toujours être atteinte par le pour cent le plus élevé quand elle dépasse 10 francs.

La Commission, pour éviter tout malentendu, signale que le texte qu'elle propose se rapporte toujours, comme il est dit dans l'article 38, § 1 de la loi organique du 28 août 1921, à la dépense faite par personne.

En conséquence, la partie du texte du § 1^{er} de l'article 85 qui est comprise entre le premier et le dernier alinéa, est remplacée par ce qui suit :

« *Toutefois, pour les dépenses faites dans les hôtels, restaurants et autres*

établissements similaires, aux chiffres de 10, 15 et 30 francs fixés par l'article 38, § 1^{er} de la loi du 28 août 1921 sont substitués ceux de 15, 20 et 40 francs et le droit est porté à 6 %.

» Ce droit est relevé à 12 % si le prix du repas, de la location de chambre ou de la pension dépasse respectivement 25, 50 et 75 francs.

» En ce qui concerne les dépenses faites dans les pâtisseries, tea-rooms et autres établissements similaires, le droit est porté à 12 % lorsque le montant de la dépense dépasse 10 francs par repas et par personne.

» Le droit calculé au taux de 12 % en vertu des deux alinéas qui précèdent, est liquidé de 5 francs en 5 francs, sans limitation, sur le montant de la somme payée, abstraction faite de la fraction inférieure à 5 francs.

» Sont assujetties à un droit fixe de fr. 0.20, les quittances se rapportant à des dépenses dont le montant ne dépasse pas les minimums de 10, 15, 20 et 40 francs indiqués ci-dessus. »

ART. 86. (Traiteurs.)

Le vote émis par la Commission sur l'article 85 impose une modification du texte.

Elle propose de décider :

1^{re} D'ajouter, après les mots 6 %, les mots *ou 12 % selon les distinctions faites aux §§ 1^{er} et 2 de l'article 85.*

2^{re} De supprimer à la fin de l'avant-dernier alinéa les mots : *lorsque la dépense dépasse 10 francs par repas et par personne.*

ART. 87. (Exonération.)

Adopté.

ART. 88, 89, 90. (Principes de perception.)

Adoptés.

ART. 91. (Réparations.)

Adopté

ART. 92. (Prélèvements faits par un commerçant.)

Adopté.

ART. 93. (Non superposition de taxes.)

Adopté.

ART. 94 et 95. (Bases du droit.)

Adoptés.

ART. 96. (Exonération.)

La Commission se rallie à l'amendement déposé par le Gouvernement et qui est libellé comme suit :

La taxe de luxe n'est pas due lorsque le prix global des objets de luxe compris dans une seule vente est inférieur à 10 francs.

Art. 96^{bis}. (*Invalides.*)

La Commission adopte l'amendement proposé par le Gouvernement et qui est libellé comme suit :

Sont exemptées de la taxe de luxe les automobiles achetées par les grands invalides de la guerre pour être utilisées par eux comme moyen de locomotion personnelle.

Un arrêté royal règle les conditions d'application de l'exemption.

Art. 97 et 98 (*Exemptions.*)

Adoptés.

Art. 99 (*Classement des objets de luxe.*)

Adopté.

Art. 100. (*Perception de la taxe dans le chef du marchand détaillant.*)

Adopté.

Art. 101 et 102 (*Exécution.*)

Adoptés.

DROIT DE TIMBRE SUR LES QUITTANCES D'HONORAIRES**Art. 103. (*Taux du droit.*)**

Des membres ont proposé de ne pas majorer le taux du droit qui est actuellement perçu. Ils affirment que toute augmentation qui serait décidée sera en fait payée par le client qui est, comme contribuable, lourdement grevé.

La Commission, tenant compte des nécessités budgétaires, n'a point cru pouvoir s'arrêter à l'incidence possible de l'impôt.

*
* *

Un membre a signalé que la somme réclamée par l'avocat, par exemple, au client comprend parfois les sommes payées par le premier à l'avoué, à l'huissier, etc. Il craint que l'adoption pure et simple du texte proposé n'aboutisse à une seconde taxation d'une même somme.

L'observation est fondée.

La Commission décide la suppression des mots « *ou déboursés* », qui se trouvent au 1^{er} alinéa de l'article 103, après les mots « *du chef d'honoraires, salaires* ».

Il est cependant bien entendu que lorsqu'une quittance est à la fois relative à des honoraires et à des déboursés, le droit de 1 % se liquide sur le montant des premiers et le droit ordinaire de quittance de 20 centimes par 500 francs est exigible sur les seconds.

Art. 104 (*Liquidation du droit.*)

Adopté

ART. 105.

Le vote de l'amendement tendant à la suppression des mots « ou déboursés » figurant à l'article 103 a rendu cet article sans objet.

ART. 106. (*Principe d'exigibilité.*)

Adopté.

ART. 107. (*Paiement partiel.*)

Adopté.

ART. 108. (*Duplicatas.*)

Adopté.

ART. 109. (*Quittance obligatoire.*)

Le texte du 3^e alinéa de l'article 109 a donné lieu à quelques observations.

Votre rapporteur a été invité à faire préciser la portée des mesures envisagées.

D'accord avec le Gouvernement, il vous propose une rédaction nouvelle qui a pour but :

1^o de bien marquer, qu'au point de vue de l'application du timbre, les personnes soumises à une discipline professionnelle seront dispensées de délivrer une quittance dans tous les cas où elles jouissent de la même dispense pour l'exécution de la loi relative à la taxe professionnelle ;

2^o d'assurer à titre compensatoire la perception de l'impôt par le paiement en une fois du droit de 1 % sur le montant total des honoraires pour lesquels il n'aura pas été délivré de quittance.

Les modalités de ce paiement seraient réglées par le Gouvernement en vertu du 2^e alinéa de l'article 110.

Le texte de l'alinéa 3 dont la Commission vous propose le vote serait libellé comme suit :

« Toutefois, pour les personnes soumises à une discipline professionnelle légalement organisée, la délivrance d'une quittance d'honoraires n'est pas obligatoire, sauf à annuler dûment dans leur carnet à souches le reçu non délivré ou à inscrire la somme dans le livre journal de leur comptabilité professionnelle ; en ces cas, le droit sera perçu annuellement, à titre compensatoire, sur le montant total des honoraires pour lesquels il n'a pas été délivré de quittance. »

Les autres dispositions de l'article ont été adoptées sans discussion.

ART. 110. (*Exécution.*)

Adopté.

ART. 111. (*Abrogation législation antérieure.*)

Adopté.

TAXE D’AFFICHAGE.**ART. 111^{bis}.**

En résumé, les dispositions qui vous sont soumises par le Gouvernement par voie d’amendement :

1^o respectent les mesures prises par la loi du 24 août 1919 pour assurer la protection des sites ;

2^o suppriment, dans la mesure que l’expérience faite impose, la périodicité de la taxe d’affichage ;

3^o relèvent le taux de celle-ci, sauf pour les affiches sur papier ordinaire ;

4^o font disparaître certaines distinctions et subtilités qui énervaient le rendement de l’impôt.

La Commission décide de vous proposer le vote des textes qui vous sont transmis par le Gouvernement et qui sont libellés comme suit :

ART. 111^{bis}.

L’article 2 de la loi du 24 août 1919 sur la taxe d’affichage modifié par l’article 33 de la loi du 28 août 1921 est remplacé par la disposition suivante :

ART. 2. — *Les affiches sur papier ordinaire sont assujetties, pour chaque annonce, à une taxe de 10 centimes par 20 décimètres carrés ou fraction de 20 décimètres carrés.*

ART. 111³.

Les articles 3 et 4 de la loi précitée du 24 août 1919 sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 3. — *Les affiches ayant subi une préparation quelconque en vue d’en assurer la durée, soit que le papier ait été transformé ou préparé, soit qu’elles se trouvent protégées par un verre, un vernis ou une substance quelconque, soit qu’antérieurement à leur apposition, ont les ait collées sur carton, toile, plaque de métal, etc., les affiches sur carton, sur toile, sur bois, sur métal, sur porcelaine ou sur verre, les affiches murales, les affiches lumineuses et, plus généralement, toutes les affiches autres que celles désignées ci-avant à l’article 2 et ci-après aux articles 4 et 5 sont assujetties, pour chaque annonce et pour toute leur durée, à une taxe dont le taux est fixé ainsi qu’il suit, savoir :*

Si la dimension de l’annonce ne dépasse pas 1 mètre carré, 40 centimes par 20 décimètres carrés ou fraction de 20 décimètres carrés ;

Si l’annonce dépasse 1 mètre carré sans excéder 6 mètres carrés, 3 francs par mètre carré ou fraction de mètre carré :

Si l'annonce dépasse 6 mètres carrés sans excéder 10 mètres carrés, 4 francs par mètre carré ou fraction de mètre carré ;

Si l'annonce dépasse 10 mètres carrés, 5 francs par mètre ou fraction de mètre carré.

ART. 4. — Les affiches lumineuses et les affiches par projections lumineuses, à réclames multiples et alternantes sont assujetties, quel que soit le nombre des annonces, à une taxe annuelle égale à cinq fois la taxe établie à l'article précédent.

ART. 111⁴.

Le premier alinéa de l'article 5 de la loi susvisée du 24 août 1919 est remplacé par ce qui suit : « Les affiches de toute nature désignées aux articles 3 et 4, qui sont apposées ou établies sur toute partie d'un immeuble bâti ou non, autre qu'un mur de maison ou de clôture, au-delà d'un périmètre de 100 mètres autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments sont soumises à une taxe spéciale annuelle ainsi fixée ».

ART. 111⁵.

Le secundo de l'article 7 de la loi susvisée est abrogé ; le tertio de cette disposition devient le secundo.

Le premier alinéa de l'article 8 est remplacé par ce qui suit : « Tout affichage effectué ou maintenu avant le paiement de la taxe est puni d'une amende égale à 20 fois la taxe éludée, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs ».

Au troisième alinéa de l'article 10, les mots « dans les six mois qui suivent » sont remplacés par les mots « dans le mois qui suit » ;

Au primo de l'article 11, sont ajoutés les mots « et les établissements publics » ; le secundo et le quinto de cet article sont abrogés ; les tertio, quarto, sexto et septimo deviennent respectivement les secundo, tertio, quarto et quinto ;

Dans la première proposition du premier alinéa de l'article 12, le mot « annuelle » est supprimé.

ART. 111⁶.

Les affiches apposées avant le 1^{er} janvier 1926 peuvent être maintenues, savoir :

1^o Celles pour lesquelles la taxe d'affichage a été acquittée par l'apposition du timbre, jusqu'au 31 décembre 1927 ;

2^o Celles qui ont subi la taxe annuelle, jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle cette taxe a été payée ;

3^o Celles qui étaient exemptées de la taxe d'affichage en vertu de l'article 7, 2^e, de la loi du 24 août 1919 et qui y sont soumises par la présente loi, jusqu'au 30 juin 1926.

Si les affiches désignées ci-avant aux numéros 1, 2 et 3 se trouvent encore apposées après l'expiration du temps prévu par ces dispositions, la taxe d'affichage doit être acquittée au taux fixé par la présente loi et suivant le mode réglé par les arrêtés royaux d'exécution,

Les pénalités édictées par l'article 8 de la loi du 24 août 1919, modifié par l'article 111^{bis} de la présente loi, seront applicables, sous cette réserve que, pour les affiches mobiles rentrant dans la catégorie visée au tertio ci-avant, l'amende et le droit exigibles ne peuvent être réclamés qu'à l'occupant du lieu où l'affiche est apposée.

TITRE II.

DROITS D'ENREGISTREMENT ET D'HYPOTHÈQUE.

ART. 112. (*Augmentation des droits fixes.*)

Adopté.

ART. 113. (*Augmentation des droits proportionnels.*)

Le Gouvernement, par amendement, propose d'augmenter le droit de deux décimes.

La Commission décide de vous proposer le vote du texte amendé par le Gouvernement.

ART. 114. (*Minimum.*)

Adopté.

ART. 115. (*Retèvements.*)

Adopté.

ART. 116 (*Amendes.*)

Adopté.

ART. 117. (*Inscriptions hypothécaires.*)

Adopté.

ART. 118. (*Cautionnement d'ouverture de crédit.*)

Adopté.

ART. 119. (*Fonds de commerce.*)

Par amendement, le Gouvernement propose de substituer au taux de 5 francs par 100 francs, le taux de 6 francs par 100 francs.

La Commission décide de vous proposer le vote du texte amendé par le Gouvernement.

ART. 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126. (*Baux.*)

Adoptés.

ART. 127. (*Mesures préventives contre la fraude.*)

Adopté.

ART. 128-129-130-131. (*Cession d'actions et obligations.*)

Adoptés.

ART. 132-133-134-135. (*Navires.*)

Adoptés.

ART. 136. (*Navires, suite.*)

Un membre déclare que la perception du droit d'enregistrement de 1 p. c. qui est effectuée aujourd'hui empêche dans bien des cas la mise de navires sous pavillon belge parce que des débours trop élevés sont imposés aux acquéreurs de navires battant pavillon étranger. Ainsi, dans un cas qu'il cite, le montant du droit à liquider se serait élevé à 700,000 francs si un achat avait été réalisé. Ce membre, sans être opposé en principe au relèvement du taux du droit, demande que le droit ne puisse dépasser le maximum de 20,000 francs ou que tout au moins il soit établi un tarif dégressif.

La Commission a repoussé l'inscription d'un maximum de 20,000 francs dans le texte de l'article.

Votre rapporteur, invité à faire examiner si l'adoption d'un tarif dégressif est pratiquement possible, a reçu du Gouvernement une réponse négative parce qu'il est de l'essence des droits d'enregistrement d'être proportionnés au montant des sommes ou valeurs qui sont l'objet d'une transmission.

Le Gouvernement lui a fait, en outre, remarquer que l'article 139 du projet de loi supprime la taxe de transmission qui atteint aujourd'hui l'acquisition d'un bateau. Par conséquent, le droit proposé de 2 % se borne finalement à incorporer dans un seul impôt la taxe de transmission et le droit actuel d'enregistrement.

La Commission décide qu'elle maintient néanmoins l'adhésion qu'elle a donnée au principe du taux dégressif.

Elle a l'honneur de vous proposer le vote d'un amendement qui est libellé comme suit et qui formerait l'alinéa final de l'article sur lequel vous êtes appelés à vous prononcer :

1° Ajouter au texte de l'article 136 les mots : *Si le prix ne dépasse pas 10 millions ;*

2° Compléter le texte de l'article tel qu'il est libellé dans le projet par l'ajoute de l'alinéa suivant :

Si le prix dépasse 10 millions, le droit est fixé comme suit :

Sur les 10 premiers millions 2 %.

Sur les 10 millions suivants 1.75 %.

Sur les 10 millions suivants 1.50 %.

Sur les 10 millions suivants 1.25 %.

Sur le surplus 1 %.

ART. 137, 138, 139. (*Navires, suite.*)

Adoptés.

ART. 140. (*Autorisation de changer de nom.*)

Adopté.

ART. 141. (*Naturalisation et acquisition de la qualité de Belge.*)

Un membre a déclaré que la perception des droits prévus au projet sera onéreuse pour les indigents. Il signale le cas de mineurs qui doivent solliciter la qualité de Belge pour pouvoir obtenir la pension qui est allouée par la Caisse des Mineurs.

Pour éviter tout malentendu au cours de la discussion, la Commission rappelle que le texte qui vous est soumis prévoit déjà à l'alinéa 5 que l'acquisition de la qualité de Belge par voie de déclaration est exonérée du droit d'enregistrement en cas d'indigence affirmée par le Bourgmestre.

Mais adoptant les considérations développées par un de ses membres, elle décide d'amender le texte qui vous est soumis et, par conséquent, elle vous propose d'ajouter après le 3^me alinéa de l'article un alinéa nouveau conçu comme suit :

« Les droits de 2,000, 1,500 et 500 francs prévus au présent article sont réduits de moitié lorsque le montant des revenus de l'intéressé ne dépasse pas le double du minimum des revenus exonérés de la supertaxe en exécution des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. »

ART. 142. (*Vente publique d'objets mobiliers.*)

Adopté.

ART. 143. (*Cession de mitoyenneté.*)

Adopté.

ART. 144. (*Amendes. — Solidarité.*)

Adopté.

TITRE III.

DROITS DE GREFFE.

ART. 145, 146, 147, 148, 149.

Adoptés.

TITRE IV.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX DROITS DE TIMBRE, D'ENREGISTREMENT ET DE GREFFE.

ART. 150.

Adopté.

TITRE V.

DROITS DE SUCCESSION.

ART. 151.

L'examen de cet article a donné lieu à de très vives discussions. Au cours de celles-ci ont été défendues, d'une part, une modification profonde du tarif proposé par le Gouvernement et, d'autre part, l'adoption pure et simple du tarif qui est l'œuvre collective du Gouvernement.

Le texte amendant le tarif inséré dans le projet qui vous est soumis était libellé comme suit :

ART. 151.

Le tableau-tarif figurant à l'article 19 de la loi du 28 août 1921 est remplacé par le tableau suivant :

Tarif applicable à la fraction de part nette comprise entre :	INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ.				
	Ligne directe.	Frère, sœur, époux sans enfant.	Oncle, tante, neveu, nièce.	Grand-oncle, grand'tante, petit neveu.	Entre autres personnes.
	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.
Jusqu'à 10,000 francs. . . .	2.5	9	11	13	18
De 10 à 20,000 »	3	10.5	13	15.5	21
De 20 à 30,000 »	3.5	12	15	18	24
De 30 à 40,000 »	4	13.5	17	20.5	27
De 40 à 50,000 »	4.5	15	19	23	30
De 50 à 100,000 »	5	16.5	21	25.5	33
De 100 à 200,000 »	5.5	18	23	28	36
De 200 à 300,000 »	6	19.5	25	30.5	39
De 300 à 400,000 »	6.5	21	27	33	42
De 400 à 500,000 »	7	22.5	29	35.5	45
De 500 à 600,000 »	7.5	24	31	38	48
De 600 à 700,000 »	8	25.5	33	40.5	51
De 700 à 800,000 »	8.5	27	35	43	54
De 800 à 900,000 »	9	28.5	37	45.5	57
De 900 à 1 million	9.5	30	39	48	60
De 1 à 2 millions.	10	31.5	41	50.5	63
De 2 à 3 millions	11	33	43	53	66
De 3 à 4 millions	12	34.5	45	55.5	69
De 4 à 5 millions	13	36	47	58	72
De 5 à 10 millions	14	37.5	49	60.5	75
Plus de 10 millions	15	39	51	63	78

La partie de ce tarif relative aux droits de succession en ligne directe a été adoptée par 12 oui, contre 11 non et 2 abstentions.

La partie de ce tarif relative aux droits de succession en ligne collatérale a été adoptée par 12 oui, contre 11 non et 2 abstentions.

Au cours de la lecture qui a été faite en Commission du rapport qui vous est soumis, le texte amendant l'article 151 du projet de loi a été par décision unanime resoumis au vote afin de nettement établir quelles étaient les opinions partagées par la majorité réelle des membres de la Commission.

Le texte a été alors repoussé ayant recueilli 10 oui et 10 non.

Les membres présents à la séance de la Commission prennent à l'unanimité acte que certains membres ont exprimé de nouveau l'avis que les propositions du Gouvernement avaient le caractère d'une proposition transactionnelle et qu'ils ne pouvaient aller au delà en cette matière de succession.

Par 14 voix contre 5 la Commission décide d'inscrire dans le rapport que :

La majorité des membres ont au contraire pensé qu'il serait souhaitable que les discussions ultérieures parviennent à réaliser une entente entre les opinions contradictoires exprimées.

ART. 152. (*Prix-courant.*)

Adopté.

ART. 153. (*Précautions contre la fraude.*)

Adopté.

ART. 154. (*Coffres-forts.*)

Le Gouvernement a déposé deux amendements.

Le premier comporte la suppression d'un mot jugé inutile.

Le second supprime une disposition du projet qui tendait à interdire les locations conjointes. Cette suppression, qui ne touche en rien aux prescriptions de l'article 30 de la loi du 11 octobre 1919 relatives aux co-locataires, ne diminue en rien l'efficacité des mesures qui sont en vigueur et de celles qui sont proposées.

TITRE VI.

**TAXE SUR LES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF
ET SUR LES ÉTABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE.**

ART. 156.

Adopté.

TITRE VII.

DROITS DE NAVIGATION.

ART. 157.

Un membre fait remarquer que la perception du péage, qui est élevé, augmentera le prix des marchandises ou des matières transportées.

Un membre répond qu'il faut des ressources au Gouvernement.

Un membre répond que le péage constitue aujourd'hui une taxe rémunératoire des dépenses imposées au Gouvernement pour la création ou pour l'entretien des voies navigables. Il ajoute qu'il ne faut pas oublier la majoration qui a été faite des tarifs ferroviaires, postaux, etc.

La Commission adopte cet article ainsi que les articles 158, 159, 160 et 161.

TITRE VIII.

AMENDES PÉNALES.

ART. 162.

Adopté.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 163.

Le texte nouveau proposé par le Gouvernement a pour but de régler la mise en vigueur de diverses dispositions de la loi en tenant compte des nécessités d'ordre matériel qui en conditionnent l'exécution.

La Commission fait remarquer, toutefois, que le chiffre 9 qui figure au premier alinéa de l'article proposé, figure encore, par erreur, au deuxième alinéa du même article, et qu'il y a lieu, par conséquent, de le supprimer à ce dernier endroit.

La Commission propose le vote de ce texte ainsi amendé.

Le texte du présent rapport a été adopté par la Commission.

Le Rapporteur,
LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

ANNEXE I

BIJLAGE I

ERRATA

au
texte du projet de loi.

ART. 14.

Lire : « L'amende édictée par les articles 36, 37... », au lieu de : « L'amende édictée par les articles 37... ».

ART. 18, 4^e alinéa.

Lire : « extraits de compte *semestriels* », au lieu de : « extraits de compte semestriel ».

ART. 21.

Lire : « les extraits de *compte* », au lieu de : « les extraits de *comptes* ».

ART. 27, 1^o.

Lire : « ... et au 1^{er} alinéa de l'article 26 de la présente loi », au lieu de : « ... et au 1^{er} alinéa de l'article 25 de la présente loi ».

VERBETERINGEN

aan den tekst
van het wetsontwerp.

ART. 14.

Lees : « De geldboete, opgelegd bij de artikelen 36, 37... », in plaats van : « De geldboete, opgelegd bij de artikelen 37... ».

ART. 18, 4^e alinea.

Lees : « die aan hunne cliënten slechts *halfjaarlijksche uittreksels van rekening* », in plaats van : *slechts uittreksels van halfjaarlijksche rekening* ».

ART. 20, laatste alinea.

Lees : « Daarenboven, zijn de *overtreders...* » in plaats van : « Daarenboven, zijn de *overheden...* »

ART. 35.

Lees als volgt : « Bij wijziging van artikel 29 der wet van 28 Augustus 1921, wordt het zegelrecht, waaraan de op een bankier getrokken cheks en de overboekingsbons of mandaten onderworpen zijn, op 20 centiem gebracht »

ART. 36, 2°.

Lees : « Verhandelbare briefjes, welke niet gedagteekend zijn en *waarop de* betaaldatum... », in plaats van : « Verhandelbare briefjes, welke niet gedagteekend zijn en *waarop bij de* betaaldatum... ».

ART. 37.

Lees : « Voor elke overtreding van de bepalingen *van* voorafgaand artikel, ... », in plaats van : « Voor elke overtreding van de bepalingen *bij* voorafgaand artikel, ... ».

ART. 39, 5° alinea.

Lees : « ... eene boete beloopen *gelijk aan twintigmaal het ontdoken recht*, zonder... », in plaats van : « ... eene boete beloopen *gelijk aan een twintigste van de som welke aan de heffing van het recht tot grondslag ligt*, zonder... ».

ART. 42, 1° alinea.

Lees : « ... en een verkoop van *gelijkaardige openbare effecten*... », in plaats van : « ... en een verkoop van *gelijkaardige effecten*... ».

ART. 52.

Lees : « ... op elke verrichting *van aankoop of verkoop van vreemde deviezen of munten gedaan door bemiddeling van bankiers*,... », in plaats van : « ... op elke verrichting *van verkoop en aankoop van deviezen of vreemde munten gedaan door de bankiers*... ».

ART. 53.

ART. 53, 1° alinéa.

Lire : « ... par le vendeur *et* par l'acheteur. », au lieu de : « ... par le vendeur *ou* par l'acheteur. ».

1° alinea. — **Lees als volgt :** « Het recht is, in geval van verkoop of van aankoop, afzonderlijk verschuldigd door den verkooper en door den aankoper. »

4° alinea. — **Lees :** « Indien *een der verstrekte prestaties* uit nationale munt bestaat,... » in plaats van : « Indien *een der prestaties door de handelende partijen verstrekt* uit nationale munt bestaat,... ».

Laatste alinea. — **Lees als volgt :** « Indien beide prestaties uit buitenlandsche munten of deviezen bestaan, door de waarde in Belgische franken van de door den vakman afgestane munten of deviezen, waarde bepaald volgens den laatsten middelmatigen wisselkoers vastgesteld door de bankiers vergaderd in kamer van schuldvergelijking te Brussel. »

ART. 57, 2° alinea.

Lire : « La remise *de* biens... », au lieu de :
« La remise *des* biens... ».

ART. 55.

Lees : ... der artikelen 15 tot 26... », in
plaats van : « ... der artikelen 25 tot 26... ».

ART. 57.

1° alinea. — Lees : « Voor de openbaar bij
opbod... », in plaats van : « Van de openbaar
bij opbod... ».

2° alinea. — Lees : « ... met *uitsluitelijk*
doel ze openbaar bij opbod of bij afbod te
verkoopen... », in plaats van : « ... met *het*
doel ze openbaar bij opbod of bij afbod te
doen verkoopen... ».

ART. 58.

1° alinea. — Lees : « ... onderworpen aan
een vooruit vastgestelde taxe van 2 t. h.,
ten laste van industrieelen, commercieelen of
landbouwverbruiker, en meer in het alge-
meen... », in plaats van : « ... onderworpen
— aan een vooruit vastgestelde taxe van
2 t. h. ten laste van den *nijveraar — hande-
laar — of landbouwer —* verbruiker, *of* meer
in het algemeen... ».

2° alinea. — Lees : « Zij is niet eischbaar
bijaldien deze zich bevindt *in* een... », in
plaats van : « Zij is niet eischbaar bijaldien
deze zich bevindt *is* een. . »

ART. 59.

Lees : « In afwijking van artikel 58, wordt
het *in België* gezwingeld vlas en de daarvan
voortkomende *kroten*... », in plaats van :
« ... wordt het gezwingeld vlas en het daar-
van voorkomend werk... ».

ART. 60, 1° alinea.

Ajoutez un *point-virgule* après le mot « indi-
gène ».

ART. 60, 3° alinea.

Lees : « ... zoo zij hem rechtstreeks *wordt*
verkocht... », in plaats van : « ... zoo zij hem
rechtstreeks *werd* verkocht... »

ART. 62.

1° alinea. — Lees : « Een eenige taxe *van*
1 t. h. wordt... », in plaats van : « Een eenige
taxe wordt... ».

2° alinea. — Lees : « De taxe wordt gekwe-
ten *ter gelegenheid* van de aangifte van inver-
bruikstelling of *van den* verkoop... », in plaats
van : « De taxe wordt gekweten *bij* de
aangifte van inverbruikstelling of *van* ver-
koop... ».

ART. 68.

Au 2^e alinéa du 2^e de l'article 49^{bis}. — Lire : « fabricant », au lieu de : « marchand ».

ART. 70, 2^e alinéa.

Lire : « ... déroger aux prescriptions des articles 52 et 53 ... », au lieu de : « ... déroger aux prescriptions des articles 52 et 55 ... ».

ART. 80.

1^{er} alinéa. — Lire : « Le paragraphe 2 de l'article 7... », au lieu de : « Le paragraphe 3 de l'article 7... ».

ART. 63.

4^e alinea. — Lees : « ... naar gelang de schommelingen van den prijs van het vee... », in plaats van : « naar gelang de schommelingen van den kleinhandelsprijs ».

5^e alinea. — Lees : « De taxe is eischbaar op het oogenblik van de slacht-aangifte .. », in plaats van : « De taxe is eischbaar van af de aangifte van het slachten... ».

ART. 68.

2^e alinea van 2^e van artikel 49^{bis}. — Lees : « fabrikant » in plaats van : « koopman ».

5^e alinea van 2^e van artikel 49^{bis}. — Lees : « het boek van uitgaande facturen », in plaats van : « uitgaande facturen ».

ART. 74, voorlaatsten regel.

Lees : « ... of hun datum ... », in plaats van : « of van hun datum ... ».

ART. 73.

Lees : « Voor de toepassing van... », in plaats van : « met toepassing van... ».

ART. 77.

§ 3. — Lees als volgt : « Voor de toepassing van deze wet wordt als commissionaris beschouwd, niet alleen hij die handelt in zijn eigen naam of onder een socialen naam voor rekening van den lastgever, maar ook hij die handelt in naam van zijnen lastgever, indien hij, te welken titel ook, een factuur, een verkoopnota of om 't even welk ander gelijksoortig geschrift van den verkooper ontvangt of aan den kooper zendt. »

§ 4. — Lees : « Voor de heffing van het factuur-zegelrecht... », in plaats van : « Voor de heffing van een factuur-zegelrecht... »

ART. 80, 1^e alinea.

Lees : « Paragraaf 2 van artikel 7... », in plaats van : « Paragraaf 3 van artikel 7... ».

ART. 85.

§ 1, 1^o alinea. — Lees : « zal blijven geheven worden », in plaats van : « blijft invoege ».

§ 2. — Lees : « Het kwijtschriftzegelrecht » in plaats van : « Het kwijtschriftzegel »; — « zal blijven geheven worden » in plaats van : « blijft in voege »; — « onder dit voorbehoud », in plaats van : « onder deze wijziging ».

ART. 87.

Lees : « die onderhevig zijn aan de taxe op de vertooningen » tegen het maximumbedrag dezer » in plaats van : « die onderhevig zijn aan de taxes op de vertooningen tegen het maximumbedrag ».

ART. 89.

1^o alinea. — Lees : « Worden toepasselijk gemaakt op de weeldetaxe », in plaats van : « Vallen onder de toepassing van de weeldetaxe ».

2^o alinea. — Lees : « wordt op de weeldetaxe toepasselijk gemaakt », in plaats van : « wordt aan de weeldetaxe van toepassing ».

3^o alinea. — Lees : « wordt op zelfde taxe toepasselijk gemaakt », in plaats van : « is aan zelfde taxe toepasselijk ».

4^o alinea. — Lees : « artikel 8 », in plaats van : « artikel 6 » en « van het zegelrecht op de kwijtbriefen », in plaats van : « van het recht op de kwijtbriefen ».

ART. 92.

Lire : « et dans les mêmes conditions », au lieu de : « et dans les conditions ».

ART. 93.

Lees : « van de overdrachtstaxe van 1 t. h. en van het « faktuurzegel », in plaats van : « van de verdrachtstaxe van 1 t. h. en van deno faktuurzegel ».

ART. 94.

Lees : « vereffend », in plaats van : « betaald ».

ART. 95.

Lees : « vereffend », in plaats van : « betaald ».

ART. 101, 1^o alinea.

Lees : « De Regeering bepaalt den datum *vanaf* denwelke », in plaats van : « De Regeering bepaalt den datum *na* denwelke »; — « *alles wat* betrekking *heeft op* het bewaren *en het vertoonen* », in plaats van : « *alles met* betrekking tot het bewaren *en te voorschijn brengen* ».

ART. 103.

Lees : « leeraars », in plaats van : « *leeraarts* ».

ART. 110.

Lees : « in een *bepaald* boekje of register », in plaats van : « in een boekje of register ».

ART. 121, 2^o alinea.

Plaats een : Achter het woord « geschiedt ».

ART. 125.

Lees : « wordt het recht geheven op de sommen *gezamenlijk in het proces-verbaal begrepen* », in plaats van : « *wordt het recht geheven op de sommen samengesteld in het proces-verbaal* ».

ART. 128.

Reporter après l'expression « *en général* » la virgule qui la précède.

ART. 128.

Lees : « zijn vrijgesteld van de *formaliteit* », in plaats van : « zijn vrijgesteld van de *formaliteiten* ».

ART. 129, 2^o alinea.

Lees : « Het recht wordt *vereffend* », in plaats van : « Het recht wordt *betaald* ».

ART. 131, 2^o alinea.

Lees : « moet het registratierecht op *de ontoereikendheid* worden betaald », in plaats van : « moet het registratierecht op *het verschil* worden betaald »; — zoo *de ontoereikendheid* met een achtste », in plaats van : « zoo *het verschil* met een achtste ».

ART. 139, laatste regel.

Lees : « *van* schepen en booten », in plaats van : « *an* schepen en booten ».

ART. 144, 2º alinéa.

Lire : « et par l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX », au lieu de « et l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX ».

ART. 140.

§ 1, 1º alinea. — Lees : « gewijzigd bij artikel 6, § 1 der wet van 28 Augustus 1921 », in plaats van : « gewijzigd bij artikel 6, eerste lid der wet van 28 Augustus 1921 ».

§ II, 1º alinea. — Lees : « gewijzigd bij artikel 6, § 1 van voormelde wet », in plaats van : « gewijzigd door artikel 6, eerste lid van voormelde wet ».

ART. 142, 1º alinea.

Lees : « betreffende de openbare verkoopen », in plaats van : « den openbaren verkoop ».

ART. 143, 1º alinea.

Lees : « een deskundige, een bouwkundige, een aannemer, een land- of aardmeter », in plaats van : « een deskundige, een aannemer of een landmeter ».

ART. 144.

1º alinea. — Lees : » De evenredige registratierechten waaraan onderworpen zijn de mondelinge mutaties van onroerende goederen, alsook... », in plaats van : De evenredige registratierechten waaraan de mondelinge mutaties van onroerende goederen onderworpen zijn, alsook... »

2º alinea. — Lees : « binnen de termijnen bepaald... », in plaats van : « binnen den termijn bepaald... »

ART. 149.

Lees : « onbruikbaarmaking », in plaats van : « vernietiging ».

ART. 150, 2º alinea.

Lees : « De salarissen hoofdens de bij deze wet voorziene « rechtsplegingen verschuldigd », in plaats van : « De salarissen wegens de bij deze wet voorziene « rechtspleging ».

ART. 151 (Tabel).

Lees « 1º Rechte lijn; tusschen echtgenooten met gemeene kinderen of afstammelingen; tusschen den aannemende en den aangenomene of dezes afstammelingen », in plaats van : « Rechte lijn; tusschen echtgenooten welke kinders of gemeene nakomelingen hebben; tusschen bij die aanneemt

en den aangenomene of de nakomelingen van dezen laatste ».

Lees : « 2° Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen en tusschen broeders en zusters », in plaats van : « 2° Tusschen echtgenooten zonder kinders noch nakomelingen en tusschen broeders en zusters ».

Lees : « 3° Tusschen oomen of moeien en neven of nichten », in plaats van : « 3° Tusschen oomen of moeien en neven en nichten ».

ART. 153, laatste alinea.

Lees : « *hoofdelijk* », in plaats van : « *elkheellijk* ».

ART. 154.

I, 3°. — Lees : « moet hij insgelijks schriftelijk *bevestigen* », in plaats van : « moet hij insgelijks schriftelijk *bewijzen* ».

II, 6°. — Lees : « Slechts toegang tot *eene* brandkast ... », in plaats van : « Slechts toegang tot *de* brandkast ... ».

ART. 160, 1° alinea.

Lees : « worden *ingetrokken* », in plaats van : « worden *geschrapt* ».

ANNEXE II

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR LA COMMISSION.

ART. 3.

Le second alinéa est remplacé par le texte suivant :

Sont exempts du timbre : les déclarations de succession et de mutation par décès, les procurations en original, en copie ou extrait qui y sont annexées et les récépissés de dépôt.

ART. 8.

L'article 8 est remplacé par le texte suivant :

Les effets de commerce domiciliés à l'étranger et tracés sur des tirés établis en Belgique, ainsi que les effets tirés sur l'étranger pour compte d'un tiers donneur d'ordre établi en Belgique ne bénéficient pas des articles 1 et 2 du titre I^{er} de la loi du 29 décembre 1911. La présente disposition n'est pas applicable aux effets de commerce tirés par une maison établie en Belgique sur les agences ou succursales qu'elle possède à l'étranger.

ART. 14.

Ajouter après le mot : « articles », le chiffre « 36 ».

BIJLAGE II

AMENDEMENTEN DOOR DE
COMMISSIE INGEDIEND.

ART. 3.

De 2^e alinea te vervangen door den volgende tekst :

Zijn vrij van zegel : de aangiften van successie en van overgang wegens overlijden, de volmachten in het oorspronkelijke, in kopij of uittreksel daaraan gehecht en de ontvangbewijzen van neerlegging.

ART. 8.

Het te vervangen door den volgende tekst :

Voor de in het buitenland gedomicilieerde handelseffecten en getrokken op in België gevestigde betrokkenen, alsmede voor de effecten getrokken op het buitenland voor rekening van een derden in België gevestigden trekker, gelden niet de bepalingen der artikelen 1 en 2 van den eersten titel der wet van 29 December 1911. Deze bepaling is niet van toepassing op de handelseffecten getrokken door een in België gevestigde firma op de agentschappen of filialen die zij in het buitenland bezit.

ART. 14.

Na het woord « artikelen » toevoegen het cijfer « 36 ».

ART. 18.

a) **Au premier alinéa, après les mots : « ouverts », ajouter :** « avec ou sans garantie ».

b) **Remplacer le 4^e alinéa par le texte suivant :**

Toutefois les banquiers et autres professionnels qui n'envoient à leurs clients que des extraits de compte semestriels ou annuels, n'ont d'autre obligation que de remettre cet extrait à leurs clients dans les trois mois qui suivent l'expiration du semestre ou de l'année. Dans ce cas, ils acquittent l'impôt au taux de 50 centimes par 1,000 francs pour un semestre ou de 1 franc par 1,000 francs pour une année, sur le découvert moyen résultant des opérations traitées au cours du semestre ou de l'année.

Ce découvert est représenté par le capital qui, pour une période de 180 jours ou de 360 jours et au taux convenu entre parties pour les postes débiteurs, aurait produit la somme dont le dont le compte est débité à titre d'intérêts à l'expiration du semestre ou de l'année, ou, le cas échéant, à la date de la clôture du compte si celle-ci a lieu au cours du semestre ou de l'année.

Les banquiers et autres professionnels qui n'enverraient pas d'extrait de compte à leurs clients, acquitteront la taxe par l'apposition du timbre dans leurs registres.

c) **Ajouter un dernier alinéa ainsi conçu :**

En cas de suspension de paiement, de

ART. 18.

a) **In de eerste alinea, na het woord « geldvoorschotten » in te voegen « met of zonder waarborg ».**

b) **De 4^e alinea te vervangen door den volgende tekst :**

Echter, hebben de bankiers en andere professioneelen, die aan hunne cliënten slechts uittreksels van halfjaarlijkse of jaarlijksche rekening zenden, geen andere verplichting dan dit uittreksel aan hunne cliënten te overhandigen binnen drie maanden na het verstrijken van het halfjaar of van het jaar. In dit geval, voldoen zij de belasting tegen het bedrag van 50 centiem per 1.000 frank voor een halfjaar of van 1 frank per 1,000 frank voor een jaar, op het gemiddeld voorschot blijkens de in den loop van het halfjaar of van het jaar gedaane verrichtingen.

Dit voorschot is vertegenwoordigd door het kapitaal dat, voor een tijdsruimte van 180 dagen of van 360 dagen en tegen het tusschen partijen overeengekomen bedrag voor de debet-posten, zou opgeleverd hebben de som waarvan de rekening, bij wijze van interesten, wordt belast bij het verstrijken van het halfjaar of van het jaar, of desgevallend, op den datum der rekeningsafsluiting, indien deze in den loop van het halfjaar of van het jaar plaats heeft.

De bankiers en andere professioneelen die aan hun cliënten geen uittreksels van rekening zouden zenden, voldoen de taxe door het aanhechten van het zegel in hunne registers.

c) **Een laatste alinea toevoegen, luidende :**

Ingeval van schorsing van betaling,

concordat préventif ou de faillite, le timbre ne doit pas être renouvelé.

ART. 18^{bis}.

Intercaler un article 18^{bis} ainsi conçu :

« Les dispositions des articles 15, 16 et 18 ne sont pas applicables aux prêts ou avances sur marchandises lorsque le débiteur justifie que les marchandises ont été importées par lui de l'étranger et seront revendues par lui à l'étranger.

» Dans ce cas, les prêts et les avances doivent être constatés par des écrits ou dans des comptes portant exclusivement sur des marchandises se trouvant dans ces conditions.

» Si dans la suite une autre destination est donnée à la marchandise, le droit qui n'aurait pas été perçu devra être acquitté dans le mois de l'affectation nouvelle donnée à la marchandise. »

ART. 28, 29, 30 et 31.

A supprimer.

ART. 33.

A remplacer par le texte suivant :

En cas de contravention au 1^{er} alinéa de l'article 32 il est encouru une amende de 100 francs par la personne qui a dressé l'écrit.

ART. 39.

Remplacer les deux premier alinéas par ce qui suit :

Est soumis à un droit de timbre pro-

van preventief concordaat tot voorkoming of van faillissement, moet het zegel niet hernieuwd worden.

ART. 18^{bis}.

Tusschen te voegen een artikel 18^{bis}, luidende :

« De bepalingen van de artikelen 15, 16 en 18 zijn niet van toepassing op de leeningen of voorschotten op koopwaren wanneer de schuldenaar bewijst dat de koopwaren door hem uit het buitenland werden ingevoerd en door hem in het buitenland zullen verkocht worden.

» In dit geval moeten de leeningen en voorschotten vastgesteld worden door geschriften of in rekeningen uitsluitend betrekking hebbend op koopwaren welke zich in die voorwaarden bevinden.

» Wordt er naderhand eene andere bestemming aan de koopwaar gegeven, den moet het recht, dat niet zou geheven zijn, betaald worden binnen een maand na de nieuwe bestemming aan de koopwaar gegeven. »

ART. 28, 29, 30 et 31.

Te doen wegvallen.

ART. 33.

Te vervangen door den volgende tekst :

Bij overtreding van het 1^{er} lid van artikel 32, wordt eene boete van 100 frank beloopt door den persoon die het geschrift heeft opgemaakt.

ART. 39.

De eerste twee alinea's te vervangen als volgt :

Is onderworpen aan een evenredig

portionnel de 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs, l'écrit constatant le report qui est conclu avec un banquier ou pour un terme qui ne dépasse pas vingt jours.

En cas de reports successifs pour des périodes ne dépassant pas vingt jours, chaque renouvellement donne ouverture à un nouveau droit de 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Le droit est acquitté au taux fixé par l'article 13 lorsque le report ou le renouvellement est conclu pour un terme excédant vingt jours.

ART. 49.

A l'alinéa 2, substituer le mot « quart » au mot « huitième ».

ART. 52, 53, 54 et 55.

A supprimer.

ART. 57.

Faire précéder l'article de ce qui suit :

Sans préjudice des exemptions édictées par l'article 49 de la loi du 28 août 1921, pour...

ART. 58.

L'article 58 est remplacé par la disposition suivante :

Sauf ce qui est dit à l'article 68, sont soumis à une taxe forfaitaire unique de 2 % :

1° Les produits végétaux de la culture indigène, autres que les fruits,

zegelrecht van 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank, het geschrift waaruit het report blijkt met eenen bankier gesloten of voor een termijn die twintig dagen niet overschrijdt.

In geval van achtereenvolgende reporten voor termijnen die twintig dagen niet overschrijden, geeft elke vernieuwing aanleiding tot een nieuw recht van 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

Wanneer het report of de vernieuwing gesloten wordt voor een termijn die twintig dagen overschrijdt, wordt het recht, vastgesteld bij artikel 13, gekweten.

ART. 49.

In de tweede alinea, het woord : « achtste » te vervangen door : « vierde ».

ART. 52, 53, 54 en 55.

Te doen wegvallen.

ART. 57.

Het artikel te doen aanvangen met de volgende woorden :

Onverminderd de uitzonderingen voorzien bij artikel 49 der wet van 28 Augustus 1921, wordt, voor...

ART. 58.

Het te vervangen door de volgende bepaling :

Behalve hetgeen is gezegd bij artikel 68, worden onderworpen aan een vooruit vastgestelde eenige taxe van 2 t. h. :

1° De plantaardige voortbrengselen der inlandsche bebouwing, andere dan

légumes et grains de maïs, les produits de même espèce importés de l'étranger;

2^o Le beurre;

3^o Les engrais chimiques et les engrais de provenance animale, ainsi que les tourteaux et les déchets ou issues de meunerie, de brasserie, de malterie, de distillerie, de sucrerie ou autre industrie, servant d'aliments aux animaux ou d'engrais pour les terres.

La taxe de 2% est perçue à l'occasion de la déclaration de mise en consommation ou de la vente par le producteur suivant qu'il s'agit de produits étrangers ou indigènes. Elle couvre toutes les transmissions ultérieures jusqu'à l'arrivée de la marchandise en mains du consommateur.

Est assimilé au consommateur, pour l'application de la présente disposition, celui qui soumet le produit à une main-d'œuvre industrielle.

La taxe est réduite à 1% pour les ventes faites par un cultivateur à un autre cultivateur sans aucun intermédiaire.

Elle est également réduite à 1% pour le froment, l'épeautre, le seigle et le méteil lorsqu'ils sont destinés à la panification et vendus, sans aucun intermédiaire, par le cultivateur au meunier ou déclarés en consommation au nom de ce dernier.

Au cas où le meunier donnerait aux dites céréales une affectation autre que la fabrication de farine panifiable, il aurait pour obligation de compléter la perception à due concurrence de la manière et dans le délai qui seront déterminés par arrêté royal.

L'article 57 ci-dessus n'est pas appli-

de vruchten en de groenten, de gelijksoortige uit het buitenland ingevoerde voortbrengselen;

2^o De boter;

3^o De scheikundige meststoffen en de dierlijke mest, alsmede de raapkoeken en de afval van maalderij, brouwerij, mouterij, branderij, suikerfabriek of andere nijverheid, dienende als voeder voor de dieren of als meststof voor den grond.

De taxe van 2 t. h. wordt geheven bij gelegenheid van de aangifte van inverbuikstelling of van den verkoop door den voortbrenger, naargelang het vreemde of inheemsche producten betreft. Zij omvat al de latere overdrachten tot dat de koopwaar in handen van den verbruiker komt.

Wordt met den verbruiker gelijkgesteld, voor de toepassing van de voorafgaande bepaling, hij die het product een industriële bewerking doet ondergaan.

De taxe wordt tot op 1 t. h. verminderd voor de verkooping en gedaan door een landbouwer aan een ander landbouwer, zonder eenigen tusschenpersoon.

Zij wordt insgelijks verminderd op 1 t. h. voor de haver, de spelt, de rogge en de masteluin wanneer zij bestemd zijn voor de broodbereiding en, zonder eenigen tusschenpersoon, verkocht worden door den landbouwer aan den molenaar of, in naam van dezen laatste, voor het verbruik worden aangegeven.

Wanneer de molenaar aan gemelde granen eene andere bestemming zou geven dan de fabricatie van broodmeel, zou hij verplicht zijn de heffing tot een voldoende bedrag aan te vullen op de wijze en binnen den termijn bij Koninklijk besluit te bepalen.

Bovenstaand artikel 57 is niet van

cable aux transmissions régies par les présentes dispositions.

En ce qui concerne les plantes industrielles, un arrêté royal pourra reporter l'exigibilité de la taxe forfaitaire au moment de la vente à l'industriel.

ART. 58^{bis}.

Intercaler un article 58^{bis} ainsi conçu :

La taxe perçue en exécution de l'article précédent couvre la transmission des farines de céréales fabriquées en Belgique lorsque les grains dont ces farines proviennent ont subi la taxe de transmission.

En ce qui concerne les farines importées, la taxe est perçue, selon le régime de l'article précédent, aux taux de 1 % pour les farines de froment, d'épeautre, de seigle et de méteil et de 2 % pour les autres farines.

ART. 58^{ter}.

Intercaler un article 58^{ter} ainsi conçu :

Toute marchandise rentrant dans les prévisions de l'article 58, vendue par un producteur de marchandises similaires est réputée, jusqu'à preuve du contraire, avoir été produite par ce dernier.

ART. 60 et 61.

A supprimer.

ART. 62.

Remplacer l'article 62 par le texte suivant :

Il est perçu une taxe unique de 1 %.

toepassing op de overdrachten vallende onder de regeling van onderhavige bepalingen.

Wat de industriele planten betreft, kan dooreen koninklijk besluit de eischbaarheid van de vooruit vastgestelde taxe worden verschoven tot bij den verkoop aan den industrieel.

ART. 58^{bis}.

Een artikel 58^{bis} in te lāschen, luidende :

De taxe geheven in uitvoering van het vorige artikel dekt de overdracht van het in België gefabriceerde graanmeel wanneer het koren, waar dat meel van voorkomtt de overdrachtsbelasting heeft betaald.

Betreffende het ingevoerde meel, wordt de taxe geheven volgens het regime van het vorige artikel, tegen de bedragen van 1 t. h. voor het meel van graan, spelt, rogge en masteluin, en van 2 t. h. voor alle ander meel.

ART. 58^{ter}.

Een artikel 58^{ter} in te lāschen, luidende :

Al de koopwaren behoorende bij die door artikel 58 voorzien en verkocht door een voortbrenger van gelijksoortige waren, worden geacht, zoolang het tegendeel niet bewezen zij, door dezen laatste te zijn voortgebracht.

ART. 60 en 61.

Te doen wegvallen.

ART. 62.

Het te vervangen door den volgende tekst :

Een eenige taxe van 1 t. h. wordt

pour la transmission des charbons, des agglomérés de houille et des cokes.

La taxe est acquittée à l'occasion de la déclaration de mise en consommation ou de la vente soit par l'importateur soit par le producteur suivant qu'il s'agit de produits étrangers ou indigènes. Elle couvre toutes les transmissions ultérieures jusqu'à l'arrivée de la marchandise en mains de celui qui la consomme ou la soumet à une main d'œuvre industrielle. Elle s'applique même à la vente directe du producteur au particulier consommateur.

ART. 63.

Modifier le deuxième alinéa de l'article 63 comme suit :

Cette taxe est fixée à 10 centimes par kilogramme du poids vif de l'animal.

Supprimer le quatrième alinéa de cet article.

ART. 68.

Remplacer le 2° de l'article 49 nouveau proposé par l'article 68 du projet, par ce qui suit :

« 2° Les ventes de pain, de pommes de terre, d'œufs, de lait, de margarine, de saindoux, de graisse de bœuf, de viandes congelées et de sirop. »

ART. 69.

Modifier l'article 69 comme suit :

Le 1^{er} alinéa de l'article 52 de la loi du 28 août 1921 est remplacé par ce qui suit :

La délivrance d'une facture est obli-

geheven voor de overdracht van steenkolen, van steenkoolbriketten en van cokes.

De taxe wordt gekweten bij de aangeifte van inverbruikstelling of van verkoop hetzij door den invoerde hetzij door den voortbrenger volgens dat het uit- of inheemsche producten betreft. Zij omvat al de latere overdrachten tot wanneer de koopwaar in handen komt van dengene die ze verbruikt of ze een industriele bewerking doet ondergaan. Zij wordt zelfs toegepast op den rechtstreekschen verkoop van den voortbrenger aan den bijzonderen verbruiker.

ART. 63.

De 2° alinea te wijzigen als volgt :

Deze taxe wordt bepaald op 10 centiem per kilogram levend gewicht van het dier.

De 4° alinea van dit artikel te doen wegvallen.

ART. 68.

N° 2° van artikel 49 (nieuw), door artikel 68 van het ontwerp voorgesteld, te vervangen als volgt :

« 2° De verkoop van brood, aardappelen, eieren, melk, margarine, reuzel, rundsvet, bevrozen vleesch en sirop. »

ART. 69.

Het te wijzigen als volgt :

Het eerste lid van artikel 52 der wet van 28 Augustus 1921 wordt vervangen door den volgende tekst :

« Het verstrekken eener factuur is

gatoire pour toute vente dont le prix est supérieur à 30 francs, si le vendeur est un commerçant établi en Belgique, à moins que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce ou à sa profession.

Dans le cas où l'acheteur seul est un commerçant établi en Belgique, il lui incombe de délivrer à son vendeur un bordereau d'achat.

Sans préjudice de ... (le surplus sans changement).

ART. 73.

Ajouter l'alinéa suivant :

Ne sont pas considérés comme une main-d'œuvre industrielle la torréfaction des cafés, le nettoyage, le triage, le séchage ou le mélange de marchandises, de même que leur concassage, leur broyage ou leur mouture sans soustraction de matières.

ART. 74.

1° Au deuxième alinéa de l'article 74, ajouter après les mots « brevet de surnuméraire » les mots « et agissant en vertu d'une autorisation spéciale du directeur général de cette administration. »

2° Intercaler l'alinéa suivant entre les deux derniers alinéas de l'article 74 :

Les mêmes obligations incombent aux cultivateurs en ce qui concerne les factures et autres documents servant à la perception de la taxe de transmission.

verplichtend voor elken verkoop waarvan de prijs 30 frank te boven gaat, indien de verkoper een in België gevestigd handelaar is, tenzij de verrichting eene oorzaak heeft welke aan zijn handel of aan zijn beroep vreemd is.

In geval de koper alleen een in België gevestigd handelaar is, dient hij aan den verkoper een koopborderel af te leveren.

Onverminderd de toepassing... (het overige ongewijzigd).

ART. 73.

De volgende alinea toe te voegen :

Worden niet als een industriële bewerking aangezien, het branden van koffie, het schoonmaken, uitlezen, drogen of vermengen van koopwaren, alsmede het fijnstampen, het braken of het malen er van zonder onttrekking van stof.

ART. 74.

1° Aan de 2^{de} alinea, na de woorden : « brevet van surnuméraire te hebben bekomen », toe te voegen : « en handelende uit kracht van eene bijzondere machtiging van wege den algemeenen bestuurder van dit beheer. »

2° Tusschen de laatste twee alineas de volgende alinea in te lassen :

Gelijke verplichtingen binden de landbouwers voor wat betreft de facturen en andere stukken dienende voor het heffen van de overdrachtsbelasting.

ART. 80.

Au 5^o, ajouter après les mots « cultivateurs » les mots « ou aux cultivateurs ».

ART. 82.

L'article est complété par le texte suivant :

II. — Il est ajouté à l'article 9 de la loi du 10 août 1923 ce qui suit :

« 4^o Les factures relatives aux marchés pour construction d'immeubles, lorsqu'elles ont pour objet des sommes dues par une société d'habitations ouvrières régie par les lois du 9 août 1889 et du 30 juillet 1892, par la Société nationale des habitations et logements à bon marché, par une société régionale ou locale agréée, ainsi que par les particuliers qui jouissent des primes accordées par le Gouvernement pour encourager la construction d'habitations à bon marché. »

ART. 85.

La partie du texte du § 1^{er} qui est comprise entre le premier et le dernier alinéa est remplacée par ce qui suit :

« Toutefois, pour les dépenses faites dans les hôtels, restaurants et autres établissements similaires, aux chiffres de 10, 15 et 30 francs fixés par l'article 38 paragraphe 1^{er} de la loi du 28 août 1921, sont substitués ceux de 15, 20 et 40 francs et le droit est porté à 6 %.

ART. 80.

In n^r 5^o, de woorden « door de landbouwers » te vervangen door « door of aan de landbouwers ».

ART. 82.

Het door den volgende tekst aan te vullen :

II. — Aan artikel 9 der wet van 10 Augustus 1923 wordt toegevoegd :

« 4^o De facturen betreffende overeenkomsten voor het bouwen van onroerende goederen, wanneer zij tot voorwerp hebben sommen verschuldigd door eene maatschappij voor werkmanswoningen beheerd door de wetten van 9 Augustus 1889 en van 30 Juli 1892, door de Nationale Maatschappij voor goedkoope woningen en woonvertrekken, door eene toegelaten gewestelijke of plaatselijke maatschappij, alsmede door de particulieren die de premien ontvangen toegekend door de Regeering tot aanmoediging voor het bouwen van goedkoope woningen. »

ART. 85.

Het gedeelte van den tekst van § 1, begrepén tusschen de eerste en de laatste alinea's, wordt vervangen als volgt :

« Echter, voor wat betreft de uitgaven, gedaan in hotels, spijshuizen en andere gelijksoortige inrichtingen, worden de bedragen van 10, 15 en 30 frank, naar luid van artikel 38, § 1, der wet van 28 Augustus 1921, vervangen door die van 15, 20 en 40 frank, en het recht wordt gebracht op 6 t. h.

» Ce droit est relevé à 12 % si le prix du repas, de la location de chambre ou de la pension dépasse respectivement 25, 50 et 75 francs.

» En ce qui concerne les dépenses faites dans les pâtisseries, tea-rooms et autres établissements similaires, le droit est porté à 12 % lorsque le montant de la dépense dépasse 10 francs par repas et par personne.

» Le droit calculé au taux de 12 % en vertu des deux alinéas qui précèdent, est liquidé de 5 francs en 5 francs, sans limitation, sur le montant de la somme payée, abstraction faite de la fraction inférieure à 5 francs.

» Sont assujetties à un droit fixe de 20 centimes, les quittances se rapportant à des dépenses dont le montant ne dépasse pas les minimums de 10, 15, 20 et 40 francs indiqués ci-dessus. »

Art. 86.

a) **Après les mots** : « 6 % », **ajouter les mots** : « ou 12 % selon les distinctions faites au paragraphe premier de l'article 85 ».

b) **Supprimer à la fin de l'avant-dernier alinéa les mots** : « lorsque la dépense dépasse 10 francs par repas et par personne ».

Art. 103.

Au premier alinea de l'article 103, biffer les mots : salaires ou déboursés » **qui se trouvent après les mots** : « du chef d'honoraires ».

Art. 105.

A supprimer.

» Dit recht wordt tot 12 t. h. opgevoerd, indien de prijs van het eetmaal, van de kamerhuur of van het pension onderscheidenlijk meer dan 25, 50 en 75 frank bedraagt.

» Voor wat betreft de uitgaven gedaan in pasteibakkerswinkels, tea-rooms en andere gelijksoortige inrichtingen, wordt het recht gebracht op 12 t. h. wanneer het bedrag der uitgaven 10 frank per eetmaal en per persoon overschrijdt.

» Het recht berekend tegen den rentevoet van 12 t. h., uit kracht van de vorige twee alinea's, wordt gekweten van 5 tot 5 frank, zonder beperking, op het bedrag der betaalde som, afgezien van de breuk kleiner dan 5 frank.

» Aan een vast recht van 20 centiem zijn onderhevig de kwijtschriften betreffende uitgaven waarvan het bedrag niet de minima van de bovenvermelde 10, 15, 20 en 40 frank overschrijdt. »

Art. 86.

a) **Na de woorden** « 6 t. h. » **toe te voegen** « of 12 t. h., volgens het onderscheid gemaakt bij § 1 van artikel 85 ».

b) **Aan het slot van de voorlaatste alinea te doen wegval len de woorden** : « wanneer de uitgave 10 frank per eetmaal en per persoon overschrijdt ».

Art. 103.

Vóór de woorden : « aan de advocaten » **de woorden** « loonen of voorschotten » **te doen wegval len.**

Art. 105.

Te doen wegvallen.

ART. 109.

Rédiger comme suit l'alinéa 3 :

« Toutefois, pour les personnes soumises à une discipline professionnelle légalement organisée, la délivrance d'une quittance d'honoraires n'est pas obligatoire, sauf à annuler dûment dans leur carnet à souches le reçu non délivré ou à inscrire la somme dans le livre journal de leur comptabilité professionnelle ; en ces cas, le droit sera perçu annuellement, à titre compensatoire, sur le montant total des honoraires pour lesquels il n'a pas été délivré de quittance. »

ART. 136.

1° Ajouter les mots : *Si le prix ne dépasse pas 10 millions ;*

2° Ajouter l'alinéa suivant :

Si le prix dépasse 10 millions le droit est fixé comme suit :

Sur les 10 premiers millions 2 %.

Sur les 10 millions suivants 1.75 %.

Sur les 10 millions suivants 1.50 %.

Sur les 10 millions suivants 1.25 %.

Sur le surplus 1 %.

ART. 141.

Intercaler un quatrième alinéa ainsi conçu :

« Les droits de 2,000, 1,500 et 500 francs prévus au présent article

ART. 109.

Alinea 3 te doen luiden :

« Evenwel, voor de personen, onderworpen aan eene bij de wet ingerichte beroepstucht, is het afleveren van een kwijtschrift voor honorariën niet verplichtend, met dien verstande dat zij in hun stamboekje het niet afgeleverd ontvangbewijs ongeldig maken of de som inschrijven in het dagboek van hunne beroepscomptabiliteit ; in deze gevallen wordt het recht jaarlijks geheven als compensatie, op het geheel bedrag der honorariën voor dewelke er geen kwijtschrift werd afgeleverd. »

ART. 136.

1° Toevoegen : *« Indien de prijs niet 10 miljoen overschrijdt. »*

2° De volgende alinea toevoegen :

Indien de prijs 10 miljoen overschrijdt, wordt het recht bepaald als volgt :

Op de eerste 10 miljoen, 1 t. h.

Op de volgende 10 miljoen, 1.75 t. h.

Op de volgende 10 miljoen, 1.50 t. h.

Op de volgende 10 miljoen, 1.25 t. h.

Op de overige millioenen, 1 t. h.

ART. 141.

Een vierde alinea in te lassen luidende :

De rechten van 2,000, 1,500 en 500 frank bij dit artikel voorzien worden

sont réduits de moitié lorsque le montant des revenus de l'intéressé ne dépasse pas le double du minimum des revenus exonérés de la supertaxe en exécution des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. »

ART. 163.

Supprimer le chiffre 9 au 2^e alinéa de l'article 163, tel qu'il est amendé par le Gouvernement.

tot op de helft verminderd wanneer het bedrag van de inkomsten van den betrokkene niet het dubbel overschrijden van het minimum der van supertaxe vrijgestelde inkomsten in uitvoering van de samengecordende wetten op de inkomstenbelastingen.

ART. 163.

In de 2^{de} alinea van het artikel 163, zooals het door de Regeering is gewijzigd, het cijfer 9 te doen wegvallen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1925.

Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek-, successierechten, alsmede van het regime der weggelden voor de door den Staat beheerde bevaarbare waterlopen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾, UTGEBRACHT DOOR DEN
HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

De onderscheidene wetsontwerpen die de Regeering aan het Parlement voorgelegd heeft tot verwezenlijking van het financieel plan dat zij opgemaakt heeft streven verschillende doeleinden na.

Bij sommige ontwerpen worden, of nieuwe taxes, of de herziening der bestaande belastingwetten voorgesteld; en uwe commissie bedoelt hier :

1^o Het wetsontwerp n^o 8 tot wijziging van de wetten op de registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek-, successierechten alsmede van het regime der weggelden voor de door den Staat beheerde bevaarbare waterlopen;

2^o Het wetsontwerp n^o 9 tot wijziging van de wetgeving in zake rechtstreekse belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes;

3^o Het wetsontwerp n^o 14 tot instelling eener speciale taxe op het verbruik van gegiste schuimdranken en op mineraalwater;

(1) Wetsontwerp, n^o 8.

Amendement, n^o 66.

(2) De *Bijzondere Commissie*, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit :

a) de leden van de *Commissie voor de Financien, de Begrotingen en de Bezuinigingen* : de heeren Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (August), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hallet, Hoen, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere, Wauwermans;

b) zes afgevaardigden door de Afdelingen aangeduid : de heeren Vanden Eynde (J.), Maenhaut, Delattre, Lepage, Baels, Heyman.

4^o Het wetsontwerp n^o 12 tot wijziging van zekere tol- en accijnsrechten van het evenredig verbruiksrecht op gefabriceerde tabak en tot vestiging van een statistiekrecht;

5^o Het wetsontwerp n^o 13 tot wijziging van de wetten op de uitvindingsbrevetten, de fabrieks- en handelsmerken, de nijverheidsafteekeningen en modellen en den nijverheidseigendom in het algemeen.

De andere ontwerpen hebben niet hetzelfde kenmerk.

Het wetsontwerp n^o 14 verlengd het voorrecht van de Nationale Bank, wijzigt zekere bepalingen van de samengeordende wetten betreffende deze instelling en zekere bepalingen der wetten tot regeling van den dienst van den Staatskassier.

Het wetsontwerp n^o 15 stelt de goedkeuring voor van het accoord gesloten te Washington op 18 Augustus 1925 voor de terugbetaling van de schulden van België aan de Vereenigde Staten van Amerika. Het ontwerp n^o 16 betreft de saneering van den omloop in papier en de stabilisatie van de munt.

Uwe Commissie, belast met het onderzoek dezer verschillende ontwerpen, heeft besloten eerst verslag uit te brengen over al de ontwerpen die tot de eerste categorie behooren en U voor te stellen, onmiddellijk tot de bespreking over te gaan. De aanneming van deze ontwerpen zou inderdaad aan de vooruitzichten ten aanzien van de ontvangsten der Begrooting van 's Lands Middelen, waarvan de bespreking ingeschreven is op uw dagorde, een definitief karakter geven dat, na de goedkeuring van de Begrooting der Uitgaven en binnen de perken waar het in ons bereik ligt iets te doen, het evenwicht der begrooting zou verwezenlijken.

Deze overwegingen rechtvaardigen het neerleggen op het bureel der Kamer van het verslag uwer Commissie aangaande het wetsontwerp n^o 8, tot wijziging van de wetten op de registratie- en de overige rechten.

*
* *

Dit wetsontwerp heeft in de vergaderingen der Afdeelingen, met zijn onderzoek belast, de volgende stemming verkregen :

1 ^{re}	Afdeeling,	13	voor,	0	tegen,	1	onthouding;
2 ^{de}	Afdeeling,	12	voor,	4	tegen,	1	onthouding;
3 ^{de}	Afdeeling,	8	voor,	3	tegen,	2	onthoudingen;
4 ^{de}	Afdeeling,	9	voor,	1	tegen,	0	onthouding;
5 ^{de}	Afdeeling,	12	voor,	3	tegen,	2	onthoudingen;
6 ^{de}	Afdeeling,	9	voor,	1	tegen,	4	onthoudingen.

De tekst van vele artikelen van dit ontwerp werd door de Regeering zelf en door de Bijzondere Commissie gewijzigd.

De door de Regeering ingediende amendementen worden verklaard :

1^o In den brief op 10 December door den Minister van Financiën gericht tot den Voorzitter van de Kamer;

2^o In de nota bij dien brief gevoegd.

De Regeering heeft dus verhoogingen van rechten voorgesteld om, in de Gewone Begrooting, het tekort te dekken dat voortvloeit uit de beslissing de 200 miljoen, voortkomende van de ontvangsten van het Dawes-plan, terug te brengen op de Begrooting van het herstel.

*
*
*

Waar de amendementen van de Commissie geene algemeene instemming verwierven, telde de meerderheid, die tot de goedkeuring er van besliste, toch leden uit verschillende groepen; de stemmingen er tegen uitgebracht spruiten niet voort uit een formeel verzet tegen het financieel beleid van de Regeering, zij beteekenen enkel dat er voorbehoud werd gemaakt ten aanzien van de gepastheid, de doelmatigheid of de volstrakte noodzakelijkheid van sommige der bepalingen door het Ministerie voorgesteld.

De amendementen betreffende de successierechten hebben nochtans geleid tot besprekingen en stemmingen rechtstreeks beïnvloed door de programma's der partijen die de Kamer verdeelen.

*
*
*

In de volgende bladzijden heeft de Commissie de eer u de besprekingen in de vergaderingen samen te vatten

Zij legt er den nadruk op dat zij zich aansluit bij de beschouwingen uiteengezet in de toelichting, bij het ontwerp n^o 8, alsmede in de Nota tot staving bij de Regeeringsamendementen (Stuk n^o 66) telkens als een van de artikelen van het ontwerp zonder bespreking werd aangenomen.

TITEL I.

ZEGELRECHT.

EERSTE ARTIKEL. (*Formaatzegel.*)

Dit artikel wil het bedrag van het formaatzegelrecht geëvenredigél maken aan de koopkracht van onze munt.

Een lid doet opmerken dat men, met de belasting te brengen op vijfmaal deze van 1914, de kosten in de gevallen van gerechtelijke betwistingen zoo hoog zou brengen dat de processen daardoor onmogelijk of zelfs ruïneerend zouden worden voor de verliezende partij, vermits de wet het gebruik van zegelpapier oplegt voor het opmaken van de exploitén tot verkrijging van rechtsingang, van de conclusies der advocaten, enz.

Een lid doet opmerken dat de wet van 30 Juli 1889, betreffende den gerechtelijken bijstand en de kosteloze rechtspleging, de behoeftige Belgen, die voor de rechtbank hunne rechten hebben te doen gelden, van het betalen van het zegelrecht ontslaat, dat geene enkele bepaling van wat behoeftigheid is, den rechter, voor wien het geschil is gebracht en die eventueel de kosteloze rechtspleging

beveelt wanneer zij hem wordt gevraagd, grenzen voorschrijft in zake beoordeeling.

De meerderheid van de Commissieleden stemt voor het behoud van den door de Regeering voorgestelden tekst.

ART. 2.

Een lid vraagt dat de wetsbepalingen waarbij het getal lijnen of lettergrepen die de afgiften of kopijen van sommige akten mogen bevatten, zouden verworpen worden.

De meerderheid van de Commissie is voor deze hervorming.

Zij oordeelt dat eene herziening van de wet rakende dit punt buiten het kader valt van het u voorgelegd ontwerp.

Zij vraagt dat de Regeering het vraagstuk zou onderzoeken.

Aangenomen.

ART. 3. (*Intrekking van de vrijstellingen.*)

De Commissie beslist den tekst van dit artikel te wijzigen.

Zij heeft de eer u den volgenden tekst voor te stellen voor het tweede lid van dit artikel :

« Zijn vrij van zegel : *de aangiften van successie en van overgang wegens overlijden, de volmachten in het oorspronkelijke, in kopij of uittreksel daaraan gehecht en de ontrouwbewijzen van neerlegging.* »

ART. 4.

De Regeering heeft aan uwen verslaggever gevraagd in het stuk dat ons is voorgelegd de volgende nota in te lassen ter verklaring van den tekst van artikel 4.

Door het voorgesteld amendement wordt aan al degenen die een pensioen trekken van minder dan 4.000 frank 's jaars de vrijstelling van het zegelrecht verleend voor sommige stukken die noodig zijn om de uitbetaling van het pensioen te bekomen, welk voordeel thans, krachtens artikel 8 van de wet van 30 December 1905, alleen genieten de gepensioneerden wier jaarlijksch pensioen 2.000 frank of minder bedraagt.

Met het oog op de economische toestanden van na den oorlog bleek dit laatste cijfer te laag. Artikel 4 stelt voor het te verdubbelen, om op die wijze de talrijke pensioentrekkers (van Staat, provinciën, gemeenten, mijnwerkers, arbeiders van de Staatsspoorwegen enz.) waarvan het jaarlijksch pensioen niet 4.000 frank overschrijdt, te ontlasten.

Men moet opmerken dat, volgens de bestuurlijke rechtspraak, artikel 8 van de wet van 30 December 1905, voor doel had, zooals de Memorie van Toelichting het zegt, in zake zegelrecht, een gelijk stelsel in te voeren voor al de levensbewijzen en akten van bekendheid voor pensioenen, zonder uitzondering of onderscheid wat betreft de oorzaak of de bron van het pensioen. (Zie het ant-

woord van den Minister van Financiën op eene vraag van Volksvertegenwoordiger Souplit, 19 Juni 1923, n^o 391.)

De nieuwe tekst door de Regeering aan de Kamer voorgelegd heeft dezelfde beteekenis.

Het is dus verstaan dat aan het zegelrecht onderhevig of daarvan zijn vrijgesteld, naar gelang het geldt pensioenen van minder of meer dan 4,000 frank, inzonderheid de levensbewijzen en akten van bekendheid afgeleverd voor pensioenen betaald door de Spaar- en Lijfrentekassen, enz., evenals deze afgeleverd voor pensioenen betaald ter uitvoering van de verschillende wetten betreffende de verzekering tegen ouderdom en vroegen dood.

Men heeft het nuttig geoordeeld in den nieuwe tekst uitdrukkelijk de eigendomsgetuigschriften te vermelden welke, in geval de nalatenschap van den gepensioneerde bij testament wordt overgemaakt, de rol vervullen van de akten van bekendheid wanneer de gepensioneerde overleden is *ab intestat*. Op dit punt bekrachtigt de nieuw tekst eene praktijk die door het bestuur is aangenomen.

Art. 5.

Aangenomen.

Art. 6.

Aangenomen.

Art. 7. (*Abonnementstaxe op de verzekeringspolissen.*)

Een lid heeft gevraagd dat het verslag nauwkeurig zou aanduiden in welke mate de abonnementstaxe op de verzekeringspolissen wordt verhoogd. Door de wijziging van artikel 30 der wet van 30 Augustus 1913, gewijzigd door artikel 30 van de wet van 24 October 1919 brengt de Commissie dit bedrag :

A. — Op 6 frank per 1,000 frank zonder breuk :

1^o Voor de levensverzekeringen; de verzekeringen tegen lichamelijke en stofelijke ongevallen en de burgerlijke aansprakelijkheid zijn daarmee verbonden; de contracten van lijfrenten;

2 Voor de zee- en riviervaartverzekeringen en de verzekeringen tegen de risico's en het vervoer te lande.

B. — Op 5 centiem per 1,000 frank zonder breuk : voor de verzekeringen tegen brandschade en voor de verzekeringen onder littera A niet vermeld.

In haar oorspronkelijk ontwerp vroeg de Regeering om het recht van 6 frank op 7 frank en dit van 5 centiem op 6 centiem te mogen brengen.

Door een amendement vraagt zij 8 frank en 7 frank.

De Commissie stelt voor het recht van 8 frank en dat van 7 centiem goed te keuren.

Art. 8. (*Handelseffecten in het buitenland betaalbaar.*)

Zooals het werd ingediend, had het ontwerp voor doel de handelseffecten in België betaalbaar en de effecten in het buitenland betaalbaar aan een zelfde

fiscaal stelsel te onderwerpen; met andere woorden, de Regeering stelde voor een der grondbeginselen van de wet van 25 Maart 1891 opnieuw in de wet in te voeren.

De voorgestelde tekst werd bestreden door een lid dat rekening wilde doen houden met :

1^o De noodwendigheden van den internationalen handel;

2^o Het belang dat België er bij heeft niet te verhinderen dat er beroep gedaan wordt op het buitenlandsch kapitaal, vooral met het oog op den tegenwoordigen financieelen toestand, en willende aldus den papieromloop van de kapitalen bevorderen.

Dit lid was van oordeel dat artikel 8 door de volgende bepaling diende vervangen te worden :

Voor de in het buitenland gedomicilieerde handelseffecten getrokken op in België gevestigde betrokkenen, zijn de artikelen 1 en 3 van titel I der wet van 29 December 1911 niet toepasselijk. De huidige bepaling wordt niet toegepast op de handelseffecten in België getrokken op filialen van Belgische handelshuizen in het buitenland, voor de verrichtingen dezer filialen of agentschappen.

De voorgestelde tekst zou toegelaten hebben het misbruik tegen te gaan waarop de Regeering de aandacht gevestigd had in de Memorie van toelichting. Het stelde van de belasting vrij : 1^o den wissel getrokken op een buitenlandschen cliënt in het buitenland gevestigd ; 2^o den wissel getrokken door een Belgische firma op hare filialen in het buitenland.

De Regeering, op de hoogte gebracht van de bezwaren tegen haar tekst aangevoerd, nam aan dat men in de wetgeving een der andere in de wet van 1891 neergelegde principen zou opnemen en vroeg aan het tweede lid van het artikel de woorden toe te voegen : *« onder dit voorbehoud dat de rechten op de helft verminderd worden voor de effecten die in het buitenland getrokken en er betaalbaar zijn »*.

De Commissie is van oordeel dat bovenstaande tekst die door een harer leden voorgesteld werd, de door de Regeering aangetoonde nadeelen kan verhelpen terwijl hij voor de wissels getrokken op buitenlandsche cliënten een voordeelig regime behoudt dat door de noodwendigheid opgelegd is en in niets den uitvoerhandel benadeelt.

Zij neemt dien tekst aan; maar om het gewenschte doel te bereiken stelt zij voor hem op te stellen als volgt :

« Voor de in het buitenland gedomicilieerde handelseffecten en getrokken op in België gevestigde betrokkenen, alsmede voor de effecten getrokken op het buitenland voor rekening van een derden in België gevestigden trekker, gelden niet de bepalingen der artikelen 1 en 2 van den eersten titel der wet van 29 December 1911. Deze bepaling is niet van toepassing op de handelseffecten getrokken door een in België gevestigde firma op de agentschappen of filialen die zij in het buitenland bezit. »

De aanneming van dezen tekst ontnemt elke draagkracht aan het door de Regeering voorgestelde amendement : de in het buitenland opgemaakte effecten

zullen bij hunne aankomst in België onderworpen worden aan de taxe die vastgesteld is voor de in België betaalbare effecten in dezelfde voorwaarden als de in België op het buitenland getrokken wissels.

ART. 9. (*Zegelrecht op de wissels aan toonder.*)

De Regeering stelt voor, bij wijze van amendement, aan de commissie overgemaakt sedert de indiening van het wetsontwerp, met 2 centiemen te verhoogen het zegelrecht op de wissels aan toonder, dat krachtens de wet van 24 October 1919 (art. 9) op 1 frank per 1,000 vastgesteld wordt.

De Commissie stelt u voor den tekst, door de Regeering gewijzigd, goed te keuren.

ART. 10. (*Kwijtschrijtzegelrecht.*)

Aangenomen.

ART. 10^{bis}.

De Regeering stelt voor bij amendement te besluiten dat :

Zijn vrij van zegel de in- of toegangsbiljetten, kaarten of ticketten voor vertooningen of vermakelijkheden van allen aard.

De aanneming van dezen tekst dringt zich op om te vermijden dat het innen van een zegelrecht voorkome in de gevallen waar de wet tot vestiging eener taxe op openbare vertooningen en vermakelijkheden toepasselijk is.

De Commissie neemt den tekst der Regeering aan.

ART. 11 en 12. (*Aandeelen en obligaties.*)

De Commissie neemt de verhooging aan van het bedrag van het zegelrecht op aandeelen en obligaties van Belgische maatschappijen.

De Regeering stelt voor, bij amendement, aan de Commissie overgemaakt sedert de indiening van het wetsontwerp, den tekst dezer artikelen aan te vullen door de bijvoeging van een alinea luidende als volgt : *De hiervoren vastgestelde rechten worden verduubbeld voor de aandeelen en obligatiën aan toonder.*

Zij meent dat het nuttig is, als zij nieuwe fiskale lasten voorstelt, aan de rentebewijzen op naam eene premie toe te staan, omdat deze beter dan de waarden aan toonder de inning van andere belastingen verzekeren.

De Commissie stelt u voor den tekst, door de Regeering gewijzigd, goed te keuren.

ART. 13. (*Niet verhandelbare obligaties.*)

Aangenomen.

ART. 14. (*Boeten.*)

Aangenomen.

De tekst van het wetsontwerp dient gewijzigd te worden door de toevoeging aan de aangehaalde artikelen, van artikel 36, cijfer dat nagelaten werd bij het zetten van den tekst.

Art. 15, 16, 17. (*Leeningen op pandgeving.*)

Het onderzoek van het artikel bracht dat van de artikelen 16, 17 en 18 van het wetsontwerp mede.

Ten gevolge van aanmerkingen van de leden kwam in den schoot der Commissie eene meerderheid tot stand die van oordeel was dat, principieel, de verrichtingen van den internationalen handel niet mogen getroffen worden door de nieuwe belastingen.

De aanneming van dit principieel zou tot geene wijziging van de artikelen 15 en 16 van het ontwerp aanleiding geven; de door de meerderheid bedoelde verrichtingen grijpen slechts plaats door het openen van documentaire credieten of door het instellen van warrants. Het stelsel waaraan zij dienen onderworpen te worden moet bepaald zijn als er een besluit genomen wordt aangaande den tekst van de artikelen 18 en 47.

Art. 18. (*Voorschotrekeningen.*)

Om duidelijk te maken dat de bepaling toepasselijk is op alle voorschotrekeningen en geopende credieten, met of zonder pandgeving, stelt de Commissie voor in het eerste lid, na de woorden « geopende credieten » de woorden « met of zonder waarborg » in te lassen.

Zij meent ook dat de herbaling der taxe onaannemelijk zou zijn in geval van schorsing der betalingen, van preventief concordaat of van faillissement; derhalve stelt zij voor aan het artikel een lid toe te voegen luidende als volgt :

« In geval van schorsing der betaling, van preventief concordaat of van faillissement, moet het zegel niet vernieuwd worden. »

En lid heeft doen opmerken dat zekere financiële instellingen zich er toe beperkten aan hunne cliënten uittreksels van jaarlijksche rekeningen te zenden en dat er toestanden bestonden waar geen enkel uittreksel van rekening opge maakt wordt. Het lid meende dat het in dergelijk geval aan de bankiers moest mogelijk gemaakt worden het zegel in hunne boeken aan te brengen.

De Commissie wilde den voorgestelden tekst aan al de eischen van de praktijk aanpassen en stelde ten slotte voor de vierde alinea van artikel 18 door den volgende tekst te vervangen :

« *Echter hebben de bankiers en andere professioneelen, die aan hunne cliënten slechts halfjaarlijksche of jaarlijksche uittreksels van rekening zenden, geen andere verplichting dan dit uittreksel aan hunne cliënten te overhandigen binnen drie maanden na het verstrijken van het halfjaar of van het jaar. In dit geval, voldoen zij de belasting tegen het bedrag van 50 centiem per 1,000 frank voor een halfjaar of van 1 frank per 1,000 frank voor een jaar, op het gemiddeld voorschot blijkens de in den loop van het halfjaar of van het jaar gedane verrichtingen.*

» *Dit voorschot is vertegenwoordigd door het kapitaal dat, voor een tijdsruimte van 180 dagen of van 360 dagen en tegen het tusschen partijen overeengekomen*

bedrag voor de debet-posten, zou opgeleverd hebben de som waarvan de rekening bij wijze van interesten wordt belast bij het verstrijken van het halfjaar of van het jaar, of desgevallend, op den datum der rekeningsafsluiting, indien deze in den loop van het halfjaar of van het jaar plaats heeft.

» De bankiers en andere professioneelen die aan hun cliënten geen uittreksels van rekening zouden zenden, voldoen de taxe door het aanhechten van het zegel in hunne registers. »

Een lid heeft voorgesteld aan artikel 18 een paragraaf toe te voegen luidende als volgt :

« De bepalingen van dit artikel zijn niet toepasselijk op de groothandelsverrichtingen ten aanzien van waren die het voorwerp zijn van beursnoteringen en van den internationalen handel en die op de handelsplaatsen ter behandeling komen.

» Om deze vrijstelling te genieten, moeten de voorschotten vastgesteld worden in de rekeningen en door geschriften die uitsluitelijk deze categorie betreffen. »

De Commissie, nadat zij het eens was geworden aangaande het principe dat de verrichtingen van den internationalen handel niet moesten getroffen worden, heeft haar verslaggever gelast zich met de Regeering in betrekking te stellen aangaande den aan te nemen tekst.

Uwe verslaggever heeft gehandeld overeenkomstig dit besluit en hij heeft van de Regeering de volgende nota ontvangen :

« De vorm van het voorgestelde amendement schijnt niet aannemelijk. De bewoordingen zijn zoo opgevat dat de toepassing talrijke moeilijkheden zouden veroorzaken.

Wat verstaat men inderdaad onder groothandelsverrichtingen? of onder kleinhandel? Wat moet men verstaan onder « waren die het voorwerp zijn van den internationalen handel »? Bedoelt het lid dat dit amendement voorstelt, uitsluitelijk, zooals wij geneigd zijn aan te nemen, de ingevoerde waren die in de stapelplaatsen in België verblijven alvorens uitgevoerd te worden? Zoo ja, dan zouden de vrij te stellen voorschotrekeningen alleen die kunnen wezen waarvan het debet uitsluitelijk wordt geëvenredigd door de aflevering van wissels op het buitenland. Het is inderdaad allenoodzakelijkst dat de bankier over een gemakkelijk en eenvoudig criterium beschikke om vast te stellen of het geopende crediet steunt op het gemeene recht of een uitzonderingsregime geniet. En bovenstaand criterium laat zelf een moeilijkheid bestaan : zoo bij het einde van het trimester, d. i. op het oogenblik dat de taxe moet toegepast worden op de uittreksels van rekeningen, de waar nog in handen gebloqueerd blijft van den bankier als waarborg voor zijn voorschotten, wie zal zeggen welke bestemming de waar later bekomt of de wijze bepalen waarop de rekening vereffend wordt?

« In den grond schijnt de voorgestelde vrijstelling niet gerechtvaardigd. De

invoerder die crediet noodig heeft om den prijs van zijne koopwaren te betalen, bekomt dit crediet door een van de volgende middelen :

» 1^o Zijn buitenlandsch verkooper stemt er in toe op hem een wissel te trekken op 30, 60, of 90 dagen ;

» 2^o Daar de verkoop contant geschiedde tegen aflevering van de documenten, doet de invoerder zich in een bank een documentair crediet openen : de bank betaalt tegen aflevering van de documenten ; zij doet de koopwaren ontvangen brengt het op het debet van den cliënt, en geeft bevel de koopwaar te laten volgen wanneer zij betaald is of naar mate van de verkoopen toegestaan door haar schuldenaar en tegen aflevering van de effecten door dezen laatste getrokken op zijn eigen koopers ;

» 3^o Het derde middel is het benuttigen van een warrant die afgeleverd wordt door een derde die de koopwaren in bewaring heeft, en in het bekomen van een voorschot door deze gewaarborgd. De warrant, bekleed met de verbintenis van den schuldenaar, wordt overhandigd aan den schuldeischer en wordt door dezen overgedragen op dezelfde wijzen als met een handelseffect gedaan wordt. In de praktijk wordt dit middel weinig gebruikt. Gedurende het jaar 1923 werden er slechts 4.259 warrantformules met het zegel bekleed.

» Onderzoekt men welke de fiskale lasten zijn die in de hooger genoemde drie gevallen op den invoerder wegen dan stelt men vast :

» 1^o Dat de wissel op hem getrokken van uit het buitenland onderhevig is aan een recht van 1 frank per duizend. Inderdaad, krachtens artikel 40 van de wet van 25 Maart 1891 « mogen de handelswaarden die uit den vreemde komen in » België niet verhandeld, aangenomen of gequiteerd worden, zonder bekleed te » zijn met het voorgeschreven zegel of voor zegel geviséerd te zijn. »

» 2^o De voorschotrekening, in de tweede veronderstelling, is onderworpen aan een recht van 25 centiem per 1,000 frank op het gemiddeld trimestrieel voorschot. Heeft het voorschot slechts 30 dagen geduurd, dan zal het recht slechts fr. 0,083 bedragen per duizend van het bedrag van het voorschot ; werd dit gedaan voor 60 dagen zal de belasting zijn fr. 0,166 (art. 18 van het ontwerp).

» Eindelijk, in de derde veronderstelling, is het recht 25 centiem per 1,000 frank op het bedrag van de schuldbekentenis op de warrant ingeschreven (art. 47 van het ontwerp).

Uit deze verklaringen blijkt dat, van de verschillende middelen waartoe een invoerder zijn toevlucht kan nemen om zich geld te verschaffen, deze welke geschieden door eene voorschotrekening bij eene bank of door het gebruik van een warrant, vernit de meest bevoordeeligde zijn onder fiscaal opzicht.

De Regeering is overtuigd dat de artikelen 18 en 47 van het ontwerp zeer gematigd zijn, en er geen sprake kan van wezen het mecanisme er van ingewikkeld te maken door gevallen van uitzondering en onderscheid, die zich overigens niet voordoen in het eerste van de drie gevallen hooger omschreven.

De Commissie

ART. 19. (*Inschrijvingsbulletijns.*)

Een lid heeft nochtans gevraagd dat de tekst zou gewijzigd worden. Naar zijne meening, moest men een forfaitaire taxe kunnen vestigen op het bedrag der

uitgifte. De betaling dezer taxe zou het bedrag van het zegelrecht dekken verschuldigd voor de inschrijvingsbulletijns.

De Regeering heeft aan uw verslaggever geantwoord dat de vestiging van deze nieuwe taxe de economie van de fiskale wetgeving zou storen. Artikel 4 van de wet van 30 Augustus 1913 heeft een evenredig registratierecht gevestigd op de akten van vennootschappen tot vaststelling van de vermeerderingen van kapitaal, — artikel 11 van dezelfde wet voorziet, binnen het kader van de taxe op de beursverrichtingen, een evenredig zegelrecht op de inschrijvingen verwezenlijkt door een bankier of een anderen persoon wiens beroep zulks omvat, — ten slotte leggen de artikelen 12 en 14 van de wet van 23 Maart 1891 insgelijks een evenredig recht op ten aanzien van de titels ter erkenning van eene vermeerdering van kapitaal. De aanneming van het voorgestelde amendement door de Commissie zou in deze wetgeving een nieuw principe invoeren waarvan de uitwerking omzichtig zou moeten gemeten worden.

De Regeering heeft nochtans aan uw verslaggever verklaard dat zij aannam het vraagstuk ter studie te leggen.

Maar zij doet opmerken dat de inschrijvingsbulletijns nu reeds een formaat-zegel betalen en dat de eenvoudige aanneming van den voorgestelden tekst er zich toe beperkt de inning van dit recht te verzekeren en beter in te richten.

De Commissie, zich vereenigende met de redenen in de Memorie van Toelichting uiteengezet, neemt den tekst van het ontwerp aan.

ART. 20. (*Boeten.*)

Aangenomen.

ART. 21. (*Uittreksels van rekening.*)

De Regeering heeft, bij amendement aan de Commissie overgelegd sedert de indiening van het ontwerp, den tekst duidelijker gemaakt zoódat hij beter overeenkomt met de door de banken aangenomen techniek.

De tekst die zij voorstelt is aannemelijk omdat een amendement op artikel 23 door de Regeering voorgesteld, van het zegelrecht vrijstelt de staten tot kennisgeving van den toestand die ten titel van inlichting gezonden worden.

De Commissie stelt dus voor den gewijzigden tekst goed te keuren.

ART. 22. (*Boeten.*)

Aangenomen.

ART. 23. (*Vrijstelling.*)

De Regeering heeft, bij amendement overgemaakt aan de Commissie sedert de indiening van het wetsontwerp, een nieuwen tekst voorgesteld die de toepassing van artikel 21 omschrijft.

Het artikel zou aldus luiden als volgt :

Vallen niet onder toepassing van artikel 21 :

1^o De uittreksels van rekeningen bedoeld door artikel 18 hierroren ;

2^o De opgaven van toestand eener rekening die aan den titularis ten titel van enkele inlichting afgeleverd worden zonder melding van interesten, tusschen de datums vastgesteld voor de periodieke verzending van rekeninguittreksels ;

3^o De uittreksels van rekeningen door den Dienst der Post-checks verzonden aan den titularis eener rekening.

De Commissie stelt voor den gewijzigden tekst goed te keuren.

ART. 24. (*Bankgeschriften.*)

Artikel 34 van de wet van 28 Augustus 1921 legt een vast zegelrecht van 10 centiem op aan de bankgeschriften die opgesomd worden (bijv. de kwijtschriften voor sommen op het crediet eener rekening ingeschreven).

De Regeering stelt voor het recht op 20 centiem te brengen.

Een lid heeft het behoud van het recht van 10 centiem gevraagd. Zijn amendement werd door de Commissie niet aangenomen.

ART. 25. (*Ontvangbewijzen van titels.*)

Aangenomen.

ART. 26. (*Berichten van wisselagenten.*)

Bij amendement aan de Commissie overgemaakt sedert de indiening van het ontwerp, heeft de Regeering de afschaffing voorgesteld van het recht dat geïnd wordt van de berichten die de wisselagenten naar elkander zenden wegens de redenen in een nieuw artikel 46^{bis} aangegeven.

De Commissie heeft het Regeeringsvoorstel aangenomen.

ART. 27. (*Boeten.*)

Aangenomen.

ART. 28. (*Giro-bevelen.*)

Een lid stelt voor den tekst van het artikel te verwerpen omdat al de bankverrichtingen, waardoor de muntomloop wordt geweerd of verminderd, dienen bevorderd te worden; de inming van een zelfs gering zegelrecht (20 centiem) zou, naar zijn beweren, eene aanzienlijke vermindering teweeg brengen in de giro- of overdrachtsbevelen.

Een lid doet opmerken, dat aanzienlijke banken uit eigen beweging voor het opstellen van bevelen, in de betaling van taxes, aan hunne cliënten het gebruik van checks hebben opgelegd, waaruit blijken zou dat de fiskale vrijstelling der giro-bevelen de hoofdzaak niet is waarom het publiek geldbeleggingen doet ter bank.

De meerderheid van de leden der Commissie is voor het intrekken van het artikel.

ART. 29.

Vermits artikel 28 wordt ingetrokken, moet 29 in de plaats komen.

ART. 30 en 31. (*Handelsgeschriften.*)

De meerderheid der leden van de Commissie vraagt het verwerpen van deze taxes, omdat, naar hunne meening, het dikwijls onmogelijk zal wezen uit te maken, of de briefwisseling volkomen privaat is ofwel opgesteld met het doel het bewijs te leveren van eene gesloten overeenkomst.

ART. 32. (*Checkbewijzen, giro, enz.*)

Aangenomen.

ART. 33. (*Botten.*)

De Regceering stelt voor, bij overtreding van artikel 32, eene boete van 100 frank te eischen hoofdelijk van den persoon die het geschrift heeft opgemaakt alsmede van den persoon die het heeft aanvaard.

Een lid beweert echter dat de verantwoordelijkheid van dezen laatste vaak zeer betwistbaar is.

De leden der Commissie beslissen dus, bij de meerderheid, het woord « hoofdelijk » weg te laten.

Dienvolgens stelt de Commissie voor, den volgende tekst aan te nemen :

Bij overtreding van het eerste lid van artikel 32 wordt door den persoon die het geschrift heeft opgemaakt eene boete van 100 frank beloopen.

ART. 34. (*Particuliere checks.*)

Aangenomen.

ART. 35. (*Cheks getrokken op bankiers.*)

Het artikel werd goedgekeurd.

Ten einde eene verkeerde verklaring van den tekst te vermijden, doet de Commissie opmerken, dat de uitdrukking giro-bons of -mandaten betrekking heeft op de titels onder deze benaming bedoeld bij artikel 29 der wet van 28 Augustus 1924 en niet op de eenvoudige giro-bevelen waarvan sprake is in het verworpen artikel 28 van het ontwerp.

ART. 36 en 37 (*Disconto-krijtschriften.*)

Aangenomen.

ART. 38. (*Reportverrichtingen ter Beurs.*)

Het bedrag der voorgestelde belasting op de beursverrichting gekend onder den naam van report, werd in beginsel in de Commissie bestreden.

Leden van de Commissie, welke den nieuwe fiskalen last tot zijn minimum

wilden herleiden, stelden voor de opeenvolgende verrichtingen van koop en verkoop niet te belasten doch allen de winst wegens de verrichting te treffen.

Zij hebben echter geen nauwkeurigen tekst aan de stemming in de Commissie willen onderwerpen, daar zij de gepastheid van de geopperde bezwaren hebben gewaardeerd.

De Commissie, die de noodwendigheden der Thesaurie beoogt, heeft ten slotte beslist u voor te stellen den Regeeringstekst zuiver en eenvoudig goed te keuren.

Art. 39. (*Report ter bank.*)

Het artikel was aangenomen geweest.

Doch, na de stemming over het artikel stelt de Regeering wijzigingen voor in den tekst van het ontwerp.

Deze wijzigingen steunen op het feit dat sommige banken overeenkomsten sluiten die deels report-, deels pandleeningen zijn. Billijkheidshalve moet er eenheid bestaan in de regeling voor deze twee soorten overeenkomsten.

Dienvolgens dienen de eerste twee alinea's van het artikel te worden vervangen door den volgende tekst voorgesteld door de Regeering :

Is onderworpen aan een evenredig zegebrecht van 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank, het geschrift waaruit het report blijkt met eenen bankier gesloten voor eenen termijn die twintig dagen niet overschrijdt.

In geval van achtereenvolgende reporten voor termijnen die 20 dagen niet overschrijden, geeft elke vernieuwing aanleiding tot een nieuw recht van 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

Wanneer het report of de vernieuwing gesloten wordt voor eene termijn die 20 dagen overschrijdt, wordt het recht, vastgesteld bij artikel 13, gekweten.

De Commissie besluit u voor te stellen den tekst, door de Regeering gewijzigd, aan te nemen.

Art. 40. (*Toegepaste termijn.*)

Aangenomen.

Art. 41. (*Verhooging van de taxe op de beursverrichtingen.*)

De Regeering die verplicht is hare inkomsten te vermeerderen, vraagt dat in sommige gevallen de taxe op de beursverrichtingen zou verdubbeld worden.

Zij stelt voor :

1^o Tusschen de eerste en de tweede alinea de volgende beschikking in te lassen :

Zij wordt op 2 frank per duizend gebracht voor de verrichtingen betrekking hebbende op genots — of dividendaandelen, stichtersaandelen, reserveaandelen en, in 't algemeen titels of winstaandeelen die geen deel van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

2^o In den laatste regel van de 2^e alinea van 't ontwerp, na de woorden « obligaties » de woorden « met vast inkomen » weg te laten.

De Regeering is van gevoelen, dat het billijk is een zwaardere belasting te heffen van de titels wanneer deze meestal een speculatieven aard hebben.

Zij vreest daarin geene moeilijkheid voor de toepassing.

In de gevallen van twijfel die noodzakelijkerwijs zelden zullen voorkomen, zal het voldoende wezen de statuten der vennootschap te raadplegen en de oplossing die aan het vraagstuk bij de eerste betwisting werd gegeven, zal als regel gelden voor al de latere overeenkomsten betreffende een zelfden titel ⁽¹⁾.

De Regeering stelt dus voor, bij artikel 41, tusschen de eerste en de tweede alinea de volgende beschikking in te lassen :

« Zij wordt op 2 frank per duizend gebracht voor de verrichtingen betrekking hebbende op genots -- of dividendaandeelen, stichtersaandeelen, reserveaandeelen en, in 't algemeen titels of winstaandeelen die geen deel van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen ».

In den laatsten regel van 't ontwerp, na de woorden « *obligaties* » de woorden « *met vast inkomen* » weglaten.

De Commissie besluit u voor te stellen den tekst, door de Regeering gewijzigd, aan te nemen.

ART. 42. (*Taxe op de gesplitste verrichtingen.*)

Het amendement, door de Regeering sedert het neerleggen van het ontwerp aan de Commissie overgemaakt, heeft enkel ten doel de beteekenis nader te bepalen van een tekst welken de Commissie zonder opmerkingen had aangenomen.

Artikel 42 zou dus moeten luiden als volgt :

Indien een aankoop en een verkoop van gelijkaardige openbare effecten verricht worden door denzelfden vakman als tusschenpersoon, op denzelfden dag en voor rekening

(1) GILIS, in zijn *Encyclopédie du commerce*, B. V^e, Action (Aandeel), n^o 47, schrijft :

» Al de aandelen, hoe zij ook worden genoemd, worden tot de twee volgende gewoonlijk onderscheidene categorieën teruggebracht :

« 1^o Kapitaalsaandeelen, zijnde titels die een gedeelte van het maatschappelijk vermogen en een aandeel in de zuivere winsten vertegenwoordigen;

» 2^o Dividende-aandeelen, zijnde titels die uitsluitend een gedeelte van de zuivere winsten of van de vermeerdering van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

» Tot de eerste inderling behooren de gewone of de bevoorrechte aandelen; tot de tweede, de dividend-aandeelen, de gewone aandelen, de genotsaandeelen, de oprichtingsaandeelen, de reserve-aandeelen, de winstaandeelen. Dit zijn in de praktijk algemeen aangenomen benamingen; er zijn er nog andere, zooals : aandelen van inbreng, van inschrijving, betalende en niet betalende aandelen, industriele - en premie-aandelen, enz. Kortom, deze benamingen hebben niets klassieks en zijn niet zelden voor verschillenden uitleg vatbaar; ook is het dikwijls noodzakelijk de oprichtingsakte van de vennootschap te raadplegen om zich te vergewissen of de titel een kapitaals- ofwel een dividend-aandeel is. »

van denzelfden persoon, is de taxe tegen de in voorgaand artikel aangeduide bedragen slechts eischbaar op het verschil tusschen den verkoopprijs en den aankoopprijs der titels die het voorwerp der dubbele verrichting uitgemaakt hebben.

Wat betreft het overige der verkoop -en inkooprijzen van de titels die het voorwerp dezer dubbele verrichting uitgemaakt hebben, wordt de taxe verminderd op 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

De tweede alinea van artikel 44 der wet van 30 Augustus 1913 wordt ingetrokken.

De Commissie beslist u voor te stellen de tekst, door de Regeering gewijzigd, goed te keuren.

ART. 43, 44 en 45. (Modaliteiten van toepassing.)

Aangenomen.

ART. 46. (Vrijstellingen.)

Aangenomen.

ART. 46^{bis} (Verhandelingen op termijn.)

Bij wijze van amendement aan de Commissie overgemaakt, stelt de Regeering voor, om nieuwe inkomsten te vinden, en om belemmering te stellen in de verhandelingen op termijn die een zuiver speculatielen aard hebben, een evenredig recht op de vereffening der verhandelingen op termijn van openbare fondsen.

Deze regeling kan tot het volgende worden herleid :

1^o Gedeeltelijke intrekking van de vrijstelling van belasting welke de wissel-agenten genieten krachtens het 3^e lid van artikel 12 der wet van 30 Augustus 1913 :

2^o Een recht van 1 % wordt geheven van het gezamenlijk bedrag der sommen vermeld op de vereffeningsbulletijns zoowel ten bate als ten laste ;

3^o Deze taxe wordt geïnd door de tusschenkomst der vereffeningscomiteiten.

De Commissie beslist u voor te stellen, de u door de Regeering voorgestelde nieuwe teksten, op welke belangrijkheid zij uwe bijzondere aandacht vestigt, goed te keuren. Zij luiden als volgt :

ART. 46^{bis}.

Een evenredig zegelrecht wordt gerestitueerd op de vereffening der verhandelingen op termijn van openbare fondsen.

Dit recht wordt bepaald op 1 frank per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

Het wordt geheven op het bedrag der sommen de tegenpartij vertegenwoordigende der verrichtingen voorkomende op de vereffeningsbulletijns, zoowel ten bate als ten laste.

Het wordt geïnd door de comiteit door welks tusschenkomst de vereffening geduan wordt.

ART. 46^{ter}.

De betaling van het recht wordt gedaan ten laatste op den derden dag volgende op dien van de sluiting der vereffening, op de overhandiging aan den daartoe aangestelden ambtenaar, van eene aangifte de grondslagen de belasting aanduidende.

Indien de laatste dag een Zondag of eenen wettelijken feestdag is, wordt de termijn tot den volgende dag verlengd. De aangifte is vrij van zegel en registratie.

ART. 46^a.

Indien de aangifte niet nedergelegd en het recht niet betaald is binnen den hierboven vastgestellten termijn, wordt er eene boete van 100 frank per dag vertraging belopen; daarenboven is de wettelijke interest op den voet vastgesteld in fiskale zaken van rechtswege eischbaar te rekenen van het einde van dien termijn.

Elke onnauwkeurigheid of verzuim in de aangifte vastgesteld wordt gestraft met eene boete gelijk aan twintigmaal het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 5,000 frank moge bedragen.

ART. 46^b.

Elk der leden die het vereffeningscomité uitmaken is hoofdelijk met dit comité gehouden tot betaling der rechten, interesten en boeten door artikelen 46^{bis} en 46^a vastgesteld.

De aktie van de Schatkist tot betaling dezer sommen is verjaard na vijf jaar.

ART. 46^c.

Het recht gevestigd door artikel 46^{bis} hiervoren wordt gebracht op 2 frank per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank, voor de verhandelingen op termijn die vereffend worden zonder tusschenkomst van een vereffeningscomité. Het wordt geheven door plaatsing van een zegel op het schrift dat de partijen gehouden zijn in dubbel op te maken om de vereffening vast te stellen.

Indien hoogerbedoeld schrift niet opgemaakt werd of indien het met het vereischte zegel niet bekleed werd, wordt er, voor elke overtreding, persoonlijk door elk der partijen, eene boete belopen gelijk aan twintigmaal het ontdoken recht, zonder dat deze boete minder dan 5,000 frank moge bedragen.

ART. 46^d.

De registers, boeken, vereffeningsbulletijns en alle andere oorkonden, betrekkelijk de vereffeningen moeten, op straf eener boete van 500 tot 5,000 frank, bewaard worden gedurende vijf jaar te rekenen van den 1^o Januari van het jaar volgende op hunne sluiting, wat betreft de registers, of van hunnen datum, wat betreft de losse bladen, en zij moeten, op straf van dezelfde boete, medegedeeld

worden zonder verplaatsing aan de ambtenaren van het Beheer der Registratie en Domeinen handelende ingevolge eener bijzondere machtiging van den Minister van Financiën.

Art. 46^s.

Wordt van toepassing gemaakt artikel 21 der wet van 30 Augustus 1913.

Art. 46^o.

Zijn van zegel vrijgesteld, de bulletijns die gewisseld worden tusschen wissel-agenten en andere vaklieden in beurszaken of die afgegeven worden aan de vereffeningscomiteiten om de verrichtingen contant of op termijn vast te stellen.

Art. 47. (*Warrants.*)

Door een lid wordt bezwaar geopperd tegen het bedrag der taxe en het vraagt dat uw verslaggever, zoo mogelijk, met het Ministerie zou onderzoeken of een vermindering kan voorgesteld worden.

Het gegeven antwoord luidt ontkennend voor de redenen bij gelegenheid van het onderzoek van artikel 18 uiteengezet.

Art. 48. (*Uitheemsche titels.*)

Bij amendement, sedert de indiening van het wetsontwerp, aan de Commissie overgemaakt, stelt de Regeering eene verhooging voor van het bedrag der rechten en de vervanging der bedragen van fr. 0.50, 1 frank, 2 frank en 4 frank, door de bedragen van fr. 0.75, fr. 1.50, 3 frank en 4 frank.

De Commissie neemt er akte van, dat de verhooging van het bedrag, in den beginne voorgesteld, inzonderheid hare reden vindt in de beschouwing dat de uitheemsche titels ontsnappen aan de nieuwe voorschriften, voortvloeiende uit de eventueele aanneming van tot het recht op de inschrijving der Staatsfondsen tot de noteering der Beurs (art. 51^{bis}).

De Commissie beslist den tekst, door de Regeering gewijzigd, goed te keuren.

Art. 49. (*Ontoereikendheid van raming voor de uitheemsche titels.*)

Door een lid wordt gevraagd dat het verslag zou aanduiden door welke macht de waarde der titels zou bepaald worden, in geval de belastingplichtige en het bestuur het over hunne raming niet zouden eens worden.

De Commissie doet opmerken dat het blijkt uit den tekst van de artikelen 59 der wet van 25 Maart 1891 en 64 der wet van 22 Frimaire jaar VII dat alleen de burgerlijke rechtsmacht bevoegd is om de geschillen tusschen den belastingplichtige en den fiscus te beslechten.

Doch een ander lid deed opmerken dat de bepaling, waarbij een geldboete wordt opgelegd van zoodra de vastgestelde ontoereikendheid een achtste overschrijdt van de aangegeven waarde, veel te streng was.

Hij stelt voor die hoegrootheid van « één achtste » te vervangen door « één vierde ».

De meerderheid van de leden der Commissie vereenigde zich met zijne zienswijze.

Dienvolgens, stelt de Commissie voor den tekst van lid 2 van het artikel te wijzigen door het woord « achtste » te vervangen door « vierde ».

ART. 50. (*Ontoereikendheid van raming voor de Belgische titels.*)

Aangenomen.

ART. 51. (*Couponblad van uitheemsche titels.*)

Aangenomen.

ART. 51^{bis}. (*Recht van inschrijving tot de noteering ter Beurs.*)

De Regeering billijkt deze bepalingen door de noodzakelijkheid van nieuwe inkomsten te verschaffen.

De Commissie beslist U voor te stellen de U door de Regeering voorgestelde teksten goed te keuren. Die teksten luiden :

ART. 51^{bis}.

Eene jaarlijksche taxe wordt geverstigd op de aandeelen en obligatiën en, in het algemeen, op de openbare fondsen van allen aard die, op 1 Januari van het jaar der belasting, aangenomen zijn tot de noteering contant of op termijn van eene der handelsbeurzen van het Rijk.

De betaling der taxe voor de tot de noteering eener beurs aangenomen titels dekt de aanneming dierzelfde titels tot de noteering eener andere beurs.

De heffing dezer taxe wordt toevertrouwd aan het Beheer der Registratie en Domeinen.

ART. 51^{ter}.

Zijn aan de taxe niet onderworpen : de titels der Belgische Staatsschuld in 't algemeen; de obligatiën aan toonder uitgegeven door de provinciën, de gemeenten, de Maatschappij « Société anonyme du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles », de aandeelen aan toonder van de « Naamlooze Maatschappij der Zeevaartinrichtingen van Brugge », de aandeelen en obligatiën uitgegeven door de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen; door de Maatschappij van Goedkoope Woningen; door de Nationale Vereeniging der Nijveraars en Handelaars voor het herstel door oorlogsschade; door de Nationale Maatschappij der waterleidingen; door de vereenigingen van gemeenten en bijzonderen gevormd voor de stichting van waterleidingen en, in 't algemeen, voor een doel van algemeen nut; de titels van leeningen, de Schatkistbons en alle andere openbare effecten uitgegeven door de vreemde Staten, provinciën en gemeenten, alsook de aandeelen en obligatiën uitgegeven door de buitenlandsche maatschappijen of gemeenschappen.

ART. 51⁴.

De taxe wordt vastgesteld op 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

Zij wordt gevestigd op de totale som der waarde vertegenwoordigende de ier noteering aangenomen titels.

Die waarde wordt vastgesteld volgens de prijs-courant uitgegeven op last der Regeering gedurende de maand December die het belastingjaar voorafgaat. Wat de op de prijs-courant niet voorkomende effecten aangaat, wordt de belastbare grondslag vastgesteld door de middelbare koersen gedurende het tijdvak verwezenlijkt, volgens de officieele beursnoteering; bij gebrek aan gedurende dit tijdvak vastgestelde koersen, wordt de taxe berekend op de onder toezicht van het Beheer aan te geven wezenlijke waarde der titels gedurende hetzelfde tijdvak.

ART. 51⁵.

De jaarlijksche taxe wordt gekweten door de maatschappijen, vennootschappen en andere gemeenschappen wier titels tot de beursnoteering aangenomen zijn.

ART. 51⁶.

De betaling der taxe moet ten laaste op 31 Maart van elk jaar geschieden, bij nederlegging eener aangifte uitgaande van de belastbare maatschappij of gemeenschap en de grondslagen der heffing aangevende.

De Regeering bepaalt het kantoor op hetwelk de taxe betaalbaar is, alsook den vorm der aangifte.

ART. 51⁷.

Indien de aangifte niet nedergelegd en de taxe binnen den hoogerbepaalden termijn niet betaald is, wordt er eene boete van 50 frank per week vertraging beloopt, elk begonnen week als voltrokken aangezien zijnde; daarenboven, is de interest op den voet vastgesteld in fiskale zaken van volle recht eischbaar te rekenen van den dag waarop de betaling moest plaats hebben.

Indien de betaling der jaarlijksche taxe en desgevallend, der interesten en der boeten binnen den termijn van drie maand, in te gaan met 1 April van het jaar der belasting, niet gedaan is, is de Beurscommissie, op rekwest van den Minister van Financiën, gehouden de kwoteering der titels te schorsen tot de maatschappij of gemeenschap-schuldenares zich zal gekweten hebben en, indien de kwijting binnen de drie maand der schorsing niet voltrokken is, de titels van de beursnoteering te schrappen, dit alles behoudens inning, lastens den schuldenaar, der aan de Schatkist verschuldigde sommen.

Alle onnauwkeurigheid of verzuim vastgesteld in de aangifte waarvan sprake in artikel 51⁶, zal gestraft worden met een boete gelijk aan twintigmaal de ontdoken taxe, met minimum van 5,000 frank.

ART. 51^s.

De Commissies der Handelsbeurzen zullen in de eerste decade der maand Januari van elk jaar den Minister van Financiën eenen echt verklaarden staat overmaken van al de titels die gedurende het vorig jaar tot de beursnotering toegelaten zijn geweest of er van geschrapt zijn. Deze staat zal desgevallend door een ontkennend certificaat vervangen worden.

ART. 51^o.

Elke regelmatig gehevene taxe kan niet teruggeven worden, welke ook de latere gebeurtenissen mochten zijn, zelfs niet indien de titels in den loop van het jaar der belasting van de beursnotering geschrapt zijn.

ART. 51^{io}.

De aktie der Schatkist tot de betaling der ingevolge voorgaande beschikkingen verschuldigde taxe, interesten en boeten, verjaart na vijf jaar.

Elke vraag tot teruggaaf verjaart na twee jaar te rekenen van den dag der betaling.

De beschikkingen betrekkelijk de vervolgingen en rechtsgedingen in zake zegelrecht zijn op de jaarlijksche taxe toepasselijk.

ART. 51ⁱⁱ.

De Commissies der Handelsbeurzen zijn gehouden, zonder verplaatsing, hunne registers, boeken en alle andere bescheiden mede te deelen aan de ambtenaren van het beheer der Registratie, handelende krachtens eene bijzondere machtiging van den Algemeenen Bestuurder van dat Beheer.

De weigeringen van mededeeling zullen door processen-verbaal, opgemaakt door de ambtenaren der Registratie, vastgesteld worden; die processen-verbaal zijn rechtsgeldig zoolang het tegendeel niet bewezen is.

ART. 51^{iz}.

Elke overtreding door de Commissies der Handelsbeurzen van de verplichtingen hun door de tegenwoordige wet opgelegd, wordt gestraft met eene boete van 50 tot 5,000 frank, die hoofdelijk door al de leden van de Commissie der Beurs belooopen wordt.

ART. 51^{is}.

De vennootschappen, maatschappijen en andere Belgische en Congoleesche gemeenschappen waarvan de titels op 31 December 1925, op de notering van een der Handelsbeurzen van het Koninkrijk ingeschreven zijn, zijn gehouden vóór 1 April 1926, ten bureele der Registratie te dien einde aangeduid, de aangifte neer te leggen voorzien bij artikel 51^o, en de eischbare taxe te kwijten, op straffe der door artikel 51^z verordende boeten.

De Commissies der Handelsbeurzen zullen aan den Minister van Financiën, ten laatste op 31 Januari 1926, eenen echt verklaarden staat overmaken van al de titels die op 31 December 1925 ter noteering ingeschreven waren.

ART. 51¹⁴.

Zijn vrij van zegel en registratie de aangiften, staten en certificaten vermeld bij de artikelen 51⁶, 51⁸ en 51¹³.

ART. 52, 53, 54, 55. (Wisselverrichtingen.)

Een lid deed opmerken dat het recht zeer hoog was en dat zijne heffing het aantal aan te geven verrichtingen, sterk zou doen verminderen.

Een lid vroeg de eenvoudige weglating van de voorgestelde taxe, dewijl deze :

1° den aankoop van vreemde deviezen, opgelegd door de betaling van eetwaren of van grondstoffen bezwaart ;

2° het binnenbrengen in België van vreemde deviezen belemmert ;

3° in strijd is met de Regeeringspolitiek voor de stabilisatie van den frank.

Een lid zou de heffing eener taxe goedkeuren, indien het mogelijk was een tekst te formuleeren waardoor de louter speculatieve verrichtingen alleen zouden getroffen worden.

Een lid deed opmerken dat de weglating van de taxe de Regeering van een zeer aanzienlijk inkomen zou berooven. Hij voegde er bij, dat de voorgestelde tekst aanneembaar is, daar hij slechts met een enkele taxe bezwaart de verrichting van koop en verkoop gedaan door een particulier, daar hij den professioneel, — door wien tusschenkomst de verrichting geschiedt —, vrijstelt, en daar de taxe gemakkelijk zal te innen zijn.

De meerderheid van de leden der Commissie heeft tot de weglating der artikelen 52, 53, 54 en 55 beslist.

ART. 56. (Contrôle-maatregelen.)

Bij wege van amendement aan de Commissie overgemaakt, sedert de indiening van het wetsontwerp, en om aan den belastingplichtige den waarborg te geven dat de verificatie der kasbescheiden slechts zal bevolen worden wanneer dit wezenlijk onontbeerlijk zal zijn, stelt de Regeering voor te beslissen dat die verificatie moet gemachtigd worden door den Minister van Financiën zelf, in stede van door een algemeen bestuurder.

De Commissie besluit u voor te stellen den tekst, door de Regeering gewijzigd, goed te keuren.

OVERDRACHTSBELASTING.

Algemeene beschouwingen.

Het voorstel van de Regeering, om de overdrachten van plantaardige voortbrengselen der bebouwing en die van den veestappel aan een vooruit vastgestelde

eenige taxe te onderwerpen, is door de Commissie eenparig goedgekeurd geworden.

Alleen de wijze van toepassing werd behandeld.

In de opvatting van de Regeering, waren soortgelijke producten slechts aan de vooruit vastgestelde taxe onderworpen bij hunne aankomst in handen van den verbruiker of van den kleinhandelaar; in eene andere opvatting, verdedigd door een lid van de Commissie, scheen het verkieslijker die producten bij hun vertrekpunt te belasten.

De Commissie heeft zich bij deze laatste zienswijze aangesloten; van daar de omwerking der artikelen 58, 60, 61 en 69 van het wetsontwerp.

De vestiging van een vooruit vastgestelde taxe geheven bij het slachten en tot dekking van de achtereenvolgende overgangen waarvan het vee het voorwerp was, werd eveneens aangenomen, in princip, doch het bedrag der taxe werd verminderd van 15 op 10 centiem.

Betreffende de vraag der vrijstellingen van de taxe, was de Commissie het niet meer eens met de Regeering.

Onderscheidene leden waren van meening dat het niet voldoende was voortaan nog de produkten vrij te stellen, welke tot nog toe waren vrijgesteld geweest, doch dat de lijst er van nog had moeten verlengd worden zijn.

Zij vroegen de uitbreiding van de vrijstelling tot alle broodgraan of tot het meel, de boter, de van melk afgeleide producten, de siroop en het rundsvet.

Dit voorstel scheen de toetreding van de meerderheid der Commissie te vereenigen.

Een nader onderzoek van de geldelijke gevolgen die zouden voortvloeien uit amendementen welke dezen opvatting vertolken, brachten degenen, die dezelve eens verdedigd hadden, er toe te erkennen dat de Schatkist van al te groote ontvangsten zou beroofd worden.

De Commissie heeft dus beslist :

1^o De in de wet van 28 April 1921 geschreven vrijstellingen te behouden;

2^o Ze uit te breiden tot de siroop, tot het rundsvet;

3^o Van 2 op 1 t. h. te brengen, voor wat betreft het graan voor de broodbakkerij, de vooruit vastgestelde taxe gevestigd bij artikel 58 van het wetsontwerp, en, daarenboven, te beslissen dat van de taxe zal vrijgesteld worden, het meel bekomen van graan waarop reeds een taxe van 1 t. h. rust. Deze laatste, wel te verstaan, zou toepasselijk zijn op het uitgevoerde broodmeel.

Deze beschouwingen verklaren ofwel de zuivere en eenvoudige aanneming van de artikelen van het ontwerp, ofwel hun wijziging.

* * *

Alvorens over te gaan tot de toelichting van de stemmingen welke de Commissie op de artikelen heeft uitgebracht, dringt zij nog aan op de volgende beschouwing :

De Commissie is het volkomen met de Regeering eens over de bepalingen die den invoer regelen en die den vrijen invoer vergemakkelijken van goederen die geroepen zijn om eene verwerking in België te ondergaan.

Art. 57. (Verkoop in de hallen.)

Om aan te geven dat de bepalingen van dit artikel niet to gevolg kunnen hebben aan de taxe te onderwerpen de voortbrengselen welke de Commissie wil vrijstellen, stelt deze voor het artikel te doen aanvangen met de woorden :

« Onverminderd de vrijstellingen voorzien bij artikel 49 der wet van 28 Augustus 1921, wordt voor... »

Art. 58, 58^{bis} en 58^{ter}. (Plantaardige voortbrengselen, meststoffen.)

De Commissie stelt den volgenden tekst voor die uitgaat van bovenstaande beschouwingen. Zij doet opmerken dat de tekst zal toelaten rekening te houden met de eigenaardigheden van den handel in sommige nijverheidsplaatsen, b. v. de hop en de koffiesuikerij. Zij stelt u dus voor te beslissen :

Artikel 58 wordt vervangen door de volgende bepaling :

Behoudens hetgeen gezegd is bij artikel 68, worden onderworpen aan een vooruit vastgestelde taxe van 2 t. h. :

1^o *De plantaardige voortbrengselen der inlandsche bebouwing, andere dan de vruchten en de groenten, de gelijksoortige uit het buitenland ingevoerde voortbrengselen ;*

2^o *De boter ;*

3^o *De scheikundige meststoffen en de diertlijke mest, alsmede de raapkoeken en de afval van maalderij, brouwerij, mouterij, branderij, suikerfabriek of andere nijverheid, dienende als voeder voor de dieren of als meststof voor den grond.*

De taxe van 2 t. h. wordt geheven bij gelegenheid van de aangifte van inverbruikstelling of van den verkoop door den voortbrenger, naargelang het vreemde of inheemsche producten betreft. Zij omvat al de latere overdrachten tot dat de koopwaar in handen van den verbruiker komt.

Wordt met den verbruiker gelijkgesteld, voor de toepassing van de voorgaande bepaling, hij die het product een industrieele bewerking doet ondergaan.

De taxe wordt tot op 1 t. h. verminderd voor de verkooping en gedaan door een landbouwer aan een ander landbouwer zonder eenigen tusschenpersoon.

Zij wordt insgelijks verminderd op 1 t. h. voor de haver, de spelt, de rogge en de masteluin wanneer zij bestemd zijn voor de broodbereiding en, zonder eenigen tusschenpersoon, verkocht worden door den landbouwer aan den molenaar of, in naam van dezen laatste, voor het verbruik worden aangegeven.

Wanneer de molenaar aan gemelde granen eene andere bestemming zou geven dan de fabricatie van broodmeel, zou hij verplicht zijn de heffing tot een voldoende bedrag aan te vullen op de wijze en in den termijn bij Koninklijk besluit te bepalen.

Bovenstaand artikel 57 is niet van toepassing op de overdrachten vallende onder de regeling van onderhavige bepalingen.

Betreffende de nijverheidsplanten, kan bij een Koninklijk besluit de eischbaarheid van de vooruit vastgestelde taxe teruggesteld worden op het oogenblik van den verkoop aan den nijveraar.

ART. 58^{bis}.

Een artikel 58^{bis} in te lasschen, luidende :

De taxe geheven in uitvoering van het vorige artikel dekt de overdracht van het in België gefrabriceerde graan wanneer het koren, waar dat meel van voortkomt de overdrachtsbelasting heeft betaald.

Betreffende het ingevoerde meel, wordt de taxe geheven, volgens het regime van het vorige artikel, tegen de bedragen van 1 t. h. voor het meel van graan, spelt, rogge en masteluin, en van 2 t. h. voor alle ander meel.

ART. 58^{ter}.

Een artikel 58^{ter} in te lassehen, luidende :

« Al de koopwaren behoorende bij die door artikel 58 voorzien en verkocht door een voortbrenger van gelijksoortige waren, worden geacht, zoolang het tegendeel niet bewezen zij, door dezen laatste te zijn voortgebracht. »

ART. 59. (Vlas.)

Aangenomen.

ART. 60. (Boter.)

Verworpen, vermits de boter voortaan vrijgesteld wordt krachtens artikel 68.

ART. 61. (Meststoffen.)

Ingetrokken, vermits de bepaling voorzien is in den nieuwen tekst van artikel 58.

ART. 62. (Meel en steenkolen.)

De Commissie beslist U een nieuwe tekst voor te stellen.

Deze is noodzakelijk geworden omdat :

- 1° De taxe op het meel geregeld is bij artikel 58^{bis};
- 2° De Commissie heeft de volgende belissingen genomen :

Zij vereenigt zich vooreerst bij een amendement van de Regeering waarbij de samengeperste brandstoffen uitdrukkelijk aan hetzelfde regime als de steenkolen worden onderworpen ;

Om echter het bedoeld voorwerp beter aan te duiden, wijzigt de Commissie op hare beurt den Regeeringstekst door de woorden « samengeperste brandstoffen » te vervangen door « steenkoolbriketten », dewijl deze benaming technisch juist is.

Zij beslist vervolgens het voordeel van een artikel 49^{bis} (nieuw) der wet van 28 Augustus 1921 te behouden voor de verkoopen gedaan bij den uitvoer door de steenkolenmijnen. (Art. 68 van het ontwerp.)

De tekst welke de Commissie de eer heeft aan de goedkeuring der Kamer te onderwerpen luidt als volgt :

Artikel 62 te vervangen door den volgende tekst :

« Een eenige taxe van 1 t. h. wordt geheven voor de overdracht van steenkolen, van samengeperste brandstoffen en van cokes. »

« De taxe wordt gekweten bij de aangifte van inverbruikstelling of van verkoop door den voortbrenger volgens dat het uit- of inheemsche producten betreft. Zij omvat al de latere overdrachten tot wanneer de koopwaar in handen komt van dengene die ze verbruikt of ze een industriële bewerking doet ondergaan. Zij wordt zelfs toegepast op den rechtstreekschen verkoop van den voortbrenger aan den bijzonderen verbruiker. »

ART. 63. (*Vec.*)

De Commissie stelt voor :

1º Den tekst der tweede alinea te wijzigen als volgt :

« Deze taxe wordt bepaald op 10 centiem per kilogram levend gewicht van het dier. »

2º En de vierde alinea van dit artikel weg te laten.

ART. 64. (*Macht der Regeering.*)

Aangenomen.

ART. 65. (*Filialen.*)

Aangenomen.

ART. 66. (*Grondslag van de taxe.*)

Aangenomen.

ART. 67. (*Commissionnarissen.*)

Aangenomen.

ART. 68. (*Vrijstellingen.*)

Om de redenen in de algemeene toelichting uiteengezet, beslist de Commissie :

De tweede alinea van het nieuw artikel 42, voorgesteld door artikel 68 van het ontwerp, te wijzigen als volgt :

« 2º De verkoop van brood, aardappelen, eieren, melk, margarine, reuzel, rundsvet, bevrozen vleesch en siroop. »

De Commissie doet opmerken dat zij verstaat door het woord « siroop » die welke bij de volksvoeding gebruikt wordt.

Dus, de tekst is toepasselijk op de appelen-, peren-, beetensiroop of op de raffineeringssiroop, behalve de siroop dienende voor de toebereiding van dranken (bessensiroop, enz.), brouwerijsiroop en apotheeksiroop.

ART. 69. (*De afgifte van facturen.*)

De inning van de overdrachtsbelasting op de bebouwing maakt de wijziging van den tekst noodzakelijk.

Eensdeels moet men in acht nemen hoe moeilijk het is voor den landbouwer eene factuur af te leveren, en anderdeels hoe noodzakelijk het is aan het bestuur toe te laten eene doeltreffende contrôle op de schatplichtigen uit te oefenen.

Ook stelt de Commissie de volgende wijzigingen voor :

Het eerste lid van artikel 52 der wet van 28 Augustus 1921 wordt vervangen door den volgende tekst :

Het verstrekken eener factuur is verplichtend voor elken verkoop waarvan de prijs 30 frank te boven gaat, indien de verkoper een in België gevestigd handelaar is, tenzij de verrichting eene oorzaak heeft welke aan zijn handel of aan zijn beroep vreemd is.

In geval de koper alleen een in België gevestigd handelaar is, dient hij aan den verkoper een koopborderel af te leveren.

Onverminderd de toepassing (het overige ongewijzigd).

ART. 70, 71. (*Maatregelen tot uitvoering.*)

Aangenomen.

ART. 72. (*Invoeringen voor bewerking.*)

Aangenomen.

ART. 73. (*Handelsbewerkingen.*)

De Commissie stelt voor volgend lid aan artikel 73 toe te voegen : « *Worden niet als een industriële bewerking aangezien, het branden van koffie, het schoonmaken, uitlezen, drogen of vermengen van koopwaren, alsmede het fijnstampen, het braken of het malen er van zonder onttrekking van stof.* »

ART. 74. (*Contrôle.*)

Om dezen tekst overeen te brengen met artikel 56 van het ontwerp, stelt de Commissie voor aan het tweede lid, na de woorden « het brevet van surnuméraire te hebben bekomen », toe te voegen : « *en handelende uit kracht van eene bijzondere machtiging vanwege den algemeenen bestuurder van dit beheer.* »

Om de inrichting van de heffing der taxe op de bebouwing aan te vullen, wordt volgend artikel ingelascht tusschen de laatste twee alinea's van artikel 74 :

« *Gelijke verplichtingen binden de landbouwers voor wat betreft de facturen en andere stukken dienende voor het heffen van de overdrachtsbelasting.* »

ART. 75. (*Bevoegdheid van de Regeering.*)

Aangenomen.

FACTUURZEGEL.**ART. 76. (*Contracten van werkonderneming.*)**

Zich aansluitend bij de beweegredenen in de Memorie van Toelichting uiteengezet, neemt de Commissie dit artikel aan.

Een lid heeft gevraagd dat het artikel zou aangevuld worden door eene bepaling tot bevordering van het bouwen van goedkoope woningen.

De Commissie heeft zich daarbij aangesloten.

Dienvolgens moet er eene bepaling toegevoegd worden aan artikel 9 van de wet van 10 Augustus 1923 die de gevallen van vrijstelling van factuurzegelrecht bepaalt.

Dit amendement komt echter beter bij artikel 82 van het ontwerp dat nog op een ander punt voornoemd artikel 9 wijzigt.

ART. 76^{bis}. (*Openbaarmaking in dagbladen en tijdschriften.*)

De Commissie stelt u voor den tekst, door de Regeering gewijzigd, goed te keuren, deze tekst luidt :

ART. 76^{bis}.

Wat betreft de inlasschingen van om 't even welke reclamen, aankondigingen, inlichtingen in de dagbladen, jaarboeken, tijdschriften, magazines, indicateurs en andere geregeld verschijnende schriften, alsook in de boeken en vlugschriften, is het recht van 1 t. h. verschuldigd en het afleveren eener factuur verplichtend, welke ook de hoedanigheid weze der handelende partijen, het bedrag van den prijs der inlassching en der wijze van betaling,

Bij contante betaling mag het kwijtschrift van den prijs gelden als factuur.

ART. 76^{ter}.

Het recht van 1 t.h. gevestigd bij de artikelen 76 en 76^{bis} wordt berekend zooals gezegd in artikel 46 der wet van 28 Augustus 1921.

ART. 77. (*Commissarissen.*)

Aangenomen.

ART. 78. (*Facturen uit het buitenland.*)

Aangenomen.

ART. 79. (*Bewerking in het buitenland.*)

Aangenomen.

ART. 80. (*Vrijstelling van het opmaken van factuur*

Een lid wijst er op dat de tekst door de Regeering voorgesteld voor lid 5 van het artikel onvolledig is.

Hij is van gevoelen dat, zoo het afleveren van eene factuur niet verplicht is voor de verkooping en door de landbouwers gedaan, wanneer zij niet aanleiding geven tot het heffen van eene overdrachtsbelasting, deze aflevering ook niet moet opgelegd worden wanneer de landbouwers aan elkaar waren overmaken voor de uitoefening van hun bedrijf, bij voorbeeld granen voor de bezaaiing.

Hij stelt voor in n° 3, de woorden door den landbouwer te vervangen : « *door of aan de landbouwers* ».

De meerderheid van de Commissie neemt dit amendement aan.

ART. 81. (*Eischbaarheid van het factuurzegel.*)

Aangenomen.

ART. 82. (*Vrijstelling.*)

Aangenomen.

Doch de Commissie, voor de redenen vermeld onder artikel 76 van het ontwerp, stelt voor dit artikel aan te vullen als volgt :

Artikel 82 door den volgende tekst aan te vullen :

Aan artikel 9 der wet van 10 Augustus 1923 wordt toegevoegd :

4° De facturen betreffende overeenkomsten voor het bouwen van onroerende goederen, wanneer zij tot voorwerp hebben sommen verschuldigd door eene maatschappij voor werkmanswoningen beheerd door de wetten van 9 Augustus 1889 en van 30 Juli 1892, door de Nationale Maatschappij voor goedkoop woningen en woonvertrekken, door eene toegelaten gewestelijke of plaatselijke maatschappij, alsmede door particulieren die de premien ontvangen toegekend door de Regeering tot aanmoediging voor het bouwen van goedkope woningen.

ART. 83. (*Duplicata van facturen.*)

Aangenomen.

ART. 84. (*Terugbetalingen.*)

Door een amendement aan de Commissie overgemaakt na de indiening van het wetsontwerp, stelt de Regeering voor de opsomming van de artikelen van de wet van 1921, die in den tekst is ingelascht, aan te vullen met de woorden : *en de tweede alinea van artikel 85.*

De Commissie neemt het aan, daar zij oordeelt dat dit amendement voor doel heeft eenheid te brengen tusschen de regelen die de heffing van de overdrachtsbelasting beheerschen en deze die het factuurzegel regelen; zij beslist u voor te stellen den verbeterden tekst, u door de Regeering onderworpen, goed te keuren.

WEELED TAXE

Algemeene aanmerkingen.

Onderscheidene amendementen op de teksten, door de Regeering voorgesteld, werden door de Commissie goedgekeurd.

Deze had ten doel :

1. De van kracht zijnde teksten aan te passen aan de prijzen van de tegenwoordige levensduurte.

2. Door de verhooging van sommige taxes, aan de Regeering hetzij nieuwe geldmiddelen verschaffen, hetzij vergoedingen wegens taxe-verminderingen door de Commissie toegestaan.

3. Sommige onregelmatigheden doen verdwijnen, welke de toepassing van de bestaande wetgeving aan het licht heeft gebracht.

Vermits het verdwijnen dezer onregelmatigheden moet geschieden bij wijze van Koninklijk besluit, is het overbodig bij de amendementen betreffende dit punt te blijven staan.

De regeling door de Commissie aangenomen, blijkt uit hetgene volgt.

Art. 85.

De meerderheid der Commissie, in overleg met sommige leden, is het eens over hetgene volgt :

1. Kan niet als weeldeuitgave worden beschouwd een eetmaal kostende minder dan 15 frank, de huur van eene kamer in een hotel ten bedrage van minder dan 20 frank, een pension van minder dan 40 frank daags.

2. Het bedrag van de taxe, in beginsel gesteld op 6 t. h., wordt op 12 t. h. gebracht wanneer de uitgave voor eetmaal, kamer en pension respectievelijk de sommen overschrijdt van 25.50 en 75 frank.

3. Elke uitgave in pasteibakkerswinkels en tea-rooms moet worden getroffen door het hoogste percentage, wanneer de uitgave 10 frank overschrijdt.

De Commissie, om alle misverstand te vermijden, doet opmerken dat de tekst dien zij u voorstelt, steeds verband houdt, zooals is gezegd bij artikel 38, § 1, der organieke wet van 28 Augustus 1921, tot de uitgave per persoon gedaan.

Dienvolgens wordt het gedeelte van den tekst van § 1, begrepen tusschen de eerste en de laatste alinea's vervangen als volgt :

« *Echter, voor wat betreft de uitgaven, gedaan in hotels, spijshuizen en andere gelijksoortige inrichtingen, worden de bedrage van 10, 15 en 30 frank, naar luid van artikel 38, § 1, der wet van 28 Augustus 1921, vervangen door die van 15, 20 en 40 frank, en het recht wordt gebracht op 6 t. h.*

» *Dit recht wordt tot 12 t. h. opgevoerd, indien de prijs van het eetmaal, van de kamerhuur of van het pension onderscheidenlijk meer dan 25, 50 en 75 frank bedraagt.*

» *Voor wat betreft de uitgaven gedaan in pasteibakkerswinkels, tea-rooms en andere gelijksoortige inrichtingen, wordt het recht gebracht op 12 t. h. wanneer het bedrag der uitgaven 10 frank per eetmaal en per persoon overschrijdt.*

» *Het recht berekend tegen den rentevoet van 12 t. h. uit krachte van de vorige twee alinea's, wordt gekwet van 5 tot 5 frank, zonder beperking, om het bedrag der betaalde som, afgezien van de breuk kleiner dan 5 frank.*

» Aan een vast recht van fr. 0,20 zijn onderhevig, de kwijtschriften betreffende uitgaven waarvan het bedrag niet de minima van bovenvermelde 10, 15, 20 en 40 frank overschrijdt. »

Art. 86. (*Gaarkoks*.)

De stemming door de Commissie op artikel 85 uitgebracht, geeft aanleiding tot de wijziging van den tekst.

De Commissie stelt voor :

1° Toe te voegen, na de woorden « 6 t. h. », de woorden « of 12 t. h. » volgens het onderscheid gemaakt bij §§ 1 en 2 van artikel 85.

2° Aan het slot van de voorlaatste alinea te doen wegvallen de woorden : « wanneer de uitgave 10 frank per eenmaal en per persoon overschrijdt. »

Art. 87. (*Vrijstelling.*)

Aangenomen.

Art. 88, 89, 90. (*Beginselen bij de inning.*)

Aangenomen.

Art. 91. (*Herstelling.*)

Aangenomen.

Art. 92. (*Afnemingen door een handelaar gedaan.*)

Aangenomen.

Art. 93. (*Niet samenvoeging van taxen.*)

Aangenomen.

Art. 94 en 95 (*Grondslagen van het recht.*)

Aangenomen.

Art. 96. (*Vrijstelling.*)

De Commissie sluit zich aan bij het amendement door de Regeering ingediend en luidende :

De weelde-taxe is niet verschuldigd wanneer de globale prijs der weeldevoorwerpen begrepen in een enkelen verkoop 10 frank niet bereikt.

Art. 96^{bis}. (*Invaliden.*)

De Commissie sluit zich aan bij het amendement voor de Regeering voorgestelden luidende :

Van de weelde-taxe zijn vrijgesteld de automobielen gekocht door de groote oorlogsverminkten om door hen gebruikt te worden als persoonlijk verkeersmiddel. Een Koninklijk besluit regelt de voorwaarden van toepassing der vrijstelling.

Art. 97 en 98. (*Vrijstellingen.*)

Aangenomen.

Art. 99. (*Klasseering der weeldeartikelen.*)

Aangenomen.

Art. 100. (*Heffing van de taxe op den kleinhandelaar.*)

Aangenomen.

ART. 101 en 102. (*Uitvoering.*)

Aangenomen.

ZEGELRECHT OP DE KWIJTSCHRIFTEN VAN HONORARIËN.

ART. 103. (*Bedrag van het recht.*)

Eenige leden hebben voorgesteld het bedrag van het thans geheven recht niet te verhoogen. Zij beweren dat alle verhoogingen waartoe men besluit feitelijk op den cliënt zullen neerkomen, die als belastingbetaler reeds zoo veel te dragen heeft.

Met het oog op de begrootingsnoodwendigheden, heeft de Commissie gemeend zich daarbij niet te kunnen aansluiten.

*
* * *

Een lid wijst er op dat in de som, bij voorbeeld door den advocaat van zijn cliënt geëischt, vaak de sommen begrepen zijn door hem zelf betaald aan den pleitbezorger, aan den deurwaarder, enz. Hij vreest dat het aannemen zonder meer van den voorgestelden tekst zal leiden tot eene tweede taxatie van dezelfde som.

De opmerking is gegrond.

De Commissie besluit de woorden *loonen of voorschotten* in het eerste lid van artikel 103 te doen wegvallen.

Het blijft echter wel verstaan dat, wanneer een kwijtschrift tegelijkertijd betrekking heeft op cereloonen en op voorschotten, het recht van l. t. h. betaald wordt op het bedrag van de eerste en het gewone kwijtingsrecht van 20 centiem per 500 frank van de tweede geëischt wordt.

ART. 104. (*Vereffening van het recht.*)

Aangenomen.

ART. 105.

De aanneming van het amendement tot opheffing van de woorden *voorschotten*, in artikel 103, heeft dit artikel nutteloos gemaakt.

ART. 106. (*Beginsel van invorderbaarheid.*)

Aangenomen.

ART. 107. (*Gedeeltelijke betaling.*)

Aangenomen.

ART. 108. (*Duplicata.*)

Aangenomen.

ART. 109. (*Verplichtend kwijtschrift.*)

De tekst van het 3^e lid van artikel 109 gaf aanleiding tot enkele opmerkingen.

Uw verslaggever wordt aangezocht de draagkracht der voorgestelde maatregelen nader te doen bepalen.

In overleg met de Regeering stelt hij u een nieuwen tekst voor die voor doel heeft :

1^o Goed te doen uitschijnen dat, wat betreft het aanbrengen van het zegel, de personen onderworpen aan eene beroepstucht zullen vrijgesteld zijn van het

afleveren van een kwijtschrift in al de gevallen waarbij zij die vrijstelling genieten voor de toepassing van de wet betreffende de bedrijfsbelasting;

2^o Als compensatie, de heffing te verzekeren van de belasting door de betaling ineens van een recht van 1 t. h. op het geheel bedrag van de honorariën voor dewelke geen kwijtschrift werd afgeleverd.

De modaliteiten van deze betaling zouden door de Regeering geregeld worden krachtens lid 2 van artikel 110.

De tekst van lid 3 welke de Regeering u voorstelt goed te keuren zou luiden :

De andere bepalingen van het artikel werden zonder bespreking aangenomen.

ART. 110. (*Uitvoering.*)

Aangenomen.

ART. 111. (*Intrekking van vroegeren wettekst.*)

Aangenomen.

BELASTING VOOR AANPLAKKING.

ART. 111^{bis}.

De bepalingen die u door de Regeering onder vorm van amendement worden voorgelegd :

1^o eerbiedigen de maatregelen getroffen door de wet van 24 Augustus 1919 tot bescherming van de landschappen;

2^o schaffen den geregelenden terugkeer van de aanplakking af, in de mate waarin de opgedane ervaring dit toelaat;

3^o verhoogden het bedrag derzelve, behalve voor de plakbrieven op gewoon papier;

4^o doen sommige gevallen van onderscheid, en andere spitsvondigheden, welke de opbrengst van de belasting bemoeilijkten, verdwijnen.

De Commissie beslist u voor te stellen de u door de Regeering overgemaakte teksten goed te keuren. Zij luiden :

ART. 111^{bis}.

Artikel 2 der wet van 24 Augustus 1919 op de belasting voor aanplakking, gewijzigd bij artikel 33 der wet van 28 Augustus 1921, wordt door de volgende bepaling vervangen :

ART. 2. — *De plakbrieven op gewoon papier zijn onderhevig, voor elke aankondiging, aan eene belasting van 10 centiem per 20 vierkante decimeter of breuk van 20 vierkante decimeter.*

ART. 111³.

Artikelen 3 en 4 van voormelde wet van 24 Augustus 1919 worden door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 3. — *De plakbrieven die om 't even welke bewerking ondergaan hebben, ten einde den duur er van te verzekeren, hetzij het papier vervormd of bereid werd, hetzij zij beschut zijn door glas, vernis of eene andere stof, hetzij men ze vóór hunne aanplakking op karton, op linnen, op eene metalen plaat, enz. geplakt hebbe, de plakbrieven op karton, op hout, op metaal, op porcelein of op glas, de plakbrieven op muren, de licht-aankondigingen en, meer in 't algemeen, alle*

andere plakbrieven dan die hiervoren in artikel 2 en hierna in artikelen 4 en 5 vermeld, zijn onderhevig voor iedere aankondiging en voor gansch kunnen duur aan eene belasting waarvan het bedrag volgenderwijze is vastgesteld, te weten :

Indien de afmeting der aankondiging 1 vierkante meter niet overschrijdt, 40 centiem per 20 vierkante decimeter of breuk van 20 vierkante decimeter ;

Indien de aankondiging 1 vierkante meter overschrijdt zonder 6 vierkante meter te boven te gaan, 3 frank per vierkante meter of breuk van vierkante meter ;

Indien de aankondiging 6 vierkante meter overschrijdt zonder 10 vierkante meter te boven te gaan, 4 frank per vierkante meter of breuk van vierkante meter ;

Indien de aankondiging 10 vierkante meter overschrijdt, 5 frank per vierkante meter of breuk van vierkante meter.

ART. 4. — De licht-aankondigingen en de aankondigingen bij middel van licht-projecties, met meervoudige en afwisselende reclamen, zijn onderhevig, welke ook het getal der aankondigingen weze, aan eene jaarlijksche belasting gelijk aan vijfmaal de belasting gevestigd bij voorgaand artikel.

ART. 444¹.

De eerste alinea van artikel 5 van hoogerbedoelde wet van 24 Augustus 1919 wordt door het volgende vervangen : « De plakbrieven van allen aard vermeld in artikelen 3 en 4, aangeplakt of aangebracht op eenig deel van gebouwd of ongebouwd onroerend goed, huizen of afsluitingsmuren uitgezonderd, buiten een omtrek van 100 meter rond iedere agglomeratie van huizen of van gebouwen, zijn onderhevig aan eene jaarlijksche bijzondere belasting, bepaald als volgt. »

ART. 444².

Het secundo van artikel 7 van hoogerbedoelde wet wordt ingetrokken ; het tertio dier bepaling wordt het secundo.

De eerste alinea van artikel 8 wordt vervangen door hetgene volgt : Elke aanplakking gedaan of behouden vóór de betaling der belasting wordt gestraft met eene boete gelijk aan 26 maal de ontdoken belasting, zonder dat zij minder dan 100 frank moge bedragen.

In de derde alinea van artikel 10, worden de woorden « binnen zes maanden volgende op » vervangen door de woorden « binnen de maand volgende op ».

In het primo van artikel 11, worden de woorden « en de openbare instellingen » bijgevoegd ; het secundo en het quinto van dit artikel worden ingetrokken ; het tertio, quarto, sexto en septimo worden respectievelijk het secundo, tertio, quarto en quinto ;

In den eersten volzin van de eerste alinea van artikel 12 wordt het woord « jaarlijksch » weggelaten.

ART. 444³.

De plakbrieven aangeplakt vóór 1 Januari 1926 mogen behouden worden, te weten :

1^o Degene voor dewelke de belasting voor aanplakking gekreten werd bij middel van plakzegels, tot 31 December 1927 ;

2^o Degene die de jaarlijksche belasting ondergaan hebben, tot aan het verstrijken van het tijdperk voor hetwelk deze belasting betaald werd ;

3^o Degene die van de belasting voor aanplakking vrijgesteld waren krachtens artikel 7, 2^o, der wet van 24 Augustus 1919 en die er door deze wet aanonderworpen zijn, tot 30 Juni 1926.

Indien de plakbrieven hiervoren vermeld onder nummers 1, 2 en 3 nog aangeplakt zijn na het verstrijken van den tijd voorzien door deze beschikkingen, dan moet de belasting wegens aanplakking gekweten worden tegen het bedrag bepaald door deze wet en volgens de wijze geregeld door de Koninklijke besluiten van uitvoering.

De strafbepalingen opgelegd bij artikel 8 der wet van 24 Augustus 1919, gewijzigd door artikel 111^a dezer wet, zullen toepasselijk zijn, mits, voor de beweegbare plakbrieven, vallende in de onder tertio hierboven bedoelde reeks, de eischbare boete en het eischbaar recht slechts van den gebruiker der plaats, waar de plakbrief aangeplakt is, mogen geëischt worden. »

TITEL II

REGISTRATIE- EN HYPOTHEEKRECHTEN

ART. 112. (*Verhooging van de vaste rechten.*)

Aangenomen.

ART. 113. (*Verhooging der evenredige rechten.*)

Door een amendement stelt de Regeering voor het recht met 2 deciem te verhoogen.

De Commissie beslist u voor te stellen den tekst, door de Regeering gewijzigd, goed te keuren.

ART. 114. (*Minimum.*)

Aangenomen.

ART. 115. (*Verhoogingen.*)

Aangenomen.

ART. 116. (*Boeten.*)

Aangenomen.

ART. 117. (*Hypotheek-inschrijvingen.*)

Aangenomen.

ART. 118. (*Borgstelling voor credietopening.*)

Aangenomen.

ART. 119. (*Handelszaken.*)

Door een amendement, stelt de Regeering voor het bedrag van 5 frank per 100 frank te vervangen door het bedrag van 6 frank per 100 frank.

De Commissie beslist u voor te stellen den tekst, door de Regeering gewijzigd, goed te keuren.

ART. 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126. (*Huurovereenkomsten.*)

Aangenomen.

ART. 127. (*Maatregelen tegen het bedrog.*)

Aangenomen.

ART. 128, 129, 130, 131. (*Afstand van aandeeleu-obligatiën.*)

Aangenomen.

ART. 132, 133, 134, 135. (*Schepen.*)

Aangenomen.

ART 136, vervolg. (*Schepen.*)

Een lid verklaart dat de heffing van het registratierecht van 1 t. h., welke thans gedaan wordt, heel dikwijls het inschepen belet onder Belgische vlag, omdat al de hooge kosten worden opgelegd aan de koopers van schepen vareud onder vreemde vlag. Aldus in een geval van aankoop dat hij aanhaalt, zou de som van het te betalen recht 700,000 frank hebben bedragen. Zonder zich te verzetten tegen het beginsel van eene verhooging van het recht, vraagt dit lid toch dat het recht niet een maximum van 20,000 frank zou overschrijden, of dat er ten minste een degressief tarief zou vastgesteld worden.

De Commissie verwerpt het voorstel een maximum van 20,000 frank in den tekst van het artikel in te lassen.

Uw verslaggever, aangezocht om te doen onderzoeken of de aanneming van een degressief tarief practisch mogelijk is, heeft de Regeering een ontkennend antwoord gekregen, omdat het tot den aard zelf der registratierechten behoort geëvenredigd te zijn aan het bedrag van de sommen of waarden die het voorwerp zijn van een overdracht.

De Regeering heeft hem bovendien doen opmerken dat artikel 139 van het ontwerp de overdrachtsbelasting die thans den aankoop van een schip bezwaart, afschaft. Dienvolgens worden door het voorgestelde recht van 2 t. h. eenvoudig de overdrachtsbelasting en het huidige registratierecht saamgebracht onder één vorm van belasting.

De Commissie beslist nochtans hare toetreding tot het beginsel van het afnemend bedrag te handhaven.

Zij heeft de eer u voor te stellen een amendement te stemmen, welk de slot-alinea zou uitmaken van het artikel waarover gij zult moeten uitspraak doen :

1° Aan den tekst van artikel 136 toe te voegen : « *indien de prijs niet 10 miljoen overschrijdt* » :

2° Den tekst, zooals hij in het ontwerp is gesteld, aan te vullen door de volgende alinea :

« *Indien de prijs 10 miljoen verschrijdt, is het recht bepaald als volgt :*

Op de eerste 10 miljoen... 2 t. h.

Op de volgende 10 miljoen... 1.75 t. h.

Op de volgende 10 miljoen... 1.50 t. h.

Op de volgende 10 miljoen... 1.25 t. h.

Op de overige millioenen... 1 t. h. »

ART. 137, 138, 139. (*Schepen, vervolg.*)

Aangenomen.

ART. 140. (*Machtiging om van naam te veranderen.*)

Aangenomen.

ART. 141. (*Naturalisatiën en verwerving van de nationaliteit van Belg.*)

Een lid deed opmerken dat de heffing van de in het ontwerp voorziene rechten zeer bezwaarlijk is voor de behoeftigen die de naturalisatie moeten aanvragen om bijvoorbeeld het pensioen te kunnen trekken verleend door de mijnwerkerskas.

Ten einde alle misverstand te vermijden in den loop der behandeling, herinnert de Commissie er aan dat de u onderworpen tekst reeds, bij alinea 5, voorziet dat de verkrijging van de hoedanigheid van Belg, bij wege van verklaring, vrijgesteld is van registratierecht in geval van behoefte door den burgemeester bevestigd.

Doch, de door een harer leden uiteengezette beschouwingen aannemende, beslist de Commissie den u onderworpen tekst te wijzigen en, dienvolgens, stelt zij u voor na de 3^e alinea van het artikel een nieuwe alinea toe te voegen, luidende :

« De rechten van 2,000, 1,500 en 500 frank bij dit artikel voorzien worden tot op de helft verminderd wanneer het bedrag van de inkomsten van den betrokkene niet het dubbel overschrijdt van het minimum der van supertaxe vrijgestelde inkomsten, in uitvoering van de samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen.

ART. 142. (*Openbare verkoop van roerende voorwerpen.*)

Aangenomen.

ART. 143. (*Afstand van de gemeenschap van muur.*)

Aangenomen.

ART. 144. (*Boeten. — Samenhoorigheid.*)

Aangenomen.

TITEL III.

GRIFFIERECHTEN.

ART. 145, 146, 147, 148, 149.

Aangenomen.

TITEL IV.

GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALING VOOR DE ZEGEL-,
REGISTRATIE- EN GRIFFIERECHTEN.

ART. 150.

Aangenomen.

TITEL V.

Successierechten.

ART. 151.

Het onderzoek van dit artikel gaf aanleiding tot hevige betwisting. Tijdens dit onderzoek werd, eenerzijds, grondige wijziging voorgesteld in het door de Regeering vooropgezette tarief, en anderzijds, de eenvoudige goedkeuring van het tarief dat het gemeenschappelijk werk is van de Regeering.

De gewijzigde tekst van het tarief, die in het ons voorgelegde ontwerp werd gelascht, luidt als volgt :

ART. 151.

De tarief-tabel, vermeld bij artikel 19 der wet van 28 Augustus 1921, wordt vervangen door de volgende tabel :

Tarief toepasselijk op het netto gedeelte begrepen tusschen :	GRAAD VAN VERWANTSCHAP.				
	Recht- streeksche linie.	Broeder, zuster, echtgenoot zonder kinderen.	Oom, moei, neef, nicht.	Groot-oom, groot-moei, klein-neven.	Onder andere personen.
	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.
Tot 10,000 frank . . .	2.5	9	11	13	18
Van 10 tot 20,000 » . .	3	10.5	13	15.5	21
Van 20 tot 30,000 » . .	3.5	12	15	18	24
Van 30 tot 40,000 » . .	4	13.5	17	20.5	27
Van 40 tot 50,000 » . .	4.5	15	19	23	30
Van 50 tot 100,000 » . .	5	16.5	21	25.5	33
Van 100 tot 200,000 » . .	5.5	18	23	28	36
Van 200 tot 300,000 » . .	6	19.5	25	30.5	39
Van 300 tot 400,000 » . .	6.5	21	27	33	42
Van 400 tot 500,000 » . .	7	22.5	29	35.5	45
Van 500 tot 600,000 » . .	7.5	24	31	38	48
Van 600 tot 700,000 » . .	8	25.5	33	40.5	51
Van 700 tot 800,000 » . .	8.5	27	35	43	54
Van 800 tot 900,000 » . .	9	28.5	37	45.5	57
Van 900 tot 1 miljoen . .	9.5	30	39	48	60
Van 1 tot 2 miljoen . . .	10	31.5	41	50.5	63
Van 2 tot 3 miljoen . . .	11	33	43	53	66
Van 3 tot 4 miljoen . . .	12	34.5	45	55.5	69
Van 4 tot 5 miljoen . . .	13	36	47	58	72
Van 5 tot 10 miljoen . . .	14	37.5	49	60.5	75
Meer dan 10 miljoen . . .	15	39	51	63	78

Het gedeelte van dit tarief betreffende de rechten op de successie in rechte linie werd aangenomen als volgt : 12 voor, 11 tegen en 2 onthoudingen.

Het gedeelte van dit tarief betreffende de rechten op de erfenissen in de zijlinie werd aangenomen als volgt : 12 voor, 11 tegen en 2 onthoudingen.

Tijdens de lezing, ter vergadering van de Commissie, van het u voorgelegde verslag, werd de tekst tot wijziging van artikel 151 van het wetsontwerp, opnieuw ter stemming gebracht na eensgezind besluit in dien zin, teneinde nauwkeurig vast te stellen welke de meening van de werkelijke meerderheid der leden van de Commissie was.

De tekst werd toen verworpen door 10 leden voor en 10 tegen stemden.

De leden die de vergadering van de Commissie bijwoonden, nemen er met algemeene stemmen akte van dat sommige leden opnieuw uiting gegeven hebben aan hunne meening dat de voorstellen van de Regeering bemiddelingsvoorstellen waren; zij zeiden dat zij niet verder konden gaan in zake erfenisrechten.

Met 14 stemmen tegen 5 besloot de Commissie in het verslag te vermelden dat :

De meerderheid der leden waren integendeel van oordeel dat het wenschelijk zou zijn dat de verdere besprekingen tot een verstandhouding tusschen de tegenstrijdige meeningen mochten leiden.

ART. 152. (*Prijscourant.*)

Aangenomen.

ART. 153. (*Maatregelen tegen bedrog.*)

Aangenomen.

ART. 154. (*Brandkassen.*)

De Regeering heeft twee amendementen neergelegd.

Het eerste geldt de afschaffing van een woord dat nutteloos geacht werd.

Het tweede schaft eene bepaling af van het ontwerp die er naar streefde de gemeenschappelijke inhuurneming te verbieden. Deze afschaffing doet in niets afbreuk aan de bepalingen van artikel 30 van de wet van 11 October 1919 betreffende de mede-huurders; zij vermindert in niets de draagkracht van de bestaande en van de voorgestelde maatregelen.

TITEL VI.

TAXE OP DE VEREENIGINGEN ZONDER WINSTGEVEND DOEL EN OP DE INSTELLINGEN TEN ALGEMEENEN NUTTE.

ART. 155.

Aangenomen.

TITEL VII.

SCHEEPVAARTRECHTEN.

ART. 157.

Een lid doet opmerken dat de helling van het hooge weggeld den prijs van de vervoerde koopwaren of stoffen zal verhoogen.

Een lid antwoordt dat de Regeering geldmiddelen noodig heeft.

Een lid antwoordt dat het weggeld thans eene loonende taxe is voor de uitgaven aan de Regeering opgelegd voor het aanleggen of onderhouden der waterwegen. Hij voegt er bij dat men de verhooging van de spoorweg- en posttarieven niet mag vergeten.

De Commissie neemt dit artikel aan evenals de artikelen 158, 159, 160 en 161.

TITEL VIII.

STRAFRECHTELIJKE GELDBOETEN.

ART. 162.

Aangenomen.

ALGEMEENE BEPALINGEN

ART. 163.

De nieuwe tekst door de Regeering voorgesteld heeft voor doel het van kracht maken van verschillende bepalingen van de wet, met inachtneming van de noodwendigheden van materieelen aard waarvan de uitvoering afhankelijk is.

De Commissie doet opmerken dat het cijfer 9, dat in de 1^e alinea van het voorgestelde artikel te vinden is, nog — bij vergissing — voorkomt in de 2^e alinea van hetzelfde artikel, en het dus, op die plaats, moet weggelaten worden.

De Commissie stelt voor dezen tekst aan te nemen.

De tekst van dit verslag werd door de Commissie goedgekeurd.

De Verslaggever,
LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,
ÉMILE BRUNET.

ANNEXE I

BIJLAGE I

ERRATA

au
texte du projet de loi.

ART. 14.

Lire : « L'amende édictée par les articles 56, 37... », au lieu de : « L'amende édictée par les articles 37... ».

ART. 18, 4^e alinéa.

Lire : « extraits de compte *semestriels* », au lieu de : « extraits de compte semestriel ».

ART. 21.

Lire : « les extraits de *compte* », au lieu de : « les extraits de *comptes* ».

ART. 27, 1^o.

Lire : « ... et au 1^{er} alinéa de l'article 26 de la présente loi », au lieu de : « ... et au 1^{er} alinéa de l'article 25 de la présente loi ».

VERBETERINGEN

aan den tekst
van het wetsontwerp.

ART. 14.

Lees : « De geldboete, opgelegd bij de artikelen 56, 37... », in plaats van : « De geldboete, opgelegd bij de artikelen 37... ».

ART. 18, 4^e alinea.

Lees : « die aan hunne cliënten slechts *halfjaarlijksche uittreksels van rekening* », in plaats van : *slechts uittreksels van halfjaarlijksche rekening* ».

ART. 20, laatste alinea.

Lees : « Daarenboven, zijn de *overtreders...* » in plaats van : « Daarenboven, zijn de *overheden...* »

ART. 35.

Lees als volgt : « Bij wijziging van artikel 29 der wet van 28 Augustus 1921, wordt het zegelrecht, waaraan de op een bankier getrokken cheks en de overboekingsbons of mandaten onderworpen zijn, op 20 centiem gebracht »

ART. 36, 2°.

Lees : « Verhandelbare briefjes, welke niet gedagteekend zijn en *waarop de betaaldatum...* », in plaats van : « Verhandelbare briefjes, welke niet gedagteekend zijn en waarop *bij de betaaldatum...* ».

ART. 37.

Lees : « Voor elke overtreding van de bepalingen *van* voorafgaand artikel, ... », in plaats van : « Voor elke overtreding van de bepalingen *bij* voorafgaand artikel, ... ».

ART. 39, 3° alinea.

Lees : « ... eene boete beloozen *gelijk aan twintigmaal het ontdoken recht*, zonder... », in plaats van : « ... eene boete beloozen *gelijk aan een twintigste van de som welke aan de heffing van het recht tot grondslag ligt*, zonder... ».

ART. 42, 1° alinea.

Lees : « ... en een verkoop van *gelijkaardige openbare effecten...* », in plaats van : « ... en een verkoop van *gelijkaardige effecten...* ».

ART. 52.

Lees : « ... op elke verrichting *van aankoop of verkoop van vreemde deviezen of munten gedaan door bemiddeling van bankiers...* », in plaats van : « ... op elke verrichting *van verkoop en aankoop van deviezen of vreemde munten gedaan door de bankiers...* ».

ART. 53, 1^{re} alinéa.

Lire : « ... par le vendeur *et* par l'acheteur. », au lieu de : « ... par le vendeur *ou* par l'acheteur. ».

ART. 53.

1° alinea. — **Lees als volgt :** « Het recht is, in geval van verkoop of van aankoop, afzonderlijk verschuldigd door den verkooper en door den aankoper. »

4° alinea. — **Lees :** « Indien *een der verstrekte prestaties* uit nationale munt bestaat, ... » in plaats van : « Indien *een der prestaties door de handelende partijen verstrekt* uit nationale munt bestaat, ... ».

Laatste alinea. — **Lees als volgt :** « Indien beide prestaties uit buitenlandsche munten of deviezen bestaan, door de waarde in Belgische franken van de door den vakman afgestane munten of deviezen, waarde bepaald volgens den laatsten middelmatigen wisselkoers vastgesteld door de bankiers vergaderd in kamer van schuldvergelijking te Brussel. »

ART. 57, 2° alinéa.

Lire : « La remise *de* biens... », au lieu de :
« La remise *des* biens... ».

ART. 55.

Lees : ... der artikelen 15 tot 26... », in
plaats van : « ... der artikelen 25 tot 26... ».

ART. 57.

1° alinea. — Lees : « *Voor* de openbaar bij
opbod... », in plaats van : « *Van* de openbaar
bij opbod... ».

2° alinea. — Lees : « ... met *uitsluitelijk*
doel ze openbaar bij opbod of bij afbod te
verkoopen... », in plaats van : « ... met *het*
doel ze openbaar bij opbod of bij afbod te
doen verkoopen... ».

ART. 58.

1° alinea. — Lees : « ... onderworpen aan
een vooruit vastgestelde taxe van 2 t. h.,
ten laste van industrieelen, commercieelen of
landbouwverbruiker, en meer in het alge-
meen... », in plaats van : « ... onderworpen
— aan een vooruit vastgestelde taxe van
2 t. h. ten laste van den *nijveraar — hande-
laar — of landbouwer —* verbruiker, *of* meer
in het algemeen... ».

2° alinea. — Lees : « Zij is niet eischbaar
bijaldien deze zich bevindt *in* een... », in
plaats van : « Zij is niet eischbaar bijaldien
deze zich bevindt *is* een. . »

ART. 59.

Lees : « In afwijking van artikel 58, wordt
het *in België* gezwingeld vlas en de daarvan
voortkomende *kroten*... », in plaats van :
« ... wordt het gezwingeld vlas en het daar-
van voorkomend werk... ».

ART. 60, 1° alinéa.

Ajoutez un *point-virgule* après le mot « *indi-
gène* ».

ART. 60, 3° alinea.

Lees : « ... zoo zij hem rechtstreeks *wordt*
verkocht... », in plaats van : « ... zoo zij hem
rechtstreeks *werd* verkocht... »

ART. 62.

1° alinea. — Lees : « Een eenige taxe *van*
1 t. h. wordt... », in plaats van : « Een eenige
taxe wordt... ».

2° alinea. — Lees : « De taxe wordt gekwe-
ten *ter gelegenheid* van de aangifte van inver-
bruikstelling of *van den* verkoop... », in plaats
van : « De taxe wordt gekweten *bij* de
aangifte van inverbruikstelling of *van* ver-
koop... ».

ART. 68.

Au 2^e alinéa du 2^e de l'article 49^{bis}. — Lire : « *fabrikant* », au lieu de : « *marchand* ».

ART. 70, 2^e alinéa.

Lire : « ... déroger aux prescriptions des articles 52 et 53 ... », au lieu de : « ... « déroger aux prescriptions des articles 52 et 53 . . » ».

ART. 80.

1^{er} alinéa. — Lire : « Le paragraphe 2 de l'article 7... », au lieu de : Le paragraphe 3 de l'article 7... ».

ART. 63.

4^e alinea. — Lees : « ... naar gelang de schommelingen *van den prijs van het vee...* », in plaats van : « naar gelang de schommelingen *van den kleinhandelsprijs* ».

5^e alinea. — Lees : « De taxe is eischbaar *op het oogenblik van de slacht-aangifte . .* », in plaats van : « De taxe is eischbaar *van af de aangifte van het slachten...* ».

ART. 68.

2^e alinea van 2^e van artikel 49^{bis}. — Lees : « *fabrikant* » in plaats van : « *koopman* ».

5^e alinea van 2^e van artikel 49^{bis}. — Lees : « *het boek van uitgaande facturen* », in plaats van : « *uitgaande facturen* ».

ART. 71, voorlaatsten regel.

Lees : « ... of hun datum ... », in plaats van : « of van hun datum ... ».

ART. 73.

Lees : « *Voor de toepassing van...* », in plaats van : « *met toepassing van...* ».

ART. 77.

§ 3. — Lees als volgt : « Voor de toepassing van deze wet wordt als commissionaris beschouwd, niet alleen hij die handelt in zijn eigen naam of onder een socialen naam voor rekening van den lastgever, maar ook hij die handelt in naam van zijnen lastgever, indien hij, te welken titel ook, een factuur, een verkoopnota of om 't even welk ander gelijksoortig geschrift van den verkooper ontvangt of aan den kooper zendt. »

§ 4. — Lees : « Voor de heffing van *het* factuur-zegelrecht... », in plaats van : « Voor de heffing van *een* factuur-zegelrecht... »

ART. 80, 1^e alinea.

Lees : « Paragraaf 2 van artikel 7... », in plaats van : « Paragraaf 3 van artikel 7... ».

ART. 85.

§ 1, 1^e alinea. — Lees : « zal blijven geheven worden », in plaats van : « blijft invoege ».

§ 2. — Lees : « Het kwijtschriftzegelrecht » in plaats van : « Het kwijtschriftzegel »; — « zal blijven geheven worden » in plaats van : « blijft in voege »; — « onder dit voorbehoud », in plaats van : « onder deze wijziging ».

ART. 87.

Lees : « die onderhevig zijn aan de *taxe* op de vertooningen » tegen het maximumbedrag *dezer* » in plaats van : « die onderhevig zijn aan de *taxes* op de vertooningen tegen het maximumbedrag ».

ART. 89.

1^{er} alinea. — Lees : « Worden toepasselijk gemaakt op de weeldetaxe », in plaats van : « Vallen onder de toepassing van de weeldetaxe ».

2^e alinea. — Lees : « wordt op de weeldetaxe toepasselijk gemaakt », in plaats van : « wordt aan de weeldetaxe van toepassing ».

3^e alinea. — Lees : « wordt op zelfde *taxe* toepasselijk gemaakt », in plaats van : « is aan zelfde *taxe* toepasselijk ».

4^e alinea. — Lees : « artikel 3 », in plaats van : « artikel 6 » en « van het zegelrecht op de kwijtbrieven », in plaats van : « van het recht op de kwijtbrieven ».

ART. 92.

Lire : « *et dans les mêmes conditions* », au lieu de : « *et dans les conditions* ».

ART. 93.

Lees : « van de *overdrachtstaxe* van 1 t. h. en van het « *faktuurzegel* », in plaats van : « van de *verdrachtstaxe* van 1 t. h. en van deno *faktuurzegel* ».

ART. 94.

Lees : « *vereffend* », in plaats van : « *betaald* ».

ART. 95.

Lees : « *vereffend* », in plaats van : « *betaald* ».

ART. 101, 1^e alinea.

Lees : « De Regeering bepaalt den datum *vanaf* denwelke », in plaats van : « De Regeering bepaalt den datum *na* denwelke »; — « alles *wat* betrekking *heeft op* het bewaren *en het vertoonen* », in plaats van : « alles *met* betrekking tot het bewaren *en te voorschijn brengen* ».

ART. 103.

Lees : « leeraars », in plaats van : « *leeraarts* ».

ART. 110.

Lees : « in een *bepaald* boekje of register », in plaats van : « in een boekje of register ».

ART. 121, 2^e alinea.

Plaats een : Achter het woord « *geschiedt* ».

ART. 125.

Lees : « wordt het recht geheven op de sommen *gezamenlijk in het proces-verbaal begrepen* », in plaats van : « wordt het recht *geheven op de sommen samengesteld in het proces-verbaal* ».

ART. 128.

Reporter après l'expression « *en général* » la virgule qui la précède.

ART. 128.

Lees : « zijn vrijgesteld van de *formaliteit* », in plaats van : « zijn vrijgesteld van de *formaliteiten* ».

ART. 129, 2^e alinea.

Lees : « Het recht wordt *vereffend* », in plaats van : « Het recht wordt *betaald* ».

ART. 131, 2^e alinea.

Lees : « moet het registratierecht op *de ontoereikendheid* worden betaald », in plaats van : « moet het registratierecht op *het verschil* worden betaald »; — zoo *de ontoereikendheid* met een achtste », in plaats van : « zoo *het verschil* met een achtste ».

ART. 139, laatste regel.

Lees : « *van* schepen en booten », in plaats van : « *an* schepen en booten ».

ART. 140.

§ 1, 1^o alinea. — Lees : « gewijzigd bij artikel 6, § 1 der wet van 28 Augustus 1921 », in plaats van : « gewijzigd bij artikel 6, eerste lid der wet van 28 Augustus 1921 ».

§ 11, 1^o alinea. — Lees : « gewijzigd bij artikel 6, § 1 van voormelde wet », in plaats van : « gewijzigd door artikel 6, eerste lid van voormelde wet ».

ART. 142, 1^o alinea.

Lees : « betreffende de openbare verkoopen », in plaats van : « den openbaren verkoop ».

ART. 143, 1^o alinea.

Lees : « een deskundige, een bouwkundige, een aannemer, een land- of aardmeter », in plaats van : « een deskundige, een aannemer of een landmeter ».

ART. 144, 2^o alinea.

Lire : « et par l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX », au lieu de « et l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX ».

ART. 144.

1^o alinea. — Lees : » De evenredige registratierechten waaraan onderworpen zijn de mondelinge mutaties van onroerende goederen, alsook... », in plaats van : De evenredige registratierechten waaraan de mondelinge mutaties van onroerende goederen onderworpen zijn, alsook... »

2^o alinea. — Lees : « binnen de termijnen bepaald... », in plaats van : « binnen den termijn bepaald... »

ART. 149.

Lees : « onbruikbaarmaking », in plaats van : « vernietiging ».

ART. 150, 2^o alinea.

Lees : « De salarissen hoofdens de bij deze wet voorziene « rechtsplegingen verschuldigd », in plaats van : « De salarissen wegens de bij deze wet voorziene « rechtspleging ».

ART. 151 (Tabel).

Lees « 1^o Rechte lijn; tusschen echtgenooten met gemeene kinderen of afstammelingen; tusschen den aannemende en den aangenomene of dezes afstammelingen », in plaats van : « Rechte lijn; tusschen echtgenooten welke kinders of gemeene nakomelingen hebben; tusschen hij die aanneemt

en den aangenomene of de nakomelingen van dezen laatste ».

Lees : « 2° Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen en tusschen broeders en zusters », in plaats van : « 2° Tusschen echtgenooten zonder kinders noch nakomelingen en tusschen broeders en zusters ».

Lees : « 3° Tusschen oomen of moeien en neven *of* nichten », in plaats van : « 3° Tusschen oomen of moeien en neven *en* nichten ».

ART. 153, laatste alinea.

Lees : « *hoofdelijk* », in plaats van : « *elk-heellijk* ».

ART. 154.

I, 3°. — **Lees :** « moet hij insgelijks schriftelijk *bevestigen* », in plaats van : « moet hij insgelijks schriftelijk *bewijzen* ».

II, 6°. — **Lees :** « Slechts toegang tot *eene* brandkast ... », in plaats van : « Slechts toegang tot *de* brandkast ... »

ART. 160, 1° alinea.

Lees : « worden *ingetrokken* », in plaats van « worden *geschrapt* ».

ANNEXE II

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS
PAR LA COMMISSION.

ART. 3.

Le second alinéa est remplacé par le texte suivant :

Sont exempts du timbre : les déclarations de succession et de mutation par décès, les procurations en original, en copie ou extrait qui y sont annexées et les récépissés de dépôt.

ART. 8.

L'article 8 est remplacé par le texte suivant :

Les effets de commerce domiciliés à l'étranger et tracés sur des tirés établis en Belgique, ainsi que les effets tirés sur l'étranger pour compte d'un tiers donneur d'ordre établi en Belgique ne bénéficient pas des articles 1 et 2 du titre I^{er} de la loi du 29 décembre 1911. La présente disposition n'est pas applicable aux effets de commerce tirés par une maison établie en Belgique sur les agences ou succursales qu'elle possède à l'étranger.

ART. 14.

Ajouter après le mot : « articles », le chiffre « 36 ».

BIJLAGE II

AMENDEMENTEN DOOR DE
COMMISSIE INGEDIEND.

ART. 3.

De 2^e alinea te vervangen door den volgende tekst :

Zijn vrij van zegel : de aangiften van successie en van overgang wegens overlijden, de volmachten in het oorspronkelijke, in kopij of uittreksel daaraan gehecht en de ontvangbewijzen van neerlegging.

ART. 8.

Het te vervangen door den volgende tekst :

Voor de in het buitenland gedomicilieerde handelseffecten en getrokken op in België gevestigde betrokkenen, alsmede voor de effecten getrokken op het buitenland voor rekening van een derden in België gevestigden trekker, gelden niet de bepalingen der artikelen 1 en 2 van den eersten titel der wet van 29 December 1911. Deze bepaling is niet van toepassing op de handelseffecten getrokken door een in België gevestigde firma op de agentschappen of filialen die zij in het buitenland bezit.

ART. 14.

Na het woord « artikelen » toevoegen het cijfer « 36 ».

ART. 18.

a) **Au premier alinéa, après les mots : « ouverts », ajouter :** « avec ou sans garantie ».

b) **Remplacer le 4^e alinéa par le texte suivant :**

Toutefois les banquiers et autres professionnels qui n'envoient à leurs clients que des extraits de compte semestriels ou annuels, n'ont d'autre obligation que de remettre cet extrait à leurs clients dans les trois mois qui suivent l'expiration du semestre ou de l'année. Dans ce cas, ils acquittent l'impôt au taux de 50 centimes par 1,000 francs pour un semestre ou de 1 franc par 1,000 francs pour une année, sur le découvert moyen résultant des opérations traitées au cours du semestre ou de l'année.

Ce découvert est représenté par le capital qui, pour une période de 180 jours ou de 360 jours et au taux convenu entre parties pour les postes débiteurs, aurait produit la somme dont le dont le compte est débité à titre d'intérêts à l'expiration du semestre ou de l'année, ou, le cas échéant, à la date de la clôture du compte si celle-ci a lieu au cours du semestre ou de l'année.

Les banquiers et autres professionnels qui n'enverraient pas d'extrait de compte à leurs clients, acquitteront la taxe par l'apposition du timbre dans leurs registres.

c) **Ajouter un dernier alinéa ainsi conçu :**

En cas de suspension de paiement, de

ART. 18.

a) **In de eerste alinea, na het woord « geldvoorschotten » in te voegen « met of zonder waarborg ».**

b) **De 4^e alinea te vervangen door den volgende tekst :**

Echter, hebben de bankiers en andere professioneelen, die aan hunne klanten slechts uittreksels van halfjaarlijkse of jaarlijksche rekening zenden, geen andere verplichting dan dit uittreksel aan hunne klanten te overhandigen binnen drie maanden na het verstrijken van het halfjaar of van het jaar. In dit geval, voldoen zij de belasting tegen het bedrag van 50 centiem per 1.000 frank voor een halfjaar of van 1 frank per 1,000 frank voor een jaar, op het gemiddeld voorschot blijkens de in den loop van het halfjaar of van het jaar gedane verrichtingen.

Dit voorschot is vertegenwoordigd door het kapitaal dat, voor een tijdsruimte van 180 dagen of van 360 dagen en tegen het tusschen partijen overeengekomen bedrag voor de debet-posten, zou opgeleverd hebben de som waarvan de rekening, bij wijze van interesten, wordt belast bij het verstrijken van het halfjaar of van het jaar, of desgevallend, op den datum der rekeningsafsluiting, indien deze in den loop van het halfjaar of van het jaar plaats heeft.

De bankiers en andere professioneelen die aan hun klanten geen uittreksels van rekening zouden zenden, voldoen de taxe door het aanhechten van het zegel in hunne registers.

c) **Een laatste alinea toevoegen, luidende :**

Ingeval van schorsing van betaling,

concordat préventif ou de faillite, le timbre ne doit pas être renouvelé.

ART. 18^{bis}.

Intercaler un article 18^{bis} ainsi conçu :

« Les dispositions des articles 15, 16 et 18 ne sont pas applicables aux prêts ou avances sur marchandises lorsque le débiteur justifie que les marchandises ont été importées par lui de l'étranger et seront revendues par lui à l'étranger.

» Dans ce cas, les prêts et les avances doivent être constatés par des écrits ou dans des comptes portant exclusivement sur des marchandises se trouvant dans ces conditions.

» Si dans la suite une autre destination est donnée à la marchandise, le droit qui n'aurait pas été perçu devra être acquitté dans le mois de l'affectation nouvelle donnée à la marchandise. »

ART. 28, 29, 30 et 31.

A supprimer.

ART. 33.

A remplacer par le texte suivant :

En cas de contravention au 1^{er} alinéa de l'article 32 il est encouru une amende de 100 francs par la personne qui a dressé l'écrit.

ART. 39.

Remplacer les deux premiers alinéas par ce qui suit :

Est soumis à un droit de timbre pro-

van preventief concordaat tot voorkoming of van faillissement, moet het zegel niet hernieuwd worden.

ART. 18^{bis}.

Tusschen te voegen een artikel 18^{bis}, luidende :

« De bepalingen van de artikelen 15, 16 en 18 zijn niet van toepassing op de leeningen of voorschotten op koopwaren wanneer de schuldenaar bewijst dat de koopwaren door hem uit het buitenland werden ingevoerd en door hem in het buitenland zullen verkocht worden.

» In dit geval moeten de leeningen en voorschotten vastgesteld worden door geschriften of in rekeningen uitsluitend betrekking hebbend op koopwaren welke zich in die voorwaarden bevinden.

» Wordt er naderhand eene andere bestemming aan de koopwaar gegeven, den moet het recht, dat niet zou geheven zijn, betaald worden binnen een maand na de nieuwe bestemming aan de koopwaar gegeven. »

ART. 28, 29, 30 et 31.

Te doen wegvallen.

ART. 33.

Te vervangen door den volgende tekst :

Bij overtreding van het 1^{er} lid van artikel 32, wordt eene boete van 100 frank beloopen door den persoon die het geschrift heeft opgemaakt.

ART. 39. •

De eerste twee alinea's te vervangen als volgt :

Is onderworpen aan een evenredig

proportionnel de 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs, l'écrir constatant le report qui est conclu avec un banquier ou pour un terme qui ne dépasse pas vingt jours.

En cas de reports successifs pour des périodes ne dépassant pas vingt jours, chaque renouvellement donne ouverture à un nouveau droit de 25 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs.

Le droit est acquitté au taux fixé par l'article 13 lorsque le report ou le renouvellement est conclu pour un terme excédant vingt jours.

ART. 49.

A l'alinéa 2, substituer le mot « quart » au mot « huitième ».

ART. 52, 53, 54 et 55.

A supprimer.

ART. 57.

Faire précéder l'article de ce qui suit :

Sans préjudice des exemptions édictées par l'article 49 de la loi du 28 août 1921, pour...

ART. 58.

L'article 58 est remplacé par la disposition suivante :

Sauf ce qui est dit à l'article 68, sont soumis à une taxe forfaitaire unique de 2 % :

1^o Les produits végétaux de la culture indigène, autres que les fruits,

zegelrecht van 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank, het geschrift waaruit het report blijkt met eenen bankier gesloten of voor een termijn die twintig dagen niet overschrijdt.

In geval van achtereenvolgende reporten voor termijnen die twintig dagen niet overschrijden, geeft elke vernieuwing aanleiding tot een nieuw recht van 25 centiem per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank.

Wanneer het report of de vernieuwing gesloten wordt vooreen termijn die twintig dagen overschrijdt, wordt het recht, vastgesteld bij artikel 13, gekweten.

ART. 49.

In de tweede alinea, het woord : « achtste » te vervangen door : « vierde ».

ART. 52, 53, 54 en 55.

Te doen wegvallen.

ART. 57.

Het artikel te doen aanvangen met de volgende woorden :

Onverminderd de uitzonderingen voorzien bij artikel 49 der wet van 28 Augustus 1921, wordt, voor...

ART. 58.

Het te vervangen door de volgende bepaling :

Behalve hetgeen is gezegd bij artikel 68, worden onderworpen aan een vooruit vastgestelde eenige taxe van 2 t. h. :

1^o De plantaardige voortbrengselen der inlandsche bebouwing, andere dan

légumes et grains de maïs, les produits de même espèce importés de l'étranger;

2° Le beurre;

3° Les engrais chimiques et les engrais de provenance animale, ainsi que les tourteaux et les déchets ou issues de meunerie, de brasserie, de malterie, de distillerie, de sucrerie ou autre industrie, servant d'aliments aux animaux ou d'engrais pour les terres.

La taxe de 2% est perçue à l'occasion de la déclaration de mise en consommation ou de la vente par le producteur suivant qu'il s'agit de produits étrangers ou indigènes. Elle couvre toutes les transmissions ultérieures jusqu'à l'arrivée de la marchandise en mains du consommateur.

Est assimilé au consommateur, pour l'application de la présente disposition, celui qui soumet le produit à une main-d'œuvre industrielle.

La taxe est réduite à 1% pour les ventes faites par un cultivateur à un autre cultivateur sans aucun intermédiaire.

Elle est également réduite à 1% pour le froment, l'épeautre, le seigle et le méteil lorsqu'ils sont destinés à la panification et vendus, sans aucun intermédiaire, par le cultivateur au meunier ou déclarés en consommation au nom de ce dernier.

Au cas où le meunier donnerait aux dites céréales une affectation autre que la fabrication de farine panifiable, il aurait pour obligation de compléter la perception à due concurrence de la manière et dans le délai qui seront déterminés par arrêté royal.

L'article 57 ci-dessus n'est pas appli-

de vruchten en de groenten, de gelijksoortige uit het buitenland ingevoerde voortbrengselen;

2° De boter;

3° De scheikundige meststoffen en de dierlijke mest, alsmede de raapkoeken en de afval van maalderij, brouwerij, mouterij, branderij, suikerfabriek of andere nijverheid, dienende als voeder voor de dieren of als meststof voor den grond.

De taxe van 2 t. h. wordt geheven bij gelegenheid van de aangifte van inverbuikstelling of van den verkoop door den voortbrenger, naargelang het vreemde of inheemsche producten betreft. Zij omvat al de latere overdrachten tot dat de koopwaar in handen van den verbruiker komt.

Wordt met den verbruiker gelijkgesteld, voor de toepassing van de voorafgaande bepaling, hij die het product een industriele bewerking doet ondergaan.

De taxe wordt tot op 1 t. h. verminderd voor de verkooppingen gedaan door een landbouwer aan een ander landbouwer, zonder eenigen tusschenpersoon.

Zij wordt insgelijks verminderd op 1 t. h. voor de haver, de spelt, de rogge en de masteluin wanneer zij bestemd zijn voor de broodbereiding en, zonder eenigen tusschenpersoon, verkocht worden door den landbouwer aan den molenaar of, in naam van dezen laatste, voor het verbruik worden aangegeven.

Wanneer de molenaar aan gemelde granen eene andere bestemming zou geven dan de fabricatie van broodmeel, zou hij verplicht zijn de heffing tot een voldoende bedrag aan te vullen op de wijze en binnen den termijn bij Koninklijk besluit te bepalen.

Bovenstaand artikel 57 is niet van

cable aux transmissions régies par les présentes dispositions.

En ce qui concerne les plantes industrielles, un arrêté royal pourra reporter l'exigibilité de la taxe forfaitaire au moment de la vente à l'industriel.

ART. 58^{bis}.

Intercaler un article 58^{bis} ainsi conçu :

La taxe perçue en exécution de l'article précédent couvre la transmission des farines de céréales fabriquées en Belgique lorsque les grains dont ces farines proviennent ont subi la taxe de transmission.

En ce qui concerne les farines importées, la taxe est perçue, selon le régime de l'article précédent, aux taux de 1 % pour les farines de froment, d'épeautre, de seigle et de méteil et de 2 % pour les autres farines.

ART. 58^{ter}.

Intercaler un article 58^{ter} ainsi conçu :

Toute marchandise rentrant dans les prévisions de l'article 58, vendue par un producteur de marchandises similaires est réputée, jusqu'à preuve du contraire, avoir été produite par ce dernier.

ART. 60 et 61.

A supprimer.

ART. 62.

Remplacer l'article 62 par le texte suivant :

Il est perçu une taxe unique de 1 %

toepassing op de overdrachten vallende onder de regeling van onderhavige bepalingen.

Wat de industriele planten betreft, kan dooreen koninklijk besluit de eischbaarheid van de vooruit vastgestelde taxe worden verschoven tot bij den verkoop aan den industrieel.

ART. 58^{bis}.

Een artikel 58^{bis} in te lāschen, luidende :

De taxe geheven in uitvoering van het vorige artikel dekt de overdracht van het in België gefabriceerde graanmeel wanneer het koren, waar dat meel van voorkomtt de overdrachtsbelasting heeft betaald.

Betreffende het ingevoerde meel, wordt de taxe geheven volgens het regime van het vorige artikel, tegen de bedragen van 1 t. h. voor het meel van graan, spelt, rogge en masteluin, en van 2 t. h. voor alle ander meel.

ART. 58^{ter}.

Een artikel 58^{ter} in te lāschen, luidende :

Al de koopwaren behoorende bij die door artikel 58 voorzien en verkocht door een voortbrenger van gelijksoortige waren, worden geacht, zoolang het tegendeel niet bewezen zij, door dezen laatste te zijn voortgebracht.

ART. 60 en 61.

Te doen wegvallen.

ART. 62.

Het te vervangen door den volgenden tekst :

Een eenige taxe van 1 t. h. wordt

pour la transmission des charbons, des agglomérés de houille et des cokes.

La taxe est acquittée à l'occasion de la déclaration de mise en consommation ou de la vente soit par l'importateur soit par le producteur suivant qu'il s'agit de produits étrangers ou indigènes. Elle couvre toutes les transmissions ultérieures jusqu'à l'arrivée de la marchandise en mains de celui qui la consomme ou la soumet à une main d'œuvre industrielle. Elle s'applique même à la vente directe du producteur au particulier consommateur.

ART. 63.

Modifier le deuxième alinéa de l'article 63 comme suit :

Cette taxe est fixée à 10 centimes par kilogramme du poids vif de l'animal.

Supprimer le quatrième alinéa de cet article.

ART. 68.

Remplacer le 2^o de l'article 49 nouveau proposé par l'article 68 du projet, par ce qui suit :

« 2^o Les ventes de pain, de pommes de terre, d'œufs, de lait, de margarine, de saindoux, de graisse de bœuf, de viandes congelées et de sirop. »

ART. 69.

Modifier l'article 69 comme suit :

Le 1^{er} alinéa de l'article 52 de la loi du 28 août 1921 est remplacé par ce qui suit :

La délivrance d'une facture est obli-

geheven voor de overdracht van steenkolen, van steenkoolbriketten en van cokes.

De taxe wordt gekwetend bij de aangifte van inverbruikstelling of van verkoop hetzij door den invoerde hetzij door den voortbrenger volgens dat het uit- of inheemsche producten betreft. Zij omvat al de latere overdrachten tot wanneer de koopwaar in handen komt van dengene die ze verbruikt of ze een industriele bewerking doet ondergaan. Zij wordt zelfs toegepast op den rechtstreekschen verkoop van den voortbrenger aan den bijzonderen verbruiker.

ART. 63.

De 2^o alinea te wijzigen als volgt :

Deze taxe wordt bepaald op 10 centiem per kilogram levend gewicht van het dier.

De 4^o alinea van dit artikel te doen wegvallen.

ART. 68.

N^r 2^o van artikel 49 (nieuw), door artikel 68 van het ontwerp voorgesteld, te vervangen als volgt :

« 2^o De verkoop van brood, aardappelen, eieren, melk, margarine, reuzel, rundsvet, bevrozen vleesch en siroop. »

ART. 69.

Het te wijzigen als volgt :

Het eerste lid van artikel 52 der wet van 28 Augustus 1921 wordt vervangen door den volgende tekst :

« Het verstrekken eener factuur is

gatoire pour toute vente dont le prix est supérieur à 30 francs, si le vendeur est un commerçant établi en Belgique, à moins que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce ou à sa profession.

Dans le cas où l'acheteur seul est un commerçant établi en Belgique, il lui incombe de délivrer à son vendeur un bordereau d'achat.

Sans préjudice de ... (le surplus sans changement).

ART. 73.

Ajouter l'alinéa suivant :

Ne sont pas considérés comme une main-d'œuvre industrielle la torréfaction des cafés, le nettoyage, le triage, le séchage ou le mélange de marchandises, de même que leur concassage, leur broyage ou leur mouture sans soustraction de matières.

ART. 74.

1° Au deuxième alinéa de l'article 74, ajouter après les mots « brevet de surnuméraire » les mots « et agissant en vertu d'une autorisation spéciale du directeur général de cette administration. »

2° Intercaler l'alinéa suivant entre les deux derniers alinéas de l'article 74 :

Les mêmes obligations incombent aux cultivateurs en ce qui concerne les factures et autres documents servant à la perception de la taxe de transmission.

verplichtend voor elken verkoop waarvan de prijs 30 frank te boven gaat, indien de verkooper een in België gevestigd handelaar is, tenzij de verrichting eene oorzaak heeft welke aan zijn handel of aan zijn beroep vreemd is.

In geval de kooper alleen een in België gevestigd handelaar is, dient hij aan den verkooper een koopborderel af te leveren.

Onverminderd de toepassing... (het overige ongewijzigd).

ART. 73.

De volgende alinea toe te voegen :

Worden niet als een industriële bewerking aangezien, het branden van koffie, het schoonmaken, uitlezen, drogen of vermengen van koopwaren, alsmede het fijnstampen, het braken of het malen er van zonder onttrekking van stof.

ART. 74.

1° Aan de 2^{de} alinea, na de woorden : « brevet van surnuméraire te hebben bekomen », toe te voegen : « en handelende uit kracht van eene bijzondere machtiging van wege den algemeenen bestuurder van dit beheer. »

2° Tusschen de laatste twee alineas de volgende alinea in te lasschen :

Gelijke verplichtingen binden de landbouwers voor wat betreft de facturen en andere stukken dienende voor het heffen van de overdrachtsbelasting.

ART. 80.

Au 5°, ajouter après les mots « cultivateurs » les mots « ou aux cultivateurs ».

ART. 82.

L'article est complété par le texte suivant :

II. — Il est ajouté à l'article 9 de la loi du 10 août 1923 ce qui suit :

« 4° Les factures relatives aux marchés pour construction d'immeubles, lorsqu'elles ont pour objet des sommes dues par une société d'habitations ouvrières régie par les lois du 9 août 1889 et du 30 juillet 1892, par la Société nationale des habitations et logements à bon marché, par une société régionale ou locale agréée, ainsi que par les particuliers qui jouissent des primes accordées par le Gouvernement pour encourager la construction d'habitations à bon marché. »

ART. 85.

La partie du texte du § 1^{er} qui est comprise entre le premier et le dernier alinéa est remplacée par ce qui suit :

« Toutefois, pour les dépenses faites dans les hôtels, restaurants et autres établissements similaires, aux chiffres de 10, 15 et 30 francs fixés par l'article 38 paragraphe 1^{er} de la loi du 28 août 1921, sont substitués ceux de 15, 20 et 40 francs et le droit est porté à 6 %.

ART. 80.

In n° 5°, de woorden « door de landbouwers » te vervangen door « door of aan de landbouwers ».

ART. 82.

Het door den volgenden tekst aan te vullen :

II. — Aan artikel 9 der wet van 10 Augustus 1923 wordt toegevoegd :

« 4° De facturen betreffende overeenkomsten voor het bouwen van onroerende goederen, wanneer zij tot voorwerp hebben sommen verschuldigd door eene maatschappij voor werkmanswoningen beheerd door de wetten van 9 Augustus 1889 en van 30 Juli 1892, door de Nationale Maatschappij voor goedkoope woningen en woonvertrekken, door eene toegelaten gewestelijke of plaatselijke maatschappij, alsmede door de particulieren die de premien ontvangen toegekend door de Regering tot aanmoediging voor het bouwen van goedkoope woningen. »

ART. 85.

Het gedeelte van den tekst van § 1, begrepen tusschen de eerste en de laatste alinea's, wordt vervangen als volgt :

« Echter, voor wat betreft de uitgaven, gedaan in hotels, spijshuizen en andere gelijksoortige inrichtingen, worden de bedragen van 10, 15 en 30 frank, naar luid van artikel 38, § 1, der wet van 28 Augustus 1921, vervangen door die van 15, 20 en 40 frank, en het recht wordt gebracht op 6 t. h.

» Ce droit est relevé à 12 % si le prix du repas, de la location de chambre ou de la pension dépasse respectivement 25, 50 et 75 francs.

» En ce qui concerne les dépenses faites dans les pâtisseries, tea-rooms et autres établissements similaires, le droit est porté à 12 % lorsque le montant de la dépense dépasse 10 francs par repas et par personne.

» Le droit calculé au taux de 12 % en vertu des deux alinéas qui précèdent, est liquidé de 5 francs en 5 francs, sans limitation, sur le montant de la somme payée, abstraction faite de la fraction inférieure à 5 francs.

» Sont assujetties à un droit fixe de 20 centimes, les quittances se rapportant à des dépenses dont le montant ne dépasse pas les minimums de 10, 15, 20 et 40 francs indiqués ci-dessus. »

ART. 86.

a) **Après les mots** : « 6 % », **ajouter les mots** : « ou 12 % selon les distinctions faites au paragraphe premier de l'article 85 ».

b) **Supprimer à la fin de l'avant-dernier alinéa les mots** : « lorsque la dépense dépasse 10 francs par repas et par personne ».

ART. 103.

Au premier alinéa de l'article 103, biffer les mots : salaires ou déboursés » **qui se trouvent après les mots** : « du chef d'honoraires ».

ART. 105.

A supprimer.

» Dit recht wordt tot 12 t. h. opgevoerd, indien de prijs van het eetmaal, van de kamerhuur of van het pension onderscheidenlijk meer dan 25, 50 en 75 frank bedraagt.

» Voor wat betreft de uitgaven gedaan in pasteibakkerswinkels, tea-rooms en andere gelijksoortige inrichtingen, wordt het recht gebracht op 12 t. h. wanneer het bedrag der uitgaven 10 frank per eetmaal en per persoon overschrijdt.

» Het recht berekend tegen den rentevoet van 12 t. h., uit kracht van de vorige twee alinea's, wordt gekweten van 5 tot 5 frank, zonder beperking, op het bedrag der betaalde som, afgezien van de breuk kleiner dan 5 frank.

» Aan een vast recht van 20 centiem zijn onderhevig de kwijtschriften betreffende uitgaven waarvan het bedrag niet de minima van de bovenvermelde 10, 15, 20 en 40 frank overschrijdt. »

ART. 86.

a) **Na de woorden** « 6 t. h. » **toe te voegen** « of 12 t. h., volgens het onderscheid gemaakt bij § 1 van artikel 85 ».

b) **Aan het slot van de voorlaatste alinea te doen wegval- len de woorden** : « wanneer de uitgave 10 frank per eetmaal en per persoon overschrijdt ».

ART. 103.

Vóór de woorden : « aan de advocaten » **de woorden** « loonen of voorschotten » **te doen wegval- len.**

ART. 105.

Te doen wegvallen.

ART. 109.

Rédiger comme suit l'alinéa 3 :

« Toutefois, pour les personnes soumises à une discipline professionnelle légalement organisée, la délivrance d'une quittance d'honoraires n'est pas obligatoire, sauf à annuler dûment dans leur carnet à souches le reçu non délivré ou à inscrire la somme dans le livre journal de leur comptabilité professionnelle ; en ces cas, le droit sera perçu annuellement, à titre compensatoire, sur le montant total des honoraires pour lesquels il n'a pas été délivré de quittance. »

ART. 136.

1° Ajouter les mots : *Si le prix ne dépasse pas 10 millions ;*

2° Ajouter l'alinéa suivant :

Si le prix dépasse 10 millions le droit est fixé comme suit :

Sur les 10 premiers millions 2 %.

Sur les 10 millions suivants 1.75 %.

Sur les 10 millions suivants 1.50 %.

Sur les 10 millions suivants 1.25 %.

Sur le surplus 1 %.

ART. 141.

Intercaler un quatrième alinéa ainsi conçu :

« Les droits de 2,000, 1,500 et 500 francs prévus au présent article

ART. 109.

Alinea 3 te doen luiden :

« Evenwel, voor de personen, onderworpen aan eene bij de wet ingerichte beroepstucht, is het afleveren van een kwijtschrift voor honorariën niet verplichtend, met dien verstande dat zij in hun stamboekje het niet afgeleverd ontvangbewijs ongeldig maken of de som inschrijven in het dagboek van hunne beroepscomptabiliteit ; in deze gevallen wordt het recht jaarlijks geheven als compensatie, op het geheel bedrag der honorariën voor dewelke er geen kwijtschrift werd afgeleverd. »

ART. 136.

1° Toevoegen : *« Indien de prijs niet 10 miljoen overschrijdt. »*

2° De volgende alinea toevoegen :

Indien de prijs 10 miljoen overschrijdt, wordt het recht bepaald als volgt :

Op de eerste 10 miljoen, 1 t. h.

Op de volgende 10 miljoen, 1.75 t. h.

Op de volgende 10 miljoen, 1.50 t. h.

Op de volgende 10 miljoen, 1.25 t. h.

Op de overige miljoenen, 1 t. h.

ART. 141.

Een vierde alinea in te lassen luidende :

De rechten van 2,000, 1,500 en 500 frank bij dit artikel voorzien worden

sont réduits de moitié lorsque le montant des revenus de l'intéressé ne dépasse pas le double du minimum des revenus exonérés de la supertaxe en exécution des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. »

ART. 163.

Supprimer le chiffre 9 au 2^e alinéa de l'article 163, tel qu'il est amendé par le Gouvernement.

tot op de helft verminderd wanneer het bedrag van de inkomsten van den betrokkene niet het dubbel overschrijden van het minimum der van supertaxe vrijgestelde inkomsten in uitvoering van de samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen.

ART. 163.

In de 2^{de} alinea van het artikel 163, zooals het door de Regeering is gewijzigd, het cijfer 9 te doen wegvallen.

CHAMBRE des Représentants.	KAMER der Volksvertegenwoordigers.
Projet de loi portant modification aux lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de succession, ainsi qu'au régime des péages des voies navigables administrées par l'État.	Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek-, successierechten, alsmede van het regiem der weggelden voor de door den Staat beheerde bevaarbare waterlopen.
TABLEAU DES TEXTES ⁽¹⁾ :	TABEL DER TEKSTEN ⁽¹⁾ :
1° Législation actuelle;	1° Huidige wetgeving;
2° Projet de loi;	2° Wetsontwerp;
3° Amendements proposés par le Gouvernement et par la Commission.	3° Amendementen door de Regeering en door de Commissie ingediend.

(1) La concordance n'a été établie que pour les dispositions relatives à la **taxe de transmission** (art. 57 à 75), au **droit d'enregistrement et d'hypothèque** (art. 112 à 114) et un **droit de succession** (art. 151 à 155).

(1) De overeenstemming werd enkel bewerkt voor de bepalingen betreffende de **overdrachtsbelasting** (art. 57 tot 75), het **registratie en hypotheekrecht** (art. 112 tot 114) en een **successierecht** (art. 151 tot 155).

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Taxe de transmission.

Overdrachtsbelasting.

Art. 57.

Art. 57.

Pour les produits qui sont vendus publiquement aux enchères ou au rabais dans les halles et les minques, il est perçu une taxe de 1 p. c. qui couvre, outre la vente par l'exploitant de la halle, l'envoi en consignation ou la vente qui est fait à ce dernier. Le Gouvernement peut déterminer les conditions que doivent réunir les halles et les minques pour que les ventes publiques qui y sont faites bénéficient de ce régime.

La remise de biens meubles à un exploitant d'une salle de vente à seule fin de les vendre publiquement aux enchères ou au rabais n'est pas assujettie à la taxe de transmission, pour autant que l'adjudication donne ouverture au droit proportionnel d'enregistrement.

Voor de openbaar bij opbod of bij afbod in de hallen en mijnen verkochte voortbrengselen, wordt eene belasting van 1 t. h. geheven, welke, buiten den verkoop door den ondernemer der hal, ook omvat de zending van waren in consignatie of den verkoop aan dezen laatste gedaan. De Regeering mag de vereischten bepalen waaraan de hallen en de mijnen moeten beantwoorden opdat de aldaar gedane openbare verkoopen van deze regeling kunnen genieten.

De overhandiging van roerende goederen aan een ondernemer van een verkoopzaal, met uitsluitelijk doel ze openbaar bij opbod of bij afbod te verkoopen, is niet aan de overdrachtsbelasting onderworpen, in zoo verre de toewijzing grond geeft voor het heffen van het evenredig registratierecht.

Amendements présentés par le Gouvernement et par la Commission.

ART. 57 (COMMISSION).

Faire précéder l'article de ce qui suit :

Sans préjudice des exemptions édictées par l'article 49 de la loi du 28 août 1921, pour...

Amendementen door de Regeering en door de Commissie ingediend.

ART. 57 (COMMISSIE).

Den tekst te doen aanvangen door de volgende woorden :

Onverminderd de uitzonderingen voorzien bij artikel 49 der wet van 28 Augustus 1921, wordt, voor...

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Art. 58.

Art. 58.

Sous réserve de ce qui est dit à l'article 57, les produits végétaux de la culture indigène, autres que les fruits et les légumes, sont soumis à une taxe forfaitaire de 2 % à charge du consommateur industriel, commercial ou agricole, et plus généralement de tout consommateur professionnel, et, le cas échéant, pour les produits qui sont débités dans les magasins de détail, à charge du marchand détaillant.

La taxe forfaitaire de 2 % couvre la mutation ou l'ensemble des mutations dont la marchandise a été ou a pu être l'objet avant son arrivée chez le dit consommateur ou marchand. Elle n'est pas exigible si celui-ci se trouve dans l'un des cas d'exemption prévus par les articles 49 et 49^{bis} de la loi du 28 août 1921.

Est assimilé au consommateur, pour l'application de la présente disposition, celui qui soumet le produit à une main-d'œuvre industrielle.

Les produits de même espèce importés de l'étranger sont, lors de leur déclaration en consommation, assujettis à la taxe de 1 %. S'ils font ultérieurement l'objet de nouvelles transmissions, ils sont, pour celles-ci, assimilés aux produits indigènes visés au premier alinéa.

Onder voorbehoud van hetgeen is gezegd bij artikel 57, worden de plantaardige voortbrengselen der inlandsehe beboewing, andere dan de vruchten en de groenten, onderworpen aan een vooruit vastgestelde taxe van 2 t. h. ten laste van den industrieelen, commercieelen of landbouwverbruiker, en meer in het algemeen, van ieder professioneel verbruiker, en, desgevallend, voor de voortbrengselen die in den kleinhandel worden verkocht, ten laste van den kleinhandelaar.

De vooruit vastgestelde taxe van 2 t. h. omvat den eigendomsovergang of al de overgangen te zamen waarvan de koopwaar het voorwerp is geweest of heeft kunnen zijn alvorens den gezegden verbruiker of koopman te bereiken. Zij is niet eischbaar bijaldien deze zich bevindt in een der bij artikelen 49 en 49^{bis} der wet van 28 Augustus 1921 voorziene uitzonderingsgevallen.

Wordt met den verbruiker gelijkgesteld, voor de toepassing van de voorafgaande bepaling, hij die het product een industriele bewerking doet ondergaan.

De gelijksoortige uit het buitenland ingevoerde producten worden, bij hunne aangifte voor het verbruik, onderworpen aan de taxe van 1 t. h. Worden zij naderhand opnieuw overgedragen, dan worden zij, voor deze overdrachten, gelijkgesteld met de bij het 1^{ste} lid bedoelde inlandsehe producten.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeeringen door
de Commissie ingediend.

ART. 58 (COMMISSION).

**L'article 58 est remplacé
par la disposition suivante :**

Sauf ce qui est dit à l'article 68, sont
soumis à une taxe forfaitaire unique
de 2 % :

1^o Les produits végétaux de la cul-
ture indigène, autres que les fruits,
légumes et grains de maïs, les produits
de même espèce importés de l'étranger;

2^o Le beurre;

3^o Les engrais chimiques et les
engrais de provenance animale, ainsi
que les tourteaux et les déchets ou
issues de meunerie, de brasserie, de
mallerie, de distillerie, de sucrerie ou
autre industrie, servant d'aliments aux
animaux ou d'engrais pour les terres.

La taxe de 2 % est perçue à l'occasion
de la déclaration de mise en consom-
mation ou de la vente par le producteur
suivant qu'il s'agit de produits étrangers
ou indigènes. Elle couvre toutes les
transmissions ultérieures jusqu'à l'arri-
vée de la marchandise en mains du
consommateur.

Est assimilé au consommateur, pour
l'application de la présente disposition,
celui qui soumet le produit à une main-
d'œuvre industrielle.

La taxe est réduite à 1 % pour les
ventes faites par un cultivateur à un
autre cultivateur sans aucun intermé-
diaire.

Elle est également réduite à 1 % pour
le froment, l'épeautre, le seigle et le
méteil lorsqu'ils sont destinés à la pani-

ART. 58 (COMMISSIE).

**Het te vervangen door de
volgende bepaling :**

Behalve hetgeen is gezegd bij artikel
68, worden onderworpen aan een voor-
uit vastgestelde eenige taxe van 2 t. h. :

1^o De plantaardige voortbrengselen
der inlandsche bebouwing, andere dan
de vruchten en de groenten, de gelijk-
soortige uit het buitenland ingevoerde
voortbrengselen;

2^o De boter;

3^o De scheikundige meststoffen en de
dierlijke mest, alsmede de raapkoeken
en de afval van maalderij, brouwerij,
mouterij, branderij, suikerfabriek of
andere nijverheid, dienende als voeder
voor de dieren of als meststof voor den
grond.

De taxe van 2 t. h. wordt geheven bij
gelegenheid van de aangifte van inver-
bruikstelling of van den verkoop door
den voortbrenger, naargelang het
vreemde of inheemsche producten be-
treft. Zij omvat al de latere overdrachten
tot dat de koopwaar in handen van den
verbruiker komt.

Wordt met den verbruiker gelijkge-
steld, voor de toepassing van de vooraf-
gaande bepaling, hij die het product
een industrieele bewerking doet onder-
gaan.

De taxe wordt tot op 1 t. h. vermin-
derd voor de verkooping en gedaan door
een landbouwer aan een ander land-
bouwer, zonder eenigen tusschenper-
soon.

Zij wordt insgelijks verminderd op
1 t. h. voor de haver, de spelt, de rogge
en de masteluin wanneer zij bestemd

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen ingediend door de Regeering
en door de Commissie.

fication et vendus, sans aucun intermédiaire, par le cultivateur au meunier ou déclarés en consommation au nom de ce dernier.

Au cas où le meunier donnerait aux dites céréales une affectation autre que la fabrication de farine panifiable, il aurait pour obligation de compléter la perception à due concurrence de la manière et dans le délai qui seront déterminés par arrêté royal.

L'article 57 ci-dessus n'est pas applicable aux transmissions régies par les présentes dispositions.

En ce qui concerne les plantes industrielles, un arrêté royal pourra reporter l'exigibilité de la taxe forfaitaire au moment de la vente à l'industriel.

Art. 58^{bis} (COMMISSION).

Intercaler un article 58^{bis} ainsi conçu :

La taxe perçue en exécution de l'article précédent couvre la transmission des farines de céréales fabriquées en Belgique lorsque les grains dont ces farines proviennent ont subi la taxe de transmission.

En ce qui concerne les farines importées, la taxe est perçue, selon le régime de l'article précédent, aux taux de 1 % pour les farines de froment, d'épeautre, de seigle et de méteil et de 2 % pour les autres farines.

Art. 58^{ter} (COMMISSION).

Intercaler un article 58^{ter} ainsi conçu :

Toute marchandise rentrant dans les prévisions de l'article 58, vendue par un producteur de marchandises similaires est réputée, jusqu'à preuve du contraire, avoir été produite par ce dernier.

zijn voor de broodbereiding en, zonder eenigen tusschenpersoon, verkocht worden door den landbouwer aan den molenaar of, in naam van dezen laatste, voor het verbruik worden aangegeven.

Wanneer de molenaar aan gemelde granen eene andere bestemming zou geven dan de fabricatie van broodmeel, zou hij verplicht zijn de heffing tot een voldoende bedrag aan te vullen op de wijze en binnen den termijn bij Koninklijk besluit te bepalen.

Bovenstaand artikel 57 is niet van toepassing op de overdrachten vallende onder de regeling van onderhavige bepalingen.

Wat de industriele planten betreft, kan dooreen koninklijk besluit de eischbaarheid van de vooruit vastgestelde taxe worden verschoven tot bij den verkoop aan den industrieel.

Art. 58^{bis} (COMMISSIE).

Een artikel 58^{bis} in te lāschen, luidende :

De taxe geheven in uitvoering van het vorige artikel dekt de overdracht van het in België gefabriceerde graanmeel wanneer het koren, waar dat meel van voorkomt, de overdrachtsbelasting heeft betaald.

Betreffende het ingevoerde meel, wordt de taxe geheven volgens het regime van het vorige artikel, tegen de bedragen van 1 t. h. voor het meel van graan, spelt, rogge en masteluin, en van 2 t. h. voor alle ander meel.

Art. 58^{ter} (COMMISSIE).

Een artikel 58^{ter} in te lāschen, luidende :

Al de koopwaren behoorende bij die door artikel 58 voorzien en verkocht door een voortbrenger van gelijksoortige waren, worden geacht, zoolang het tegendeel niet bewezen zij, door dezen laatste te zijn voortgebracht.

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 59.

ART. 59.

Par dérogation à l'article 58, le lin teillé en Belgique et les étoupes qui en proviennent sont assujettis, lors de la livraison par le teilleur du lin, à une taxe unique de 1 % couvrant toutes les transmissions dont le produit est l'objet depuis sa culture indigène ou étrangère, à l'exception de la vente au filateur établi en Belgique.

In afwijking van artikel 58, wordt het in België gezwingeld vlas en de daarvan voortkomende krotten bij de levering door den vlaszwingelaar, onderworpen aan een eenige taxe van 1 t. h. omvattende al de overdrachten waarvan het product het voorwerp is van af zijn inlandschen of buitenlandschen aanbouw, ter uitzondering van den verkoop aan den in België gevestigden spinner.

Le taux est porté à 2 % si la vente est faite directement par le teilleur au filateur.

De taxe wordt gebracht op 2 t. h. indien de verkoop rechtstreeks geschiedt van den zwingelaar aan den spinner.

ART. 60.

ART. 60.

Les transmissions ayant pour objet le beurre sont soumises à une taxe de 1 % lors de la déclaration de mise en consommation, si le produit est importé, ou lors de la vente par le producteur, s'il s'agit de beurre indigène; une nouvelle taxe de 1 % est perçue à l'occasion de la vente soit à un marchand détaillant, soit à un consommateur industriel ou commercial.

De overdrachten die tot voorwerp hebben de boter, worden onderworpen aan een taxe van 1 t. h. bij de aangifte van inverbruikstelling, zoo het product is ingevoerd, of bij den verkoop door den voortbrenger, zoo het inlandsche boter betreft; een nieuwe taxe van 1 t. h. wordt geheven bij gelegenheid van den verkoop, hetzij aan een kleinhandelaar, hetzij aan een industrieel of commercieel verbruiker.

Ces taxes couvrent toutes les mutations dont le produit a été l'objet avant son arrivée chez le dit marchand ou consommateur.

Deze taxes omvatten al de eigendoms-overgangen waarvan de boter het voorwerp is geweest vóór hare aankomst bij gezegden handelaar of verbruiker.

Le taux est de 2 % si le beurre est déclaré en consommation au nom du marchand détaillant ou du consommateur industriel ou commercial ou s'il lui est vendu directement par le producteur.

De taxe bedraagt 2 t. h. indien de boter in verbruik is aangegeven op naam van den kleinhandelaar of van den industrieelen en commercieelen verbruiker, of zoo zij hem rechtstreeks wordt verkocht door den voortbrenger.

L'article 57 ci-dessus n'est pas applicable aux transmissions régies par la présente disposition.

Bovenstaand artikel 57 is niet van toepassing op de overdrachten vallende onder de regeling van onderhavige bepaling.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering en door
de Commissie ingediend.

ART. 60 (COMMISSION).

A supprimer.

ART. 60 (COMMISSIE).

Te doen wegvallen.

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 61.

Sont soumis à une taxe forfaitaire unique de 2 %, les engrais chimiques et les engrais de provenance animale, ainsi que les tourteaux et les déchets ou issues de meunerie, de brasserie, de malterie, de distillerie, de sucrerie ou autre industrie, servant d'aliments aux animaux ou d'engrais pour les terres. Cette taxe est perçue à l'occasion de la déclaration de mise en consommation ou de la vente par le producteur suivant qu'il s'agit de produits étrangers ou indigènes, et elle couvre toutes les transmissions ultérieures.

ART. 62.

Il est perçu une taxe unique de 1 % pour la transmission :

- 1° des farines de céréales ;
- 2° des charbons ;
- 3° des cokes.

La taxe est acquittée à l'occasion de la déclaration de mise en consommation ou de la vente par le producteur suivant qu'il s'agit de produits étrangers ou indigènes. Elle couvre toutes les transmissions ultérieures jusqu'à l'arrivée de la marchandise en mains de celui qui la consomme ou la soumet à une main-d'œuvre industrielle. Elle s'applique même à la vente directe du producteur au particulier consommateur, et, en ce qui concerne les charbons et les cokes, aux produits exportés.

ART. 61.

Zijn onderhevig aan een vooruit vastgestelde eenige taxe van 2 t. h. de scheikundige meststoffen en de dierlijke mest, alsmede de raapkoeken en de afval van maalderij, brouwerij, monterij, branderij, suikerfabriek of andere nijverheid, dienende als voeder voor de dieren of als mest voor den grond. Deze taxe wordt geheven bij gelegenheid van de aangifte van inverbriikstelling of van verkoop door den voortbrenger, naargelang het vreemde of inheemsche producten betreft, en zij omvat al de latere overdrachten.

ART. 62.

Een eenige taxe van 1 t. h. wordt geheven voor de overdracht :

- 1° van graanmeel ;
- 2° van steenkolen ;
- 3° van cokes.

De taxe wordt gekweten ter gelegenheid van de aangifte van inverbriikstelling of van den verkoop door den voortbrenger volgens dat het uit- of inheemsche producten betreft. Zij omvat al de latere overdrachten tot wanneer de koopwaar in handen komt van dengene die ze verbruikt of ze een industriele bewerking doet ondergaan. Zij wordt zelfs toegepast op den rechtstreekschen verkoop van den voortbrenger aan den bijzonderen verbruiker en, voor wat de steenkolen en de cokes betreft, op de uitgevoerde producten.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

ART. 61 (COMMISSION).

A supprimer.

Amendementen door de Regeering en door de
Commissie ingediend.

ART. 61 (COMMISSIE).

Te doen wegvallen.

ART. 62 (GOUVERNEMENT).

1. Intercaler après les mots
« 3. des cokes », **les mots** « 4. des
combustibles agglomérés ».

2. Remplacer in fine les mots
« les charbons et les cokes » **par** « les
charbons, les cokes et les *combustibles*
agglomérés ».

ART. 62 (COMMISSION).

**Remplacer l'article 62 par
le texte suivant :**

Il est perçu une taxe unique de 1 %
pour la transmission des charbons, des
agglomérés de houille et des cokes.

La taxe est acquittée à l'occasion de
la déclaration de mise en consommation
ou de la vente soit par l'importateur soit
par le producteur suivant qu'il s'agit de
produits étrangers ou indigènes. Elle
couvre toutes les transmissions ulté-
rieures jusqu'à l'arrivée de la marchan-
dise en mains de celui qui la consomme
ou la soumet à une main d'œuvre indus-
trielle. Elle s'applique même à la vente
directe du producteur au particulier
consommateur.

ART. 62 (REGEEERING).

1. Inlasschen achter de woor-
den « 3. van cokes », **de woorden**
« 4. van *samengeperste brandstoffen* ».

2 In fine, de woorden « de kolen
en de cokes » **vervangen door** « de
kolen, de cokes en de *samengeperste*
brandstoffen ».

ART. 62 (COMMISSIE).

**Het te vervangen door den
volgenden tekst :**

Een eenige taxe van 1 t. h. wordt
geheven voor de overdracht van steenko-
len, van steenkoolbriketten en van cokes.

De taxe wordt gekweten bij de aan-
gifte van inverbruikstelling of van ver-
koop hetzij door den invoerde hetzij
door den voortbrenger volgens dat het
uit- of inheemsche producten betreft.
Zij omvat al de latere overdrachten tot
wanneer de koopwaar in handen komt
van dengene die ze verbruikt of ze een
industrieele bewerking doet ondergaan.
Zij wordt zelfs toegepast op den recht-
streekschen verkoop van den voortbren-
ger aan den bijzonderen verbruiker.

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 63.

Sans préjudice de la taxe de 1 p. c. qui est perçue, le cas échéant, à l'occasion de l'importation, les animaux de boucherie des espèces bovine, porcine, ovine et caprine sont soumis à une taxe forfaitaire unique, couvrant l'ensemble des transmissions dont ils ont été ou peuvent avoir été l'objet depuis leur naissance jusqu'à leur arrivée en mains de la personne qui les abat ou fait abattre.

Cette taxe est fixée à 15 centimes par kilogramme du poids vif de l'animal.

Elle n'est pas applicable lorsque l'animal abattu a été déclaré impropre à la consommation.

Le taux de la taxe pourra être modifié par arrêté royal suivant les fluctuations du prix du bétail.

La taxe est exigible au moment de la déclaration d'abatage qui est faite en exécution des règlements sur l'expertise des viandes de boucherie.

Un arrêté royal, qui peut être sanctionné par des amendes allant jusqu'à 500 francs, détermine la forme de la déclaration d'abatage et édicte les mesures généralement quelconques nécessaires pour assurer le paiement de la taxe forfaitaire établie par le présent article. Cet arrêté peut rendre solidairement débiteurs des droits éludés et des amendes soit la commune dont l'agent, le préposé ou l'expert aura accepté une déclaration d'abatage ou procédé à l'expertise de la viande sans que la taxe ait été acquittée, soit l'expert dans les communes où l'expertise des viandes est organisée par l'État.

ART. 63.

Onverminderd de taxe van 1 t. h. welke, desgevallend, wordt geheven bij den invoer, worden de slachtdieren der runder-, zwijnen-, schapen- en geitensoorten onderworpen aan een vooruit vastgestelde eenige taxe, omvattende al de overdrachten te zamen, waarvan zij het voorwerp zijn geweest of hebben kunnen zijn van af hunne geboorte tot wanneer zij in handen komen van den persoon die ze slacht of doet slachten.

Deze taxe wordt bepaald op 15 centiem per kilogram levend gewicht van het dier.

Zij wordt niet toegepast wanneer het geslacht dier ongeschikt werd verklaard voor het verbruik.

Het bedrag der taxe kan gewijzigd worden bij Koninklijk besluit naar gelang de schommelingen van den prijs van het vee.

De taxe is eischbaar op het oogenblik van de slachtaangifte, gedaan in uitvoering der reglementen op de keuring van het vleesch.

Een Koninklijk besluit, dat bekrachtigd kan worden door geldboeten gaande tot 500 frank, bepaalt de wijze waarop de slachtaangifte moet geschieden en vaardigt de noodige algemeene maatregelen uit tot verzekering van de betaling der vooruit vastgestelde taxe bij dit artikel gevestigd. Dit besluit kan hoofdelijk verplicht maken tot betaling der ontdoken rechten en der geldboeten, hetzij de gemeente, wier bediende, aangestelde of keurmeester een slachtaangifte zal hebben aanvaard of is overgegaan tot de keuring van het vleesch zonder dat de taxe voldaan was, hetzij de keurder, in de gemeenten waar de vleeschkeuring door den Staat is ingericht.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering en door de
Commissie ingediend.

ART. 63 (COMMISSION).

ART. 63 (COMMISSIE).

**Modifier le deuxième alinéa
de l'article 63 comme suit :**

Cette taxe est fixée à 10 centimes par
kilogramme du poids vif de l'animal.

**De 2° alinea te wijzigen als
volgt :**

Deze taxe wordt bepaald op 10 cen-
tiem per kilogram levend gewicht van
het dier.

**Supprimer le quatrième ali-
néa de cet article.**

**De 4° alinea van dit artikel
te doen wegvallen.**

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 64.

Le Gouvernement est autorisé à organiser la perception de la taxe de transmission sous forme d'une taxe forfaitaire dont le montant ne peut dépasser 2 p. e., relativement à des produits qui sont normalement l'objet de transactions successives et qui ne sont pas visées par les articles 57 à 63.

ART. 64.

De Regeering is gemachtigd de heffing van de overdrachtsbelasting in te richten onder den vorm van een vooruit vastgestelde taxe waarvan het bedrag niet 2 t. h. mag overschrijden, betreffende producten welke normaal aan achtereenvolgende overdrachten onderhevig zijn en die niet werden bedoeld bij de artikelen 57 tot 63.

Loi du 16 juillet 1922.

ART. 65.

ART. 65.

ART. 9. — Les modifications ci-après sont apportées au titre II de la loi du 28 août 1921.

Le 1^{er} alinéa du § 1^{er} de l'article 9 de la loi du 16 juillet 1922 est modifié comme suit :

Het eerste lid van § 1 van artikel 9 der wet van 16 Juli 1922 wordt gewijzigd als volgt :

§ 1^{er}. — L'article 43 est remplacé par la disposition suivante :

« Est assimilé à une vente, pour la perception de la taxe, l'envoi ou la remise qu'une maison principale fait à sa succursale, pour le commerce de détail, de marchandises produites par elle ou auxquelles elle a fait subir, soit par elle-même, soit par autrui pour son compte, une main-d'œuvre industrielle.

« De door een hoofdfirma aan haar filiaal, voor den kleinhandel, gedane verzending of overgeving van koopwaren, welke zij zelf voortbrengt of waaraan zij, hetzij zelf of door een ander voor hare rekening, een industriele bewerking doet ondergaan, wordt, voor de heffing der belasting, met verkoop gelijkgesteld. »

» N'est pas considéré comme succursale celui des magasins de vente en détail qui est annexé à la manufacture ou qui, suivant la déclaration du propriétaire, en dépend le plus directement.

Le dernier alinéa du même paragraphe est complété comme suit :

Het laatste lid van dezelfde paragraaf wordt aangevuld als volgt :

» Est également assimilé à une vente, pour la perception de la taxe, tout envoi ou toute remise de marchandises qu'une personne fixée à l'étranger fait à son facteur, consignataire ou commissionnaire en Belgique ou qu'une maison principale établie à l'étranger fait aux succursales qu'elle possède dans le royaume.

« à moins qu'il ne s'agisse de marchandises produites par la société ou auxquelles elle a fait subir une main-d'œuvre industrielle ».

« tenzij het koopwaren betreft, voortgebracht door de vennootschap of waaraan zij een industriele bewerking heeft doen ondergaan. »

» N'est pas considérée comme cession la livraison de marchandises que font à leurs membres les sociétés coopératives d'achat en commun formées de marchands détaillants. »

Législation actuelle.

Loi du 28 août 1921.

ART. 45. — Si les objets soumis à la taxe sont importés de la Colonie ou de l'étranger, les frais d'emballage, de transport, d'assurance, de commission et tous autres accessoires, de même que les droits d'entrée sont ajoutés au prix d'achat.

Projet de loi.

ART. 66.

L'article 45 de la loi du 28 août 1921 est modifié comme suit :

« En ce qui concerne les objets importés, il y a lieu d'ajouter au prix d'achat les frais d'emballage, de transport, d'assurance, de commission et tous autres accessoires, de même que les droits d'entrée et, le cas échéant, le prix de la main-d'œuvre que l'acheteur a fait subir à la marchandise avant son introduction dans le pays.

» Si le prix est exprimé en monnaie étrangère, il est converti en francs belges au cours moyen du change de la veille de la déclaration de mise en consommation.

» En aucun cas, la somme servant de base à la perception de la taxe sur les objets imposés au droit de douane d'après leur valeur ne peut être inférieure à la valeur déclarée pour la liquidation des droits d'entrée, augmentée desdits droits. »

Wetsontwerp.

ART. 66.

Artikel 45 der wet van 28 Augustus 1921 wordt gewijzigd als volgt :

« Wat de ingevoerde voorwerpen betreft, moeten bij den aankoop prijs worden gevoegd de kosten van verpakking, van vervoer, verzekering, commissieloon en alle andere bijkomende kosten, alsmede de invoerrechten en, desgevallend, den prijs van de bewerking die de koper aan de koopwaren, vóór haren invoer in het land, heeft doen ondergaan.

» Indien de prijs wordt uitgedrukt in vreemde munt, wordt hij omgezet in Belgische francs aan den middelmatigen wisselkoers van den dag vóór de verbruiksaangifte.

» In geen geval, mag de som, dienende tot grondslag voor de heffing der taxe van de voorwerpen onderhevig aan het invoerrecht volgens hunne waarde, niet minder bedragen dan de waarde aangegeven voor de kwijting der invoerrechten, vermeerderd met gezegde rechten ».

Législation actuelle.

Loi du 28 août 1921.

ART. 48. — § 3. La taxe n'est exigible que du chef de la transmission du propriétaire au destinataire pour les ventes qui sont réalisées à l'intervention de commissionnaires agissant en nom personnel pour le compte d'un commettant.

Sont considérés comme commissionnaires les sociétés coopératives et les unions professionnelles si elles se bornent à grouper les commandes recueillies de leurs membres, que la livraison soit faite directement à ceux-ci par le producteur ou par le vendeur, ou qu'elle soit effectuée par les soins de l'intermédiaire, après un travail de répartition.

Loi du 10 août 1923.

ART. 2. — § 2. Dans le cas où le commissaire vendeur est constitué consignataire de la marchandise, la facture relative à l'envoi est exonérée du timbre proportionnel et la taxe de transmission est perçue sur la facture ultérieure qui doit être adressée au consignataire par application de l'article 48, § 2, 2^e alinéa, de la loi du 28 août 1921.

Projet de loi.

ART. 67.

Le § 3 de l'article 48 de la loi du 28 août 1921 est remplacé par ce qui suit :

« Sous réserve de ce qui est dit au § 2 du présent article et à l'article 2, § 2, de la loi du 10 août 1923, la taxe n'est exigible que du chef de la transmission qui s'opère du vendeur à l'acheteur, pour les ventes qui sont réalisées à l'intervention de commissionnaires agissant en nom personnel pour le compte de l'un de ces deux contractants.

» L'intermédiaire est réputé personnellement acheteur et vendeur s'il ne rend pas compte, à celui dont il se déclare commissionnaire, du prix auquel il a traité avec l'autre contractant.

» Toutefois, le Gouvernement est autorisé, en ayant égard aux particularités de chaque commerce, à assimiler à des commissionnaires les intermédiaires dont le bénéfice brut ne dépasse pas 5 % de leur prix d'achat. Il fixe les conditions de cette assimilation.

» Sont considérés comme commissionnaires les groupements d'achat constitués ou non en société ou association jouissant de la personnification civile, lorsqu'ils se bornent à grouper les commandes recueillies de leurs membres, que la livraison soit faite directement à ceux-ci par le fournisseur, ou qu'elle soit effectuée par l'entremise de l'intermédiaire, après un travail de répartition. »

Wetsontwerp.

ART. 67.

Paragraaf 3 van artikel 48 der wet van 28 Augustus 1921 wordt vervangen door den volgende tekst :

« Onder voorbehoud van hetgeen werd gezegd in § 2 van dit artikel en in artikel 2, § 2, der wet van 10 Augustus 1923, is de taxe slechts eischbaar uit behoefte van overdracht geschiedende van den verkooper tot den koper, voor de verkoopingenververwezenlijkt door de tussenkomst van commissarissen handelende in eigen naam voor rekening van een dezer twee contractanten.

» De tussenpersoon wordt geacht persoonlijk koper en verkooper te zijn, zoo hij aan dengene, wiens commissaris hij verklaart te zijn, geen rekening overlegt van den prijs waartegen hij met den anderen contractant is overeengekomen.

» De Regeering is echter gemachtigd, gelet op de eigenaardigheden van iederen handel, met commissarissen gelijk te stellen de tussenpersonen wier bruto-winst niet 5 t. h. van hun koopprijs overtreft. Zij bepaalt de voorwaarden van deze gelijkstelling.

» Worden beschouwd als commissarissen de groepeerings voor aankoop, al dan niet uitmakende een vennootschap of vereeniging die rechtspersoonlijkheid geniet, wanneer zij zich er toe bepalen de verzamelde bestellingen van hunne leden te groepeeren, of wanneer de levering rechtstreeks door den leveraar aan dezen geschiedt, of dat zij, na verdeeling, geschiedt door bemiddeling van den tussenpersoon ».

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering en door
de Commissie ingediend.

Législation actuelle.

Loi du août 1921.

ART. 49. — Sont affranchis de la taxe, les transmissions :

1^o Effectuées en exécution de conventions de vente constatées par un acte authentique passé en Belgique;

2^o Au fins de livraison à l'étranger ou dans la Colonie, soit directement soit à l'intervention de courtiers ou mandataires;

3^o En suite de vente consenties à des exportateurs agissant en qualité de commissionnaires et en vue de l'exportation.

Les exemptions en vertu du

2^o et du 3^o sont subordonnées à :

a) La mention de la cause de l'exemption sur la facture et le cas échéant sur le facturier de sortie;

b) La justification de l'exportation par pièces ou documents probants.

Le vendeur ou l'intermédiaire est tenu de justifier de l'exportation par des pièces probantes à toute réquisition des préposés du Ministère des Finances, sous peine d'une amende de 500 francs, outre le paiement de la taxe et sans préjudice à l'application de l'article 61 de la présente loi.

Cette amende est portée à 5,000 francs si le vendeur ou l'intermédiaire persiste dans son refus après la réception d'un avertissement donné, sous pli recommandé, par le directeur de l'enregistrement et des domaines de son domicile.

Si, pour une cause quelconque, le commissionnaire établi en Belgique n'a pas exporté, il est tenu de signaler le fait dans le mois au directeur de l'enregistrement et des domaines dans le ressort duquel il a sa résidence, à peine d'une amende de 100 francs;

Projet de loi.

ART. 68.

L'article 49 de la loi du 28 août 1921 est remplacé par les deux dispositions suivantes :

« Art. 49. — Sont exemptées de la taxe :

» 1^o Les ventes qui sont constatées par un acte authentique passé en Belgique et obligatoirement enregistrable contre paiement d'un droit proportionnel;

» 2^o Les ventes de pain, de lait, d'œufs et de pommes de terre;

» 3^o La fourniture d'eau, de gaz et d'électricité;

» 4^o Les ventes à l'État, aux provinces, aux communes et aux établissements publics, à l'exception des acquisitions effectuées par ces organismes en vue de la revente;

» 5^o Les ventes faites directement, sans l'intervention d'un commissionnaire à l'achat, par toute personne qui achète ou produit pour vendre, à des particuliers achetant pour leur usage privé ou celui de leur ménage.

ART. 49^{bis}. — Sont également exemptées de la taxe :

» 1^o Les transmissions comportant la livraison à l'étranger ou dans la colonie, qu'elles aient été conclues et exécutées directement entre le vendeur et l'acheteur étranger ou que, entre eux, se placent un ou plusieurs intermédiaires qui ont fait parvenir au premier vendeur l'ordre de livrer à l'étranger.

Wetsontwerp.

ART. 68.

Artikel 49 der wet van 28 Augustus 1921 wordt door de volgende twee bepalingen vervangen :

« Art. 49. — Van de belasting worden vrijgesteld :

» 1^o De verkoopovereenkomsten vastgesteld bij eene authentieke akte in België verleden en verplichtend te registreeren tegen betaling van een evenredig recht;

» 2^o De verkoop van brood, melk, eieren en aardappelen;

» 3^o De levering van water, gas en electriciteit;

» 4^o De verkoop aan den Staat, de provinciën, de gemeenten en aan de openbare gestichten, ter uitzondering van de aankopen door deze inrichtingen gedaan met het oog op terugverkoop;

» 5^o De verkoop gedaan rechtstreeks, zonder tusschenkomst van een commissienaris voor den aankoop, door ieder persoon die koopt of voortbrengt om te verkoopen aan bijzondere personen die koopen voor het eigen gebruik of dat van hun gezin.

» Art. 49^{bis}. — Worden insgelijks van de belasting vrijgesteld :

» 1^o De overdrachten omvattende de levering in het buitenland of in de kolonie, hetzij ze rechtstreeks tusschen den verkooper en den vreemden kooper bedongen en uitgevoerd zijn of dat, onder hen, een of meer tusschenpersonen komen te staan, die het bevel van aan het buitenland te leveren aan den eersten verkooper hebben doen geworden.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering en door
de Commissie ingediend.

ART. 68 (COMMISSION).

ART. 68 (COMMISSIE).

Remplacer le 2° de l'article
49 nouveau proposé par l'arti-
cle 68 du projet, par ce qui
suit :

« 2° Les ventes de pain, de pommes
de terre, d'œufs, de lait, de margarine,
de saindoux, de graisse de bœuf, de
viandes congelées et de sirop. »

Nr 2° van artikel 49 (nieuw),
door artikel 68 van het ont-
werp voorgesteld, te vervan-
gen als volgt :

« 2° De verkoop van brood, aardap-
pelen, eieren, melk, margarine, reuzel,
rundsvet, bevrozen vleesch en siroop. »

Législation actuelle.	Projet de loi.	Wetsontwerp.
4° Consistant en vente de pain et vente aux boulangers de la farine destinée à la panification.	» Pour l'application de cette disposition, il y a livraison à l'étranger ou dans la colonie non seulement dans le cas où le fournisseur de la marchandise a expédié celle-ci en territoire étranger, mais aussi dans le cas où il a participé à l'envoi à l'étranger dans des conditions qui ne laissent aucun doute sur l'affectation réelle de la marchandise à l'exportation.	» Voor de toepassing van deze bepaling, bestaat er levering aan het buitenland of in de kolonie niet alleen in het geval dat de leveraar van de koopwaar deze naar buitenlandsch grondgebied heeft gezonden, maar ook in het geval dat hij heeft deelgenomen aan de zending naar het buitenland in voorwaarden, welke geen twijfel toelaten over de ware bestemming van de koopwaar bij den uitvoer.
5° Ayant pour objet des pommes de terre, du saindoux, de la margarine, de la viande congelée et d'autres denrées alimentaires de première nécessité qui seront désignées par arrêté royal.	» Il est réputé participer à l'envoi dans ces conditions lorsqu'il adresse les marchandises, sur la demande de l'acheteur, à un commissionnaire-expéditeur qui a reçu de ce dernier l'ordre de les expédier hors frontière. En ce cas, l'exportation doit être assurée par le commissionnaire-expéditeur dans le délai à fixer par le Gouvernement;	» Hij wordt geacht deel te nemen aan de verzending in deze voorwaarden, wanneer hij, op aanvraag van den koper, de koopwaren richt aan een goederenbesteller die van dezen laatste bevel heeft gekregen ze buiten de grens te verzenden. In dit geval, moet de uitvoer door den goederenbesteller worden verzekerd binnen den door de Regeering te bepalen termijn.
Mention de l'exonération est faite sur les factures.	» 2° Les transmissions comportant la livraison en Belgique d'une marchandise destinée à l'exportation, lorsque l'acheteur auquel elle est livrée agit soit comme exportateur pour l'exécution des commandes qu'il a reçues de l'étranger ou pour l'approvisionnement de ses comptoirs à l'étranger ou dans la colonie, soit comme fabricant nanti d'une commande de l'étranger et acquérant des produits finis pour les unir à ses propres produits par voie d'assemblage ou de montage avec conservation du caractère spécifique. L'administration est autorisée à établir les discriminations nécessaires relativement à la conservation ou à l'altération du caractère spécifique.	» 2° De overdrachten omvattende de levering in België, van een voor uitvoer bestemde koopwaar, wanneer de koper, aan wien zij wordt geleverd, optreedt hetzij als uitvoerder voor de ten uitvoerlegging der bestellingen die hij van het buitenland heeft ontvangen of voor de bevoorrading zijner verkoopwinkels in het buitenland of in de kolonie, hetzij als fabrikant voorzien van een bestelling van het buitenland en die de afgewerkte fabrikaten aankoopt om ze te vereenigen met zijn eigen producten bij wege van samenvoeging of van monterring met behoud van het specifiek karakter. Het bestuur is gemachtigd het noodig onderscheid te maken betreffende de bewaring of de vervalsching van het specifiek karakter.
6° Consistant en vente par l'Etat des matières premières qu'il reçoit en exécution du Traité de paix.	» Le maintien du bénéfice de l'exonération est subordonné à la condition	» Het behoud van het voorrecht van vrijstelling is afhankelijk van de voor-
Les organismes de répartition bénéficient également de la même exemption dans leurs rapports avec leurs affiliés ou leurs co-mettants		
Mention de l'exonération est faite sur les factures;		
7° En exécution de ventes à l'Etat, aux provinces, aux communes et aux établissements publics, pour leurs services ou aux fins de revente à opérer par ceux-ci en vue du ravitaillement de la population;		
8° En exécution de ventes dont le prix n'excède pas 30 francs;		
9° En exécution de ventes dont le prix n'excède pas 150 francs, faites directement du producteur aux consommateurs et ayant pour objet les produits de la ferme, de la culture, de l'élevage ou des charbonnages.		
Pour l'application des exemptions reprises du 3° et 9°, les opérations intervenues au cours d'une journée entre les mêmes personnes sont considérées comme ayant fait l'objet d'un marché unique;		
10° D'eau, de gaz ou d'électricité;		
11° En exécution de ventes, quel qu'en soit le montant, faites par les boutiquiers et marchands détaillant directement aux parti-		

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

culiers, pour leur usage personnel et celui de leur ménage.

Est exclu du bénéfice de cette exemption tout achat de marchandises pour les revendre telles quelles ou après les avoir travaillées et mises en œuvre. Toutefois, l'exemption est maintenue en ce qui concerne les fournitures achetées par un ouvrier, à ses frais, en vue de l'exécution d'un travail qu'il effectue pour compte d'un patron;

12° Aux fins de renvoi par une succursale à la maison principale.

Le renvoi doit faire l'objet d'une facture de sorte qui reproduit la date et les prix de la facture d'entrée;

13° En suite de la vente publique et aux enchères de denrées alimentaires dans les halles et marchés.

que l'exportation des marchandises dont le fabricant ou l'exportateur a pris possession, soit consommée dans le délai à fixer par le Gouvernement.

» Dans chacun des deux cas visés au présent article, l'immunité reste acquise nonobstant un changement d'emballage ou de conditionnement nécessité exclusivement par les besoins de l'exportation, si l'exportateur ou le commissionnaire-expéditeur se conforme aux mesures qui sont édictées par le Ministre des finances pour assurer, en pareil cas, le contrôle du fait de l'exportation.

» Si, à l'expiration des délais ci-dessus prévus, la marchandise n'a pas été effectivement exportée ou si elle a reçu une destination autre que l'exportation, la taxe devient exigible. Le commissionnaire-expéditeur est tenu solidairement avec l'acheteur au paiement de la taxe et, le cas échéant, des amendes encourues.

» Le Gouvernement arrête les mesures généralement quelconques pour assurer l'exécution des dispositions du présent article. Il règle notamment les mentions que doivent contenir les commandes, les factures et les facturiers de sortie, les justifications à fournir pour établir l'exportation et, le cas échéant, la manière dont l'impôt est acquitté si une marchandise livrée en vue de l'exportation ne reçoit pas cette destination dans le délai légal.

» Les infractions aux prescriptions de cet arrêté peuvent être réprimées par des amendes dont le taux ne dépasse pas 500 francs par contravention, sans préjudice de l'exigibilité de la taxe et de la pénalité édictée par l'article 61, 1°, de la loi du 28 août 1921. »

waarde dat de uitvoer der goederen waarvan de fabrikant of de uitvoerder heeft bezit genomen, voltrokken wordt binnen den door de Regeering te bepalen termijn.

» In ieder van beide bij dit artikel bedoelde gevallen, blijft de vrijstelling verworven, ondanks een verandering van verpakking of van samenstel uitsluitend benodigd door de noodwendigheden van den uitvoer, indien de uitvoerder of de goederenbesteller zich gedraagt naar de maatregelen voorgeschreven door den Minister van Financiën om, in dergelijk geval, het toezicht wegens den uitvoer te verzekeren.

» Indien, bij het verstrijken van de hierboven voorziene termijnen, de koopwaar werkelijk niet is uitgevoerd geworden of zoo zij een andere bestemming dan de uitvoer heeft gekregen, is de belasting verschuldigd. De goederenbesteller is hoofdelijk gehouden met den kooper voor de betaling der belasting en, desgevallend, voor de belopen geldboeten.

» De Regeering neemt al de noodige maatregelen om de uitvoering der bepalingen van dit artikel te verzekeren. Zij regelt inzonderheid welke vermeldingen de bestellingen, de facturen en het boek der uitgaande facturen moeten dragen, de te leveren rechtvaardiging om den uitvoer te bewijzen en, desgevallend, de wijze waarop de belasting is gekweten, indien eene geleverde koopwaar, bestemd voor den uitvoer, die bestemming niet bekomt binnen den wettelijken termijn.

» De overtreding van de voorschriften van dit besluit kunnen gestraft worden met geldboeten waarvan het beloop niet 500 frank overschrijdt voor elke overtreding, onverminderd de eischbaarheid van de belasting en de strafbepaling gesteld bij artikel 61, 1° der wet van 28 Augustus 1921. »

Loi du 28 août 1921.

ART. 61. — Il est encouru :

1° Pour chaque infraction à l'obligation d'acquitter la taxe, une amende égale à dix fois la somme fraudée ou payée tardivement sans qu'elle puisse être inférieure à 25 francs.

Législation actuelle.

Loi du 28 août 1921.

ART. 52. — La délivrance d'une facture est obligatoire pour toute transmission de marchandises ou autres biens meubles par leur nature, si l'une des parties est un commerçant établi en Belgique, à moins que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce.

Dans le cas où aucune des parties n'est établie en Belgique comme commerçant, la convention ou le marché est obligatoirement constaté par écrit dès que le prix excède 150 francs.

Il est encouru une amende de 10 francs pour chaque infraction et à charge de chacune des parties contrevenantes.

Loi du 10 août 1923.

ART. 7. — § 1. Lorsque le prix en principal et accessoires excède 150 francs, la délivrance d'une facture est obligatoire au moment de la livraison, savoir :

a) Par le vendeur à son acheteur ou à son commissionnaire, par le commissionnaire à l'acheteur, lorsque l'un des intéressés est un commerçant établi en Belgique, à moins que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce ;

b) Par l'entrepreneur au maître de l'ouvrage, lorsque le premier exerce en Belgique la profession d'entrepreneur des ouvrages.

Cette obligation ne s'étend pas aux ouvriers qui travaillent à domicile pour le compte exclusif d'un industriel, d'un commerçant ou, plus généralement, d'un patron.

Sont considérés comme commerçants, pour l'application de la présente loi, les exploitants de mines, minières et carrières.

§ 2. La délivrance d'une facture n'est pas obligatoire :

1° Si la vente a lieu au comptant par adjudication publique ;

2° Si elle est faite au comptant à des particuliers achetant pour leur usage purement privé ou celui de leur ménage ;

3° Pour les ventes à crédit consenties à des particuliers achetant aux fins précindiquées si le prix est payé dans les trente jours de la livraison.

Projet de loi.

ART. 69.

Le 1^{er} alinéa de l'article 52 de la loi du 28 août 1921 est remplacé par ce qui suit :

« La délivrance d'une facture est obligatoire pour toute vente dont le prix est supérieur à 30 francs, si l'une des parties est un commerçant établi en Belgique, à moins que l'opération n'ait une cause étrangère à son commerce ou à sa profession.

« Sans préjudice de l'application de l'article 7 de la loi du 10 août 1923, si la vente rentre dans l'un des cas d'exonération prévus par la présente loi, la délivrance d'une facture n'est pas obligatoire. »

L'alinéa suivant est intercalé entre les deux derniers alinéas du dit article 52.

« Pour l'application du présent article, les opérations intervenues au cours d'une même journée entre les mêmes personnes sont considérées comme ayant fait l'objet d'un marché unique ».

Wetsontwerp.

ART. 69.

Het eerste lid van artikel 52 der wet van 28 Augustus 1921 wordt vervangen door den volgende tekst :

« Het verstrekken eener factuur is verplichtend voor elken verkoopwaarvan de prijs 30 frank te boven gaat, indien een der partijen een in België gevestigd handelaar is, tenzij de verrichting eene oorzaak heeft welke aan zijn handel of aan zijn beroep vreemd is.

« Onverminderd de toepassing van artikel 7 der wet van 10 Augustus 1923, indien de verkoop behoort tot een der bij deze wet voorziene gevallen van vrijstelling, is de aflevering eener factuur niet verplichtend ».

Het volgend lid wordt gelascht tusschen de laatste twee alinea's van gezegd artikel 52 :

« Voor de toepassing van dit artikel, worden de verrichtingen, gedaan in den loop van één zelfden dag tusschen dezelfde personen, beschouwd als zijnde een enkele overeenkomst ».

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen ingediend door de Regeering
en door de Commissie.

ART. 69 (COMMISSION).

ART. 69 (COMMISSIE).

**Modifier l'article 69 comme
suit :**

Het te wijzigen als volgt :

Le 1^{er} alinéa de l'article 52 de la loi
du 28 août 1921 est remplacé par ce qui
suit :

Het eerste lid van artikel 52 der wet
van 28 Augustus 1921 wordt vervangen
door den volgende tekst :

La délivrance d'une facture est obli-
gatoire pour toute vente dont le prix
est supérieur à 30 francs, si le vendeur
est un commerçant établi en Belgique,
à moins que l'opération n'ait une cause
étrangère à son commerce ou à sa pro-
fession.

« Het verstrekken eener factuur is
verplichtend voor elken verkoop waar-
van de prijs 30 frank te boven gaat,
indien de verkooper een in België geves-
tigd handelaar is, tenzij de verrichting
eene oorzaak heeft welke aan zijn handel
of aan zijn beroep vreemd is.

*Dans le cas où l'acheteur seul est un
commerçant établi en Belgique, il lui
incombe de délivrer à son vendeur un
bordereau d'achat.*

*In geval de koper alleen een in
België gevestigd handelaar is, dient hij
aan zijn verkooper een koophorderel af te
leveren.*

Sans préjudice de ... (le surplus
sans changement).

Onverminderd de toepassing... (het
overige ongewijzigd).

Législation actuelle.

Loi du 16 juillet 1922.

ART. 9, § 3. — Le Ministre des Finances peut, par des décisions révocables, déroger aux prescriptions de l'article 53 en imposant, sous les sanctions que cet article prévoit, des mesures propres à assurer le contrôle du paiement de la taxe.

Sont punis d'une amende de 1,000 à 10,000 francs le fait d'inscrire au facturier d'entrée ou celui de produire au service de la douane, en connaissance de cause, une facture ou tout autre document qui aurait été dressé à l'étranger pour aider à eluder partiellement la taxe exigible du chef de l'importation.

Loi du 28 août 1921.

ART. 52. — Voir plus haut à l'article 69 du projet.

ART. 53. — Les facturiers, les factures, et tous autres documents de comptabilité dont la tenue est prescrite aux termes des dispositions qui précèdent devront être conservés pendant trois années, à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur mise en usage, sous peine d'une amende de 100 francs.

En cas de cessation de commerce, ces archives peuvent être détruites plus tôt moyennant l'autorisation préalable du directeur régional de l'enregistrement et des domaines.

Projet de loi.

ART. 70.

Le § 3 de l'article 9 de la loi du 16 juillet 1922 est remplacé par ce qui suit :

« Le Ministre des Finances peut, par des décisions essentiellement révocables, déroger aux prescriptions des articles 52 et 53 de la loi du 28 août 1921 en imposant, sous les sanctions prévues à ces dispositions et à l'article 61, 1^o, de la même loi, des mesures propres à assurer le contrôle du paiement de la taxe. »

ART. 71.

Le premier alinéa de l'article 55 de la loi du 28 août 1921 est modifié comme suit :

« Les facturiers, les factures et tous autres documents dont la tenue est prescrite pour l'application de la présente loi doivent, sous peine d'une amende de 500 à 5,000 francs, être conservés pendant trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit leur clôture s'il s'agit de registres, ou leur date s'il s'agit de feuilles volantes. »

Wetsontwerp.

ART. 70.

§ 3 van artikel 9 der wet van 16 Juli 1922 wordt vervangen door den volgende tekst :

« De Minister van Financiën kan, door hoofdzakelijk herroepbare beslissingen, van de bepalingen van de artikelen 52 en 53 der wet van 28 Augustus 1921 afwijken, mits, onder de strafbepalingen welke gemelde bepalingen, alsmede artikel 61, 1^o, van dezelfde wet voorziet, maatregelen op te leggen geschikt om de controle op de betaling der belasting te verzekeren. »

ART. 71.

Het eerste lid van artikel 55 der wet van 28 Augustus 1921 wordt gewijzigd als volgt :

« De factuurboeken, de facturen en alle andere stukken, welke men voor de toepassing van deze wet verplicht is te houden, moeten, op straf van eene geldboete van 500 tot 5,000 frank, bewaard worden gedurende drie jaar van af den 1^o Januari van het jaar volgende op hunne afsluiting, zoo het registers betreft, of hun datum, zoo het losse bladen betreft. »

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering en door
de Commissie ingediend.

Législation actuelle.

Loi du 28 août 1921.

ART. 50. — Ne tombent pas sous l'application de la taxe :

1° L'importation : a) de biens envoyés aux ambassadeurs ou ministres des puissances étrangères résidant en Belgique; b) des voitures, chevaux et bagages des voyageurs ainsi que des objets de déménagement portant des traces apparentes d'usage et en rapport avec la condition sociale de l'intéressé; c) de marchandises dont la réexportation au propriétaire ou pour son compte doit se faire aussitôt après qu'elles ont subi en Belgique une main-d'œuvre qui n'altère en rien leur caractère spécifique et qui n'a pas pour but de les incorporer à d'autres objets; d) sous forme de lingots, de barres, saumons, etc., des métaux provenant de la Colonie.

Pour ce dernier cas, un arrêté royal détermine les conditions que doit réunir le certificat d'origine;

2° La réimportation de marchandises revenant non vendues ou non acceptées de l'étranger.

ART. 57. — § 3. L'importateur est admis à établir que les marchandises doivent être réexportées et sont introduites en Belgique à seule fin d'y subir, pour compte de l'expéditeur, une main-d'œuvre qui n'altère en rien leur caractère spécifique et qui n'a pas pour but de les incorporer à d'autres objets.

Projet de loi.

ART. 72.

L'article 50, 1°, litt. C et l'article 57, § 3, de la loi du 28 août 1921 sont remplacés par un article 57^{bis} ainsi conçu :

« Les marchandises introduites en Belgique en vue d'être réexportées aussitôt après y avoir subi une main-d'œuvre industrielle peuvent, moyennant l'autorisation de l'administration et aux conditions que fixera cette autorisation, être importées en franchise de la taxe de transmission. »

ART. 73.

Pour l'application des articles 58, 62, 65 et 72 de la présente loi, l'administration est autorisée à établir la discrimination entre la main-d'œuvre industrielle et les simples manipulations commerciales.

Wetsontwerp.

ART. 72.

Artikel 50, 1°, litt. C en artikel 57, § 3 der wet van 28 Augustus 1921 worden vervangen door een artikel 57^{bis} luidende :

« De in België ingevoerde koopwaren met het doel dadelijk te worden heruitgevoerd, na aldaareen industriele bewerking te hebben ondergaan, kunnen, mits machtiging van het bestuur en mits de voorwaarden bij deze machtiging bepaald, vrij van de overdrachtsbelasting worden ingevoerd. »

ART. 73.

Voor de toepassing van de artikelen 58, 62, 65 en 72 van deze wet, is het bestuur gemachtigd het onderscheid vast te stellen tusschen de industriele bewerking en de eenvoudige handelsbewerking.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering en door
de Commissie ingediend.

ART. 73 (COMMISSION).

Ajouter l'alinéa suivant :

Ne sont pas considérés comme une main-d'œuvre industrielle la torréfaction des cafés, le nettoyage, le triage, le séchage ou le mélange de marchandises, de même que leur concassage, leur broyage ou leur mouture sans soustraction de matières.

ART. 73 (COMMISSIE).

De volgende alinea toe te voegen :

Worden niet als een industrieele bewerking aangezien, het branden van koffie, het schoonmaken, uitlezen, drogen of vermengen van koopwaren, alsmede het fijnstampen, het braken of het malen er van zonder onttrekking van stof.

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 74.

ART. 74.

Loi du 28 août 1921.

ART. 62. — Les commerçants sont tenus, à peine d'une amende de 50 à 5,000 francs, de communiquer sans déplacement, à toute réquisition des préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines ayant obtenu le brevet de surnuméraire, leurs facturiers, leurs factures et autres documents qui servent à la perception de la taxe et, si une contravention est constatée, leur livre-journal et leur copie de lettres.

Le préposé requiert l'assistance du bourgmestre ou de son délégué pour dresser, en sa présence, procès-verbal du refus qui lui aura été opposé.

L'obligation de communiquer en ce qui concerne les courtiers, est étendue au livre et aux carnets visés aux articles 65 et 66 du Code de commerce.

Code de Commerce.

LIVRE I^{er}, TITRE V.

ART. 65. — Les agents de change et courtiers sont tenus d'avoir un livre revêtu des formes prescrites par l'article 44 du Code de commerce.

Ils doivent consigner dans ce livre, jour par jour et par ordre de dates, sans ratures, entre-lignes ni transpositions, et sans abréviations ni chiffres, les conditions de toutes les opérations faites par leur intermédiaire.

ART. 66. — Les agents de change et courtiers sont aussi tenus de consigner leurs opérations sur des carnets, immédiatement après les avoir conclues.

Ils sont obligés, en outre, de représenter leurs livres et carnets aux juges ou arbitres.

L'article 62 de la loi du 28 août 1921 est modifié comme suit :

« Les commerçants sont tenus, à peine d'une amende de 500 à 5,000 francs, de communiquer sans déplacement, à toute réquisition des préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines ayant obtenu le brevet de surnuméraire, leurs facturiers, leurs factures et autres documents servant à la perception de la taxe, leur livre-journal, leur copie de lettres, leur registre de magasin et tous autres livres de comptabilité, ainsi que, le cas échéant, en ce qui concerne les opérations exemptées de la taxe, les pièces justificatives de l'exonération.

» L'obligation de communiquer, en ce qui concerne les courtiers, est étendue au livre et aux carnets visés aux articles 65 et 66 du Code de commerce, livre I^{er}, titre V.

» Le refus de communication est constaté par procès-verbal. »

Artikel 62 der wet van 28 Augustus 1921 wordt gewijzigd als volgt :

« De handelaars zijn, op straffe eener boete van 500 tot 5,000 frank, gehouden, op elke vordering der aangestelden van het beheer der registratie en der domeinen die het brevet van surnumerair hebben bekomen, zonder verplaatsing inzage te verleen van hunne factuurboeken, facturen en andere stukken, welke dienen tot de invordering der belasting, hun dagboek, hun brieven-copieboek, hun magazijnregister en alle andere comptabiliteitsboeken, alsmede, desvoorkomend, voor wat de verrichtingen betreft die vrij zijn van de belasting, de bewijsstukken voor de vrijstelling.

» De verplichting inzage te verleen geldt, wat de makelaars betreft, ook voor het boek en de handboekjes bedoeld bij de artikelen 65 en 66 van het Wetboek van koophandel, boek I, titel V.

» De weigering van mededeeling wordt bij proces-verbaal vastgesteld. »

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering
en door de Commissie ingediend.

ART. 74 (COMMISSION).

1° Au deuxième alinéa de l'article 74, ajouter après les mots « brevet de surnuméraire » les mots « et agissant en vertu d'une autorisation spéciale du directeur général de cette administration. »

2° Intercaler l'alinéa suivant entre les deux derniers alinéas de l'article 74 :

Les mêmes obligations incombent aux cultivateurs en ce qui concerne les factures et autres documents servant à la perception de la taxe de transmission.

ART. 74 (COMMISSIE).

1° Aan de 2^{de} alinea, na de woorden : « brevet van surnummerair hebben bekomen », toe te voegen : « en handelende uit kracht van eene bijzondere machtiging van de den algemeenen bestuurder van dit beheer. »

2° Tusschen de laatste twee alinea's de volgende alinea in te lasschen :

Gelijke verplichtingen binden de landbouwers voor wat betreft de facturen en andere stukken dienende voor het heffen van de overdrachtsbelasting.

Législation actuelle.

Loi du 28 août 1921.

ART. 66. — Les articles 76 et 80 de la loi du 25 mars 1891 contenant le Code du timbre sont rendus applicables en ce qui concerne les timbres adhésifs dont l'emploi sera prescrit pour assurer la perception de la taxe.

Loi du 10 août 1925.

ART. 7. — Voir plus haut à l'article 69 du projet.

ART. 11. — Sont rendues applicables aux factures visées par les articles 1, 2 et 3 de la présente loi, les dispositions des articles 53, 54, 55, 62, 63, 64, 65, premier alinéa, de la loi du 28 août 1921 et de l'article 9, § 3, de la loi du 16 juillet 1922.

Les entrepreneurs d'ouvrages sont, au point de vue de ces dispositions, assimilés aux négociants.

Projet de loi.

ART. 75.

L'article 66 de la loi du 28 août 1921 est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application des articles 52, 53, 54 et 62 de la présente loi et des articles 7 et 11 de la loi du 10 août 1923, le Gouvernement est autorisé à assimiler à des commerçants toute personne qui achète ou produit pour vendre. »

Wetsontwerp.

ART. 75.

Artikel 66 der wet van 28 Augustus 1921 wordt vervangen door den volgende tekst :

« Voor de toepassing der artikelen 52, 53, 54 en 62 der onderhavige wet en der artikelen 7 en 11 der wet van 10 Augustus 1923, is de Regeering gemachtigd met handelaars gelijk te stellen alwie koopt of voortbrengt om te verkoopen. »

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

—

Amendementen door de Regeering en door
de Commissie ingediend.

—

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

TITRE II.

Droits d'enregistrement
et d'hypothèque.

ART. 112.

Les droits fixes et les droits gradués d'enregistrement sont augmentés de quinze décimes.

ART. 113.

Les droits proportionnels d'enregistrement, de transcription et d'inscription sont augmentés d'un décime.

ART. 114.

Les droits minima d'enregistrement, de transcription et d'inscription fixés actuellement à 1 franc sont portés à 2 francs 50 centimes.

ART. 115.

Les quotités fixées à la moitié de certains droits par les lois existantes seront liquidées à la moitié des droits nouveaux.

ART. 116.

Les amendes égales ou proportionnées aux droits seront liquidées suivant les taux des droits nouveaux.

TITEL II.

Registratie- en hypotheekrechten.

ART. 112.

De vaste en klimmende registratierechten worden met vijftien decimen verhoogd.

ART. 113.

De evenredige rechten voor registratie, overschrijving en inschrijving worden met een deciem verhoogd.

ART. 114.

De minimarechten voor registratie, overschrijving en inschrijving, thans bepaald op 1 frank, worden opgevoerd tot 2 frank 50 centiem.

ART. 115.

De bedragen, door de bestaande wetten bepaald op de helft van sommige rechten, worden vereffend op de helft van de nieuwe rechten.

ART. 116.

De geldboeten gelijk aan of evenredig met de rechten worden vereffend op den voet der nieuwe rechten.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering en door
de Commissie ingediend.

ART. 113. (GOUVERNEMENT.)

Substituer à un décime *deux*
décimes.

ART. 113. (REGEERING.)

« Een deciem » **vervangen** door
« *twee deciemmen* ».

Legislation actuelle.

ART. 34.

Art. 18 de la loi du 28 août 1921.

Ne tombent pas sous l'application de l'article 45 :

1°

2°

3° Les actes ne portant mainlevée de l'inscription que sur une partie des biens grevés, si le créancier réserve expressément dans l'acte ses droits personnels.

Art. 15. Il est établi en remplacement du droit fixe d'enregistrement antérieurement exigible un droit proportionnel de 30 centimes par 100 francs sur les actes portant mainlevée totale ou partielle d'inscription hypothécaire.

ART. 35.

Art. 3 de la loi du 30 août 1913.

Les ouvertures de crédit sont tarifées au droit établi pour les obligations de sommes dérivant du prêt, et les cessions d'ouverture de crédit au droit établi pour les cessions de créances. Le droit est perçu, au moment de l'enregistrement de l'acte, sur le montant du crédit ouvert, augmenté le cas échéant, du montant de la valeur des prestations stipulées au profit du cédant.

Loi du 24 octobre 1919

ART. 21. — Les actes sous signature privée ou passés en pays étranger portant cession de fonds de commerce situés en Belgique sont enregistrés dans le délai fixé par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII.

A défaut d'acte constatant la cession, il y est suppléé par une déclaration détaillée et estimative, conformément à l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX.

Si l'acte n'est pas enregistré ou si la déclaration n'est pas faite dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru, individuellement et sans recours, par le cédant et le concessionnaire, une amende égale au droit exigible sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux actes portant transmission de clientèles civiles ou commerciales.

Projet de loi.

ART. 117.

Il est ajouté au 3° de l'article 18 de la loi du 28 août 1921 un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Pour l'application de l'alinéa qui précède, les diverses inscriptions prises soit dans un même bureau d'hypothèques, soit dans des bureaux différents, sont réputées former une inscription unique. »

ART. 118.

Il est ajouté à l'article 3 de la loi du 30 août 1913 un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Est également perçu sans attendre la réalisation du crédit le droit proportionnel d'enregistrement auquel donnent ouverture les sûretés réelles ou personnelles fournies par un tiers pour garantir l'exécution des contrats visés à l'alinéa qui précède. »

ART. 119.

Le droit d'enregistrement établi par l'article 21 de la loi du 24 octobre 1919 sur les transmissions à titre onéreux de fonds de commerce et de clientèles est porté à 5 francs par 100 francs.

ART. 120.

Les baux de toute nature, d'une durée ne dépassant pas neuf ans, sont assujettis à un droit d'enregistrement de 25 centimes par 100 francs, sur le prix cumulé de toutes les années et les charges imposées au preneur.

Wetsontwerp.

ART. 117.

Aan n° 3° van artikel 18 der wet van 28 Augustus 1921 wordt een tweede lid toegevoegd luidende :

« Voor de toepassing van het vorige lid, worden de verschillende inschrijvingen genomen hetzij in een zelfde hypothekkantoor, hetzij in verschillende kantoren, geacht een enkele inschrijving uit te maken. »

ART. 118.

Aan artikel 3 der wet van 30 Augustus 1913 wordt een tweede lid toegevoegd, luidende :

« Wordt eveneens geheven, zonder het te gelde maken van het crediet af te wachten, het evenredig registratierecht waartoe aanleiding geven de zakelijke of persoonlijke borgstellingen verstrekt door een derde, om de uitvoering te waarborgen van de in het vorig lid bedoelde overeenkomsten. »

ART. 119.

Het registratierecht, gevestigd bij artikel 21 der wet van 24 October 1919 op de overdrachten, onder bezwarende voorwaarden, van handelszaken en van clientele, wordt opgevoerd tot 5 frank per 100 frank.

ART. 120.

Alle huurovereenkomsten, waarvan de duur niet negen jaar overschrijdt, zijn onderhevig aan een registratierecht van 25 centiem per 100 frank op den samegewegden prijs van al de jaren en de lasten opgelegd aan den huurder.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering en door de
Commissie ingediend.

ART. 119. (GOUVERNEMENT.)

Substituer au taux de 5 francs
par 100 francs le taux de 6 francs par
100 francs.

ART. 119. (REGEERING.)

Het bedrag *van* 5 *frank* per 100 frank
vervangen door het bedrag *van*
6 *frank* per 100 frank.

Législation en vigueur.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 121.

Les baux de plus de neuf ans, les baux à vie et ceux à durée illimitée sont assujettis à un droit de 50 centimes par 100 francs.

La perception s'établit : pour les baux de plus de neuf ans, sur le prix cumulé de toutes les années et les charges imposées au preneur; et pour les baux à vie ou à durée illimitée sur un capital formé de quinze fois le prix et les charges annuels quant aux baux à vie, et de vingt-cinq fois le prix et les charges annuels quant aux baux à durée illimitée.

ART. 122.

Par modification aux deux articles qui précèdent, le droit pour les baux de chasse et de pêche est fixé à 1 franc par 100 francs, quelle que soit la durée du bail; ce droit est perçu selon les distinctions établies aux susdits articles.

ART. 123.

Le droit des cautionnements de baux est de moitié de celui fixé pour les baux.

ART. 124.

Les dispositions des quatre articles qui précèdent sont applicables aux sous-baux, subrogations, cessions et rétrocessions de baux.

ART. 121.

De huurovereenkomsten voor meer dan negen jaar, de levenslange huurovereenkomsten en die van onbepaalden duur zijn onderhevig aan een recht van 50 centiem per 100 frank.

De heffing geschiedt : voor de huurovereenkomsten van meer dan negen jaar, op den samengevoegden prijs van al de jaren en de lasten opgelegd aan den huurder; en voor de levenslange huurovereenkomsten of die van onbepaalden duur, op een kapitaal gelijk aan vijftienmaal de jaarlijksche prijs en lasten voor de levenslange huurovereenkomsten, en gelijk aan vijf en twintig maal de jaarlijksche prijs en lasten voor de huurovereenkomsten van onbepaalden duur.

ART. 122.

Met wijziging van de twee vorige artikelen, wordt het recht voor de jacht- en vischpachten bepaald op 1 frank per 100 frank, welke de duur van de pacht ook zij; dit recht wordt geheven volgens het onderscheid gemaakt in gezegde artikelen.

ART. 123.

Het recht op de borgstellingen van huurovereenkomsten is de helft van dit voor de huurovereenkomsten.

ART. 124.

De bepalingen der vier vorige artikelen zijn van toepassing op de onderhuurovereenkomsten, indeplaatsstellingen, afstanden en wederoverdrachten van huurovereenkomsten.

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 125.

Pour les baux faits en plusieurs lots par adjudication publique, le droit est perçu sur les sommes que contient cumulativement le procès-verbal.

ART. 125.

Voor de huurovereenkomsten in verschillende loten bij openbare aanbesteding gesloten, wordt het recht geheven van het totaal der in het proces-verbaal aangegeven sommen.

ART. 42.

Art. 9 de la loi du 30 août 1913.

L'existence d'un acte sous seing privé ou passé en pays étranger portant bail de biens immeubles situés en Belgique, peut être établie, quelle que soit la somme, par tous moyens de droit commun, témoins compris, à l'exception du serment.

Le bailleur et le preneur sont solidairement tenus du droit, sauf recours s'il y a lieu.

Si l'acte n'est pas enregistré dans le délai fixé par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an XII, il est encouru, individuellement et sans recours, par le bailleur et par le preneur, une amende de 25 francs.

Art. 22 de la loi du 22 frimaire an XII.

Les actes qui, à l'avenir, seront faits sous signature privée, et qui porteront transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, et les baux à ferme ou à loyer, sous-baux, cessions et subrogations de baux, et les engagements, aussi sous signature privée, de biens de même nature, seront enregistrés dans les trois mois de leur date.

Pour ceux des actes de ces espèces qui seront passés en pays étranger, ou dans les îles ou colonies françaises où l'enregistrement n'aurait pas encore été établi, le délai sera de six mois, s'ils sont faits en Europe; d'une année, si c'est en Amérique, et de deux années, si c'est en Asie ou en Afrique.

ART. 126.

Le troisième alinéa de l'article 9 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par la disposition suivante :

« Si l'acte n'est pas enregistré dans le délai fixé par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII, il est encouru individuellement par le bailleur et par le preneur une amende égale au droit exigible, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs. »

Les fonctionnaires des administrations de l'enregistrement et des domaines et des contributions directes et du cadastre à qui seraient produits des baux qui n'auraient pas été enregistrés dans le délai dont il s'agit à l'alinéa précédent, sont autorisés à constater les contraventions par des procès-verbaux. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire; ils sont dispensés du timbre et de la formalité de l'enregistrement.

ART. 126.

Het derde lid van artikel 9 der wet van 30 Augustus 1913 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wordt de akte niet geregistreerd binnen den termijn bepaald bij artikel 22 der wet van 22 Frimaire jaar VII, dan beloopt de verhuurder en de huurder elk een geldboete gelijk aan het verschuldigd recht, zonder dat de geldboete min dan 100 frank moge bedragen. »

De ambtenaren van het beheer der registratie en domeinen en van de rechtstreekse belastingen en het kadaster aan wie huurovereenkomsten mochten worden vertoond die niet zouden geregistreerd zijn binnen den termijn bedoeld in het vorige lid, zijn gemachtigd de overtredingen bij proces-verbaal vast te stellen. Deze processen-verbaal zijn rechtsgeldig tot levering van het tegenbewijs; zij zijn vrijgesteld van zegel en registratie.

Législation actuelle.

ART. 43.

Art. 20 de la loi du 31 mai 1824.

Si celui qui a acquis, pour acte entre-vifs, la propriété de bois sur pied, acquiert dans l'intervalle des dix huit mois suivants et avant que les bois ne soient entièrement abattus, la propriété du sol, il sera tenu de payer le droit d'enregistrement, au taux fixé pour les mutations immobilières, sur la valeur de l'intégralité du bien, d'après la nature de la transmission, tant du bois que du sol; ce droit sera acquitté, dans les trois mois de l'acquisition du sol, à peine du double droit, sauf déduction toutefois du droit qui aura été perçu précédemment, à raison de l'acquisition des bois.

Ces dispositions seront également applicables :

1° Aux transmissions de bâtiments en construction sans le fonds, lorsque le propriétaire acquerra postérieurement, n'importe à quelle époque, la propriété du fonds avant que les bâtiments ou constructions ne soient démolis;

2° Aux transmissions de la superficie, mais avant que la totalité de la tourbe ne soit extraite.

Art. 24 de la loi du 31 mai 1824.

Si dans les cas prévus par l'article précédent, le prix du bois, des bâtiments ou constructions et de la superficie des tourbières, réuni au prix du sol, pour ce qui concerne les bois et les constructions, et à celui du fonds, pour ce qui concerne les tourbières, ne paraît pas représenter la valeur entière de l'objet, le préposé pourra faire procéder à une estimation par experts, de la manière prescrite par les lois existantes sur l'enregistrement pour les mutations d'immeubles à titre onéreux, sauf ce qui est statué par l'article 22 ci-après; en cas de plus value constatée, les mêmes dispositions pénales recevront leur application.

Projet de loi.

ART. 127.

Les dispositions des articles 20 et 21 de la loi du 31 mai 1824 sont rendues applicables à l'hypothèse où l'acquisition du bois ou des bâtiments a eu lieu après l'acquisition du fonds. Dans ce cas, les droits complémentaires d'enregistrement et de transcription exigibles doivent être payés dans les trois mois de l'acquisition du bois ou des bâtiments, à peine d'une amende égale aux droits complémentaires.

L'alinéa qui précède ainsi que les dispositions y rappelées de la loi du 31 mai 1824 sont également applicables, quel que soit le laps de temps qui sépare les deux acquisitions, à la transmission consentie à la même personne d'un fonds et des objets affectés au service et à l'exploitation de ce fonds.

Wetsontwerp.

ART. 127.

De bepalingen der artikelen 20 en 21 der wet van 31 Mei 1824 worden van toepassing op het geval waarin het aankopen van het bosch of van de gebouwen plaats heeft na het aankopen van het erf. In dit geval, moeten de verschuldigde aanvullende registratie- en overschrijvingsrechten worden betaald binnen drie maand te rekenen van den aankoop van het bosch of de gebouwen, op straf van eene geldboete gelijk aan de aanvullende rechten.

Het vorige lid alsmede de daarin bedoelde bepalingen van de wet van 31 Mei 1824 zijn mede van toepassing, ongelet het tijdsverloop tusschen de twee aankopen, op de overdracht aan denzelfden persoon van een erf bewiligd en van de voorwerpen bestemd voor den dienst en de bebouwing van dit erf.

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 128.

ART. 128.

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement les titres de la Dette publique belge, en général les titres d'emprunts émis par les provinces et les communes tant du pays que de l'étranger et par les gouvernements étrangers, les actions et obligations nominatives ou au porteur des sociétés ou collectivités belges ou étrangères, les certificats d'actions ou d'obligations nominatives et, généralement, tous les fonds publics belges ou étrangers, quelle que soit leur dénomination.

Zijn vrijgesteld van de formaliteit der registratie : de titels der Belgische Staatsschuld in 't algemeen, de titels der leeningen uitgeschreven door de provinciën en de gemeenten, zoowel binnen als buiten het land en door de buitenlandsche regeeringen, de aandeelen en obligatiën op naam of aan toonder van Belgische of vreemde vennootschappen of collectiviteiten, de bewijsschriften van aandeelen of obligatiën op naam en, over het algemeen, al de Belgische of buitenlandsche openbare effecten, welke hunne benaming ook zij.

ART. 129.

ART. 129.

Par modification aux dispositions légales existantes, sont soumis au droit d'enregistrement de 2 francs par 100 francs, les actes portant vente et, plus généralement, transmission à titre onéreux de fonds publics rentrant dans les termes de l'article précédent ainsi que de parts ou intérêts dans les sociétés possédant la personnification civile.

Met wijziging van de bestaande wetsbepalingen, zijn onderhevig aan het registratierecht van 2 frank per 100 fr. de akten van verkoop en, meer in het algemeen, van overdracht onder bezwarende voorwaarden van openbare effecten naar luid van het vorige artikel, alsook van de aandeelen of interesten in de vennootschappen met rechtspersoonlijkheid.

Le droit est liquidé sur le montant du prix en y ajoutant les charges imposées à l'acquéreur.

Het recht wordt vereffend op het bedrag van den prijs, met toevoeging van de lasten opgelegd aan den verkrijger.

En cas de cession de gré à gré la base imposable ne peut être inférieure à la valeur qui serait fixée par le dernier prix-courant publié par le Gouvernement belge avant la date de l'exigibilité du droit.

In geval van afstand nit de hand, mag de belastbare grondslag niet lager zijn dan de waarde die zou vastgesteld zijn door de jongste prijs-courant uitgegeven door de Belgische Regeering vóór den datum waarop het recht in vorderbaar was.

ART. 130.

ART. 130.

Le droit d'enregistrement sur les donations entre vifs des fonds publics ainsi que des parts sociales visés aux articles 128 et 129 est liquidé sur la base indiquée au dernier alinéa de l'article 129.

Het registratierecht op de schenkingen onder de levenden van de openbare effecten alsook van de aandeelen in vennootschappen, bedoeld bij de artikelen 128 en 129, wordt vereffend op den voet aangegeven in het laatste lid van artikel 129.

Si les titres ne sont pas cotés au prix-courant le droit est calculé sur leur valeur vénale à déclarer par les parties sous le contrôle de l'administration.

Zoo de titels niet genoteerd worden op de prijs-courant, dan wordt het recht berekend op hunne koopwaarde aan te geven door de partijen onder toezicht van het bestuur.

Législation actuelle.

ART. 47.

Art. 34 de la loi du 11 octobre 1919.

Toute dissimulation dans le prix d'une vente de meubles ou d'immeubles ou dans la soule d'un échange est passible dans le chef du vendeur, de l'acquéreur et de chacun des coéchangeistes, individuellement, d'une amende égale à deux fois les droits éludés. Les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus des droits supplémentaires exigibles sauf, s'il y a lieu, leurs recours entre eux pour ces droits seulement.

Sans préjudice en ce qui concerne les immeubles, des dispositions légales existantes relatives à l'expertise, l'existence de la dissimulation peut être établie, quelle qu'en soit l'importance, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment.

Les droits supplémentaires qui auraient été payés ensuite d'une insuffisance immobilière constatée par une expertise ou par une soumission sous-rite en vue d'éviter l'expertise, seront imputés sur le supplément de droit liquidé conformément au premier alinéa du présent article.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables en cas de dissimulation totale ou partielle des charges imposées à l'acquéreur ou à l'un des coéchangeistes.

Le notaire qui reçoit un acte de vente ou d'échange est tenu de donner lecture aux parties des dispositions qui précèdent. Mention expresse de cette lecture est faite dans l'acte, à peine pour le notaire d'une amende de 100 francs.

Art. 42 de la loi du 11 octobre 1919.

Toute contravention aux articles 14, 17, 29, 30 et 33 de la présente loi donne lieu, à charge de l'auteur ou des auteurs, à une amende de 100 francs à 2,000 francs.

La preuve de la contravention pourra être faite par l'Administration des Finances par toutes voies de droit, serment excepté.

Sans préjudice aux dispositions légales relatives aux amendes fiscales, s'il est constaté qu'une infraction aux lois sur les droits d'enregistrement, de transcription ou de succession a été commise dans une intention frauduleuse, son ou ses auteurs pourront être condamnés sur poursuite du ministère public, et sans préjudice à tous dommages-intérêts envers l'Administration des Finances, à un emprisonnement de huit jours à deux ans et à une amende de 100 francs à 10,000 francs ou à l'une de ces peines seulement.

En cas de poursuite pénale, la juridiction civile, éventuellement saisie du recours contre la réclamation du droit et de l'amende fiscale, surseoir à statuer jusqu'à ce qu'il ait été prononcé en dernier ressort par la juridiction pénale sur la poursuite intentée.

Projet de loi.

ART. 131.

L'administration est autorisée à constater par tous les moyens établis par le droit commun, à l'exception du serment, et, notamment, par la cote officielle des bourses du pays ou de l'étranger, les insuffisances d'évaluation dans les actes portant transmission à titre onéreux ou à titre gratuit de fonds publics ou de parts sociales non cotés au prix-courant publié par le Gouvernement belge.

Sans préjudice de l'application éventuelle des articles 34 et 42 de la loi du 11 octobre 1919, s'il est reconnu que la valeur des fonds publics ou des parts sociales n'a pas été déclarée dans les actes susvisés conformément aux articles 129 et 130 de la présente loi, le droit d'enregistrement sur l'insuffisance devra être acquitté et, en outre, une somme égale à titre d'amende si l'insuffisance excède d'un huitième ou davantage la somme qui a servi de base à la perception de l'impôt.

Wetsontwerp.

ART. 131.

Het bestuur is gemachtigd, door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed, en onder meer, door de officieele noteering van de beurzen van het land of van het buitenland, de ontoereikende schattingen vast te stellen in de akten van overdracht onder bezwarende voorwaarden of om niet, van openbare effecten of aandeelen in vennootschappen niet genoteerd op de prijs-courant uitgegeven door de Belgische Regeering.

Onverminderd de eventueele toepassing van de artikelen 34 en 42 der wet van 11 October 1919, zoo blijkt dat de waarde der openbare effecten of aandeelen in vennootschappen niet in hoogerbedoelde akten werd aangegeven overeenkomstig de artikelen 129 en 130 dezer wet, moet het registratierecht op de ontoereikendheid worden betaald en, bovendien, eene gelijke som als boete, zoo de ontoereikendheid met een achtste of meer de som overschrijdt, waarop de belasting werd berekend.

Législation actuelle.

ART. 48.

Art. 22 de la loi du 22 frimaire an VII.

Voir texte ci-avant, article 42 du projet.

Art. 4 de la loi du 27 ventôse an IX.

Sont soumises aux dispositions des articles 22 et 38 de la loi du 22 frimaire, les mutations entre vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, lors même que les nouveaux possesseurs prétendraient qu'il n'existe pas de conventions écrites entre eux et les précédents propriétaires ou usufruitiers.

A défaut d'actes, il y sera suppléé par des déclarations détaillées et estimatives, dans les trois mois de l'entrée en possession, à peine d'un droit en sus.

Art. 38 de la loi du 22 frimaire an VII.

Les actes sous signature privée et ceux passés en pays étranger, dénommés dans l'article 22, qui n'auront pas été enregistrés dans les délais déterminés, seront soumis au double droit d'enregistrement.

Il en sera de même pour les estaments non enregistrés dans le délai.

ART. 49.

Art. 1^{er} de la loi du 28 août 1921.

Les parties qui dressent un acte sous seings privés portant transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés en Belgique, ou cession de fonds de commerce ou de clientèle doivent en établir un double sur timbre de dimension, revêtu des mêmes signatures que l'acte lui-même, à moins que cet acte ne soit déposé au rang des minutes des notaires, ou annexé à leurs minutes.

Ce double est remis au bureau de l'enregistrement lorsque la formalité est requise. Il y reste déposé.

Art. 2 de la loi du 28 août 1921.

Toute partie qui présente ou au nom de la laquelle est présenté à la formalité de l'enregistrement un acte rentrant dans les termes de l'article précédent, et portant une date antérieure à celle de la mise en vigueur de la présente loi, est tenue d'y joindre une copie, établie sur timbre de dimension, et certifiée par elle conforme à l'original.

Cette copie reste déposée au bureau.

Projet de loi.

ART. 132.

Doivent être enregistrés dans le délai fixé par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII les actes sous seings privés ou passés en pays étranger portant : 1^o cession ou marché pour construction de navires et autres bâtiments de mer naviguant ou destinés à naviguer sous pavillon belge; 2^o cession ou marché pour construction de bateaux ou embarcations d'intérieur, si l'une des parties contractantes est domiciliée en Belgique.

A défaut d'actes constatant la cession ou le marché, il y est suppléé par une déclaration détaillée et estimative, conformément à l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX.

ART. 133.

L'acte est enregistré et la déclaration faite au bureau de l'enregistrement du domicile de l'une ou l'autre des parties contractantes et, à défaut de domicile en Belgique, au bureau d'Anvers.

Sont applicables aux actes sous seings privés susvisés les dispositions des articles 1^{er} et 2 de la loi du 28 août 1921.

Wetsontwerp.

ART. 132.

Moeten worden geregistreerd binnen den termijn bepaald bij artikel 22 der wet van 22 Frimaire jaar VII de onderhandsche akten of die verleden in het buitenland houdende : 1^o afstand of overeenkomst voor het bouwen van schepen en andere zeebodems varende of bestemd om te varen onder Belgische vlag; 2^o afstand of overeenkomst voor het bouwen van booten of binnenscheepen, zoo een der contracteerende partijen in België is gehuisvest.

Bij gebrek aan akten die den afstand of de overeenkomst vaststellen, wordt daarin voorzien door een omstandige en benaderende verklaring, overeenkomstig artikel 4 der wet van 27 Ventôse jaar IX.

ART. 133.

De akte wordt geregistreerd en de verklaring gedaan in het registratiekantoor van de woonplaats van een van beide contracteerende partijen en, bij gemis van woonplaats in België, in het kantoor te Antwerpen.

De bepalingen der artikelen 1 en 2 der wet van 28 Augustus 1921 zijn van toepassing op de hoogerbedoelde onderhandsche akten.

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 134.

Si l'acte n'est pas enregistré ou si la déclaration n'est pas faite dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru individuellement par chacune des parties contractantes une amende égale au droit exigible sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs.

ART. 134.

Zoo de akte niet wordt geregistreerd of zoo de verklaring niet wordt gedaan binnen den hoogerbedoelden termijn, dan belooft elk der contracteerende partijen eene geldboete gelijk aan het invorderbaarrecht, zonder dat deze boete minder dan 100 frank moge bedragen.

ART. 51.

Art. 52 de la loi du 24 octobre 1919.

L'État est autorisé à établir par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment, la transmission d'un fonds de commerce ou d'une clientèle.

Art. 25 de la loi du 24 octobre 1919.

Sans préjudice aux dispositions légales existantes relatives à la dissimulation du prix dans les actes translatifs de propriété à titre onéreux, si le prix ou l'estimation énoncé dans un acte portant cession de fonds de commerce ou de clientèles paraissent inférieurs à la valeur vénale du bien transmis, l'administration peut requérir l'expertise. Celle-ci a lieu dans le délai et les formes prescrits pour l'expertise en cas de vente d'immeubles. Le cas échéant, l'administration est autorisée à exiger la représentation des livres de commerce des parties.

Est rendu applicable aux cessions de fonds de commerce ou de clientèles, l'article 5 de la loi du 27 ventôse an IX en tant qu'il édicte une amende égale au droit supplémentaire d'enregistrement dans tous les cas où les frais de l'expertise incombent à la charge du redevable.

ART. 135.

Les dispositions des articles 22 et 23 de la loi du 24 octobre 1919 sont applicables aux cessions et aux marchés pour construction de navires et bateaux.

ART. 135.

De bepalingen der artikelen 22 en 23 der wet van 24 October 1919 zijn van toepassing op afstanden en op overeenkomsten voor het bouwen van schepen en booten.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

—

Amendementen door de Regeering en door
de Commissie ingediend.

—

Législation actuelle.

ART. 52.

Art. 15, 1^{er} de la loi du 28 août 1911 :

Les droits proportionnels d'enregistrements établis par la loi du 9 septembre 1908 portant réduction des droits d'enregistrement et exemption des droits d'hypothèque en faveur de la navigation maritime et fluviale sont portés; savoir :

1^o Ceux établis par les articles 1^{er} et 2 à 1 franc par 100 francs;

2^o

Art. 1^{er} et 2 de la loi du 9 septembre 1908.

1. Le droit proportionnel établi par l'article 69, § 3, n° 1 de la loi du 22 frimaire an VII est réduit à 0,40 % pour les marchés de construction, de réparation et d'entretien de navires ou bateaux.

2. Le droit proportionnel établi par l'article 69, § 5, n° 1, de la loi du 22 frimaire an VII est réduit à 0,40 % pour les ventes et, généralement, pour les transmissions à titre onéreux de navires ou bateaux.

Projet de loi.

ART. 136.

Par modification à l'article 13, 1^{er} de la loi du 28 août 1921, le droit d'enregistrement applicable aux marchés pour construction et aux contrats à titre onéreux translatifs de propriété ou d'usufruit de navires et bateaux est fixé à 2 francs par cent francs.

ART. 137.

Il est fait défense aux autorités, fonctionnaires et agents à ce préposés de délivrer une lettre de mer et d'admettre à l'immatriculation ou au jaugeage un navire ou un bateau, dans le cas où l'impétrant a acquis l'embarcation en suite d'un marché pour construction ou par l'effet d'un contrat translatif de propriété ou d'usufruit, s'il ne leur est justifié, au préalable, du paiement du droit d'enregistrement exigible sur la convention, à peine pour les contrevenants d'être personnellement responsables de ce droit.

Wetsontwerp.

ART. 136.

Met wijziging van artikel 13, 1^o, der wet van 28 Augustus 1921, wordt op 2 frank per 100 frank vastgesteld het registratierecht toepasselijk op de overeenkomsten voor scheepsbouw en de overeenkomsten onder bezwarende voorwaarden houdende overdracht van eigendom of vruchtgebruik van schepen en booten.

ART. 137.

Het is verboden aan de overheden, ambtenaren en beambten daartoe aangesteld een zeebrief af te leveren en een schip of boot toe te laten tot de inschrijving of ijking, ingeval de aanvrager het vaartuig heeft verkregen als gevolg van een overeenkomst voor scheepsbouw of van een contract houdende overdracht van eigendom of van vruchtgebruik, zoo hun niet eerst wordt bewezen dat het voor de overeenkomst verschuldigde registratierecht werd betaald, op straf, voor de overtreders, persoonlijk aansprakelijk te worden gesteld voor dit recht.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering
en door de Commissie ingediend.

ART. 136 (COMMISSION).

ART. 136 (COMMISSIE).

1° Ajouter les mots : *Si le prix ne dépasse pas 10 millions;*

1° Toevoegen : *« Indien de prijs niet 10 millioen overschrijdt. »*

2° Ajouter l'alinéa suivant :

2° De volgende alinea toevoegen :

Si le prix dépasse 10 millions le droit est fixé comme suit :

Indien de prijs 10 millioen overschrijdt, wordt het recht bepaald als volgt :

Sur les 10 premiers millions 2 %.

Op de eerste 10 millioen, 1 t. h.

Sur les 10 millions suivants 1.75 %.

Op de volgende 10 millioen, 1.75 t. h.

Sur les 10 millions suivants 1.50 %.

Op de volgende 10 millioen, 1.50 t. h.

Sur les 10 millions suivants 1.25 %.

Op de volgende 10 millioen, 1.25 t. h.

Sur le surplus 1 %.

Op de overige millioenen, 1 t. h.

Législation actuelle.

ART. 54.

Art. 38 de la loi du 28 août 1921.

§ 1^{er} ... le droit proportionnel de quittance établi par l'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1919 est porté au taux de 5 % et liquidé de 10 en 10 francs sans limitation, lorsque le montant de la dépense dépasse

a) 10 francs par repas et par personne...

b) ...

c) ...

§ 2. Le même droit est exigible à raison du paiement du prix de vente lorsque les achats réalisés entre non-commerçants ou chez des marchands détaillants, pour l'usage personnel de l'acheteur ou de son ménage, ont pour objet des articles complets ou des pièces détachées appartenant à l'une des catégories désignées ci-après, savoir :

1° ...;

2° Automobiles, ..., bateaux et canots de plaisance, yachts; leurs garnitures et accessoires;

3° ...

Projet de loi.

ART. 138.

Les dispositions qui précèdent restent étrangères aux conventions ayant pour objet des yachts, bateaux et embarcations de plaisance dont s'occupe l'article 38 de la loi du 28 août 1921, relatif à la taxe de luxe.

Wetsontwerp.

ART. 138.

De vorige bepalingen blijven vreemd aan de overeenkomsten die betrekking hebben op jachten, plezierbooten en vaartuigen, bedoeld bij artikel 38 der wet van 28 Augustus 1921 op de weeldetaxe.

Législation actuelle.

ART. 55.

Art. 42 de la loi du 28 août 1921.

Toute vente ou tout échange de marchandises, toute transmission entre vifs à titre onéreux de biens meubles par leur nature, sont soumis à une taxe spéciale de 1 p. c. lorsque la livraison est effectuée en Belgique.

ART. 56.

Art. 6 § 1^{er} de la loi du 28 août 1921.

Le droit de 145 francs est porté à 300 francs.

Le droit de 290 francs est porté à 1,000 francs.

Art. 12 de la loi du 31 mai 1824.

Il sera perçu un droit d'enregistrement suivant les quotités déterminées ci-après, savoir :

145 francs pour les permis de changer de nom de famille, ou d'y ajouter un autre nom.

290 francs pour les lettres de noblesse, ou la collation d'un rang de noblesse supérieur.

Projet de loi.

ART. 139.

Par modification aux articles 42 et suivants de la loi du 28 août 1921 relative à la taxe de transmission, sont affranchis de cette taxe les cessions et les marchés pour construction de navires et bateaux.

ART. 140.

§ 1. — Le droit d'enregistrement établi par l'article 12, 2^e alinéa, de la loi du 31 mai 1924, modifié par l'article 6, § 1^{er} de la loi du 28 août 1921 sur les autorisations de changer de nom de famille est réduit à 100 francs.

Toutefois, le droit est porté à 5,000 francs si l'autorisation a pour objet d'adjoindre à un nom un autre nom ou une particule, de séparer d'un nom une lettre ou une syllabe ou de substituer une lettre minuscule à une majuscule.

Dans tous les cas, il est dû un droit par chaque bénéficiaire de l'autorisation.

Les dispositions des trois alinéas qui précèdent ne sont pas applicables aux autorisations qui ont fait l'objet d'un arrêté royal antérieur au 12 novembre 1925.

§ II. — Le droit d'enregistrement établi par l'article 12, 3^e alinéa, de la loi du 31 mai 1924, modifié par l'article 6, § 1^{er} de la loi susvisée du 28 août 1921, sur les lettres de noblesse ou la collation d'un rang de noblesse supérieur est porté à 5,000 francs.

Le Gouvernement est autorisé à établir des droits de chancellerie pour la délivrance de lettres patentes en matière de noblesse et d'armoiries.

Wetsontwerp.

ART. 139.

Met wijziging van de artikelen 42 en volgende der wet van 28 Augustus 1921 op de overdrachtsbelasting, worden van deze taxe vrijgesteld afstand en overeenkomsten voor het bouwen van schepen en booten.

ART. 140.

§ 1. — Het registratierecht bepaald bij artikel 12, 2^e lid der wet van 31 Mei 1824, gewijzigd bij artikel 6, § 1 der wet van 28 Augustus 1921 op de machtiging zijn familienaam te veranderen, wordt op 100 frank teruggebracht.

Nochtans wordt het recht op 5,000 frank gebracht indien de machtiging voor doel heeft aan een naam een anderen naam of een particule toe te voegen, van een naam eene letter of eene lettergreep te scheiden of een hoofdletter door een kleine letter te vervangen.

In elk geval is een recht verplichtend gesteld voor alwie de machtiging verkrijgt.

De bepalingen der drie voorafgaande alinea's zijn niet toepasselijk op de machtigingen welke het voorwerp uitmaakten van een Koninklijk besluit van vóór 12 November 1925.

§ II. — Het registratierecht bij artikel 12, 3^e lid, der wet van 31 Mei 1824, gewijzigd bij artikel 6, § 1, van voormelde wet van 28 Augustus 1921, gesteld op de adelbrieven of het begeven van een hooger adellijken rang wordt gebracht op 5,000 frank.

De Regeering is gemachtigd kanselarijrechten te heffen voor de toekenning van adelbrieven en familiewapenen.

Législation actuelle.

ART. 57.

Loi du 7 août 1881.

ART. 1^{er}. — La naturalisation ordinaire est assujettie à un droit d'enregistrement de 250 francs (sans additionnels)

La grande naturalisation est assujettie à un droit de 400 francs (sans additionnels)

Toutefois sont maintenues les exemptions établies par la législation actuelle en faveur :

1^o Des individus naturalisés pour services éminents rendus à l'État ;

2^o Des décorés de la croix de fer et de ceux qui ont pris une part aux combats de la révolution ;

3^o Des militaires en activité de service au 15 février 1844 ;

4^o Des habitants des parties cédées du Limbourg et du Luxembourg avant l'époque du 4 juin 1839, qui auraient omis de faire, en temps opportun la déclaration voulue pour rester Belges.

ART. 2. — Le droit d'enregistrement de la grande naturalisation est réduit à 250 francs lorsque celui qui en est tenu a précédemment acquitté le montant du droit établi sur la naturalisation ordinaire.

ART. 3. — Dans le cas où le droit est exigé, la déclaration prescrite par l'article 8 de la loi du 6 août 1881 ne sera acceptée que sur la production de la quittance de ce droit délivrée par le receveur de l'enregistrement.

Projet de loi.

ART. 141.

La grande naturalisation est assujettie à un droit d'enregistrement de 2,000 francs, la naturalisation ordinaire à un droit d'enregistrement de 500 francs.

Exemption totale ou partielle du paiement de ce droit peut être accordée par la législature pour services éminents rendus à l'État ou à la Colonie ou pour participation à la grande guerre dans l'armée belge ou une armée alliée.

Le droit d'enregistrement de la grande naturalisation est réduit à 1,500 francs lorsque celui qui en est tenu a précédemment acquitté le montant du droit établi sur la naturalisation ordinaire.

L'acquisition de la qualité de Belge par voie de déclaration est assujettie à un droit d'enregistrement de 100 francs lorsque cette déclaration est soumise aux formalités de l'agrégation prescrite par l'article 10 de la loi du 15 mai 1922.

Toutefois, est exonéré de ce droit l'intéressé dont l'indigence est constatée par un certificat du bourgmestre de sa résidence.

La transcription sur le registre dont s'agit aux articles 17 et 22 de la loi du 15 mai 1922 ne pourra être requise que sur la production soit de la quittance du droit délivrée par le receveur de l'enregistrement, soit, le cas échéant, lorsqu'il s'agit d'une déclaration d'option, d'un écrit par lequel l'officier du Ministère public qui requiert la transcription, attestera que l'intéressé a justifié de son état d'indigence.

Mention de cette production est faite au dit registre.

La loi du 7 août 1881 est abrogée.

Wetsontwerp.

ART. 141.

Staatsburgerschap is onderworpen aan een registratierecht van 2,000 frank, gewoon burgerschap aan een registratierecht van 500 frank.

Volledige of gedeeltelijke vrijstelling van de betaling van dit recht kan door de wetgeving verleend worden wegens uitmuntende diensten aan den Staat of aan de Kolonie bewezen, of voor deelneming aan den grooten oorlog in het Belgisch of een geallieerd leger.

Het registratierecht voor staatsburgerschap wordt tot op 1,500 frank verminderd indien degene die het verschuldigd is vroeger het bedrag van het recht op gewoon burgerschap geheven, heeft voldaan.

Het verwerven der Belgische nationaliteit bij wijze van verklaring wordt onderworpen aan een registratierecht van 100 frank indien deze verklaring onder toepassing valt der aannemingsvereischten voorgeschreven bij artikel 10 der wet van 15 Mei 1922.

De belanghebbende, wiens onvermogen wordt vastgesteld door een getuigenschrift van den burgemeester zijner verblijfplaats, wordt echter van dit recht vrijgesteld.

De overschrijving op het register, bedoeld bij de artikelen 17 en 22 der wet van 15 Mei 1922, kan alleen vereischt worden op de overlegging ofwel van het kwijtschrift door den ontvanger der registratie afgeleverd dat het recht betaald is, ofwel, desgevallend, indien het een verklaring van nationaliteitskeuze betreft, van een stuk waarbij de officier van het openbaar ministerie die de overschrijving vordert, getuigt dat de belanghebbende zijn onvermogen heeft bewezen.

Deze overlegging wordt in bedoeld register vermeld.

De wet van 7 Augustus 1881 wordt ingetrokken.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

ART. 141 (COMMISSION).

Intercaler un quatrième alinéa ainsi conçu :

« Les droits de 2,000, 1,500 et 500 francs prévus au présent article sont réduits de moitié lorsque le montant des revenus de l'intéressé ne dépasse pas le double du minimum des revenus exonérés de la supertaxe en exécution des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. »

Amendementen door de Regeering
en door de Commissie ingediend.

ART. 141 (COMMISSIE).

Een vierde alinea in te lassen luidende :

De rechten van 2,000, 1,500 en 500 frank bij dit artikel voorzien worden tot op de helft verminderd wanneer het bedrag van de inkomsten van den betrokkene niet het dubbel overschrijden van het minimum der van supertaxe vrijgestelde inkomsten in uitvoering van de samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen.

Législation actuelle.

Loi du 22 pluviôse an VII.

ART. 7. — Les contraventions aux dispositions ci-dessus seront punies par amendes ci-après, savoir :

De 55 francs, contre tout officier public qui aurait procédé à une vente sans en avoir fait la déclaration;

De 14 francs, pour défaut de transcription, en tête du procès-verbal de la déclaration faite au bureau d'enregistrement;

De 55 francs, pour chaque article, adjudgé et non porté au procès-verbal de vente, outre la restitution du droit;

De 55 francs aussi, pour chaque altération de prix des articles adjudgés faite dans le procès-verbal, indépendamment de la restitution du droit et des peines de faux;

Et de 7 francs, pour chaque article dont le prix ne serait pas écrit en toutes lettres au procès-verbal.

Les autres contraventions que pourraient commettre les officiers publics contre les dispositions de la loi sur l'enregistrement seront punies par les amendes et restitutions qu'elle prononce.

L'amende qu'aura encourue tout citoyen par contravention à l'article 1^{er} de la présente en vendant ou faisant vendre publiquement et par enchères, sans le ministère d'un officier public, sera déterminée en raison de l'importance de la contravention : elle ne pourra cependant être au-dessous de 70 francs ni excéder 1,060 francs pour chaque vente, outre la restitution des droits qui se trouveront dus.

Projet de loi.

ART. 142.

Le 4^e et le 5^e alinéas de l'article 7 de la loi du 22 pluviôse, an VII, relative aux ventes publiques d'objets mobiliers, sont remplacés par la disposition suivante :

« D'une somme égale à vingt fois le droit d'enregistrement éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 fr., pour chaque lot adjudgé et non porté au procès-verbal de vente ainsi que pour chaque lot adjudgé dont le prix aura été altéré dans le procès-verbal, outre dans les deux cas la restitution du droit éludé. »

Le dernier alinéa du susdit article 7 est remplacé par ce qui suit :

« Il est encouru, individuellement, par toute personne qui a procédé ou fait procéder à une vente par adjudication publique d'objets mobiliers sans la présence d'un officier public, une amende égale à vingt fois le droit d'enregistrement éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs pour chaque lot adjudgé. Les contrevenants sont, de plus, solidairement tenus au paiement des droits éludés.

» Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, il est encouru, en outre, par tout adjudicataire, une amende de 100 francs pour chaque lot qui lui a été adjudgé. »

Wetsontwerp.

ART. 142.

De alineas 4 en 5 van artikel 7 der wet van 22 Pluviôse jaar VII, betreffende de openbare verkoopen van roerende voorwerpen, worden vervangen door de volgende bepaling :

« Van een som gelijk aan twintig maal het ontdoken registratierecht, zonder dat zij minder dan 100 frank mag bedragen, voor elk toegewezen lot dat niet op het proces verbaal van verkoop wordt vermeld, alsook voor elk toegewezen lot waarvan de prijs gewijzigd werd in het proces-verbaal, onaan gezien in beide gevallen de teruggave van het ontdoken recht. »

Het laatste lid van voormeld artikel 7 wordt vervangen door :

« Individueel wordt door elken persoon, die een openbaren verkoop van roerende voorwerpen bij openbare toewijzing heeft gehouden of doen houden zonder de aanwezigheid van een openbaar ambtenaar, een geldboete begelopen gelijk aan twintigmaal het ontdoken registratierecht, zonder dat zij minder dan 100 frank mag bedragen voor elk toegewezen lot. De overtreders zijn daarbij hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de ontdoken rechten.

» In het bij voorgaand lid voorziene geval wordt daarenboven door elken kooper eene geldboete belopen van 100 frank voor elk lot dat hem toegewezen werd. »

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 143.

En cas de session de la mitoyenneté d'un mur, si le prix a été fixé à l'intervention d'un expert, d'un architecte, d'un entrepreneur, d'un arpenteur ou d'un géomètre, celui-ci est tenu, dans les trois mois de l'accord intervenu, d'en informer le fonctionnaire de l'enregistrement désigné à cette fin.

A défaut d'adresser cette information dans le délai fixé, il est encouru par l'assujetti une amende de 500 à 5,000 francs. Le contrevenant est, en outre, solidairement tenu avec les parties au paiement du droit de mutation et, le cas échéant, des amendes exigibles du chef de la cession de la mitoyenneté.

ART. 143.

In geval van afstand der gemeenschap van een muur, indien de prijs bepaald werd door tusschenkomst van een deskundige, een bouwkundige, een aannemer, een land- of aardmeter, moet deze er binnen de drie maanden na het getroffen akkoord den ambtenaar van de registratie, te dien einde aangeduid, van inlichten.

Wordt deze inlichting niet binnen den bepaalden termijn gegeven, dan beloopt de belastingplichtige een geldboete van 500 tot 5,000 frank. De overtreder is daarenboven hoofdelijk aansprakelijk met partijen voor de betaling van het mutatierecht en desgevallend van de geldboeten invorderbaar uit hoofde van den afstand der gemeenschap.

Législation actuelle.

ART. 144.

Loi du 22 frimaire an VII.

ART. 22. — Les actes qui, à l'avenir, seront faits sous signature privée, et qui porteront transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, et les baux à ferme ou à loyer, sous-baux, cessions et subrogations de baux et les engagements, aussi sous signature privée, de biens de même nature, seront enregistrés dans les trois mois de leur date.

Pour ceux des actes de ces espèces qui seront passés en pays étranger, ou dans les îles ou colonies françaises où l'enregistrement n'aurait pas encore été établi, le délai sera de six mois, s'ils sont faits en Europe; d'une année, si c'est en Amérique; et de deux années si c'est en Asie ou en Afrique.

Loi du 27 ventôse an IX.

ART. 4. — Sont soumises aux dispositions des articles 22 et 38 de la loi du 22 frimaire, les mutations entre vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, lors même que les nouveaux possesseurs prétendraient qu'il n'existe pas de conventions écrites entre eux et les précédents propriétaires ou usufruitiers.

A défaut d'actes, il y sera suppléé par des déclarations détaillées et estimatives dans les trois mois de l'entrée en possession, à peine d'un droit en sus.

Projet de loi.

ART. 144.

Les droits proportionnels d'enregistrement auxquels sont assujettis les mutations verbales d'immeubles ainsi que les actes sous seing privé ou passés en pays étranger portant transmission d'immeubles sont dus solidairement par le vendeur et par l'acquéreur.

Si les dits actes ne sont pas enregistrés ou si les déclarations relatives aux mutations verbales ne sont pas faites dans les délais fixés par l'art. 22 de la loi du 22 frimaire an VII et par l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX, il est encouru, individuellement, par le vendeur et par l'acquéreur une amende égale au droit exigible sans qu'elle puisse être inférieure à cent francs.

Wetsontwerp.

ART. 144.

De evenredige registratierechten waaraan onderworpen zijn de mondelinge mutaties van onroerendegoederen, alsook de onderhandsche of in het buitenland verleden akten houdende overdracht van onroerende goederen, zijn hoofdelijk verschuldigd door den verkooper en door den kooper.

Worden bedoelde akten niet geregistreerd of de verklaringen betreffende de mondelinge mutaties niet aangegeven binnen de termijnen bepaald bij artikel 22 der wet van 22 Frimaire jaar VII en artikel 4 der wet van 27 Ventôse jaar IX, dan belooopen de verkooper en de kooper elk persoonlijk een geldboete gelijk aan het invorderbaar recht zonder dat zij minder dan honderd frank mag bedragen.

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

TITRE IV.

Disposition commune aux droits
de timbre, d'enregistrement et
de greffe.

TITEL IV.

Gemeenschappelijke bepaling voor
de zegel-, de registratie- en de
griffierechten.

ART. 150.

ART. 150.

ART. 69.

Art. 25, loi du 25 octobre 1919,
2^e alinéa.

Tous les droits et salaires dus
à raison des procédures prévues
par la présente loi sont réduits de
moitié.

Le deuxième alinéa de l'article 25 de
la loi du 25 octobre 1919 sur le crédit
professionnel en faveur de la petite
bourgeoisie commerçante et industrielle
est remplacé par les dispositions sui-
vantes :

« Les salaires dus à raison des pro-
cédures prévues à la présente loi sont
réduits de moitié.

Sont exempts de la formalité de
l'enregistrement ainsi que des droits de
timbre et de greffe les requêtes adressées
au Président du tribunal de commerce,
les cédules, les actes de dépôt des fac-
tures au greffe, l'inscription au rôle des
causes portées devant le Président du
tribunal de commerce et tous les actes
des procédures gracieuses organisées
par la présente loi. »

Het tweede lid van artikel 25 der wet
van 25 October 1919 op het beroeps-
crediet ten bate van den handeldrijvenden
en industrieelen middenstand, wordt
vervangen door de volgende bepa-
lingen :

« De salarissen uit hoofde der bij deze
voorziene rechtspleging verschuldigd,
worden met de helft verminderd.

» Worden vrijgesteld van de forma-
liteit der registratie alsook van zegel- en
griffierechten de aan den voorzitter der
handelsrechtbank gestuurde verzoek-
schriften, de cedels, de overleggings-
akten der facturen ter griffie, de inschrij-
ving op de rol der zaken aangebracht
voor den voorzitter der handelsrecht-
bank en al de akten der kosteloze
rechtsplegingen door de huidige wet
ingesteld. »

TITRE V.

Droit de succession.

ART. 151.

Le tableau-tarif figurant à l'article 19
de la loi du 28 août 1921 est remplacé
par le tableau suivant :

TITEL V.

Successierecht.

ART. 151.

De tarieftabel, voorkomende onder
artikel 19 der wet van 28 Augustus
1921, wordt door navolgende tabel ver-
vangen :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des droits de succession et de mutation par décès fixés par l'article 19 de la loi du 11 octobre 1919 sont augmentés de moitié.

Loi du 16 août 1920.

INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ.	TARIF APPLICABLE A LA FRACTION DE PART NETTE COMPRISE ENTRE :																				
	1 franc et 5,000 francs.	5,001 francs et 10,000 francs.	10,001 francs et 20,000 francs.	20,001 francs et 50,000 francs.	50,001 francs et 100,000 francs.	100,001 francs et 200,000 francs.	200,001 francs et 400,000 francs.	400,001 francs et 1,000,000.	1,000,001 francs et 2,000,000.	2,000,001 francs et 3,000,000.	3,000,001 francs et 4,000,000.	4,000,001 francs et 5,000,000.	5,000,001 francs et 6,000,000.	6,000,001 francs et 7,000,000.	7,000,001 francs et 8,000,000.	8,000,001 francs et 9,000,000.	9,000,001 francs et 10,000,000.	10,000,001 francs et 11,000,000.	11,000,001 francs et 12,000,000.	12,000,001 francs et 13,000,000.	13,000,001 francs et plus.
1° Ligne directe; entre époux ayant des enfants ou descendants communs; entre l'adoptant et l'adopté ou les descendants de celui-ci.	1.40	1.60	1.80	2 »	2.20	2.40	2.60	2.80	3 »	3.20	3.40	3.60	3.80	4 »	4.20	4.40	4.60	4.80	5 »	5.20	5.40
2° Entre époux sans enfants ni descendants communs et entre frères ou sœurs.	5 »	6 »	7 »	8 »	9 »	10 »	11 »	12 »	13 »	14 »	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »	22 »	23 »	24 »	25 »
3° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces	6 »	7.20	8.40	9.60	10.80	12 »	13.20	14.40	15.60	16.80	18 »	19.20	20.40	21.60	22.80	24 »	25.20	26.40	27.60	28.80	30 »
4° Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits neveux ou petites nièces.	7 »	8.40	9.80	11.20	12.60	14 »	15.40	16.80	18.20	19.60	21 »	22.40	23.80	25.20	26.60	28 »	29.40	30.80	32.20	33.60	35 »
5° Entre toutes autres personnes	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »	22 »	24 »	26 »	28 »	30 »	32 »	34 »	36 »	38 »	40 »	42 »	44 »	46 »	48 »	50 »

Législation actuelle.

L'article premier de la loi du 16 août 1920 est abrogé.

Artikel 1 der wet van 16 Augustus 1920 wordt ingetrokken.

INDICATION DES DEGRÉS DE PARENTÉ. (Anduiding der verwantschapsgraden.)	Tarif applicable à la fraction de part nette comprise entre : (Tarief toepasselijk op de breuk van het zuiver aandeel begrepen tusscheni :																													
	1 fr. et 5,000 fr. inclusivement. (4 fr. en 5,000 fr. inbegrepen.)																													
	5,000 francs et 10,000 francs. (5,000 frank en 10,000 frank.)	10,000 francs et 20,000 francs. (10,000 frank en 20,000 frank.)	20,000 francs et 30,000 francs. (20,000 frank en 30,000 frank.)	30,000 francs et 40,000 francs. (30,000 frank en 40,000 frank.)	40,000 francs et 50,000 francs. (40,000 frank en 50,000 frank.)	50,000 francs et 60,000 francs. (50,000 frank en 60,000 frank.)	60,000 francs et 70,000 francs. (60,000 frank en 70,000 frank.)	70,000 francs et 80,000 francs. (70,000 frank en 80,000 frank.)	80,000 francs et 90,000 francs. (80,000 frank en 90,000 frank.)	90,000 francs et 100,000 francs. (90,000 frank en 100,000 frank.)	100,000 francs et 110,000 francs. (100,000 frank en 110,000 frank.)	110,000 francs et 120,000 francs. (110,000 frank en 120,000 frank.)	120,000 francs et 130,000 francs. (120,000 frank en 130,000 frank.)	130,000 francs et 140,000 francs. (130,000 frank en 140,000 frank.)	140,000 francs et 150,000 francs. (140,000 frank en 150,000 frank.)	150,000 francs et 160,000 francs. (150,000 frank en 160,000 frank.)	160,000 francs et 170,000 francs. (160,000 frank en 170,000 frank.)	170,000 francs et 180,000 francs. (170,000 frank en 180,000 frank.)	180,000 francs et 190,000 francs. (180,000 frank en 190,000 frank.)	190,000 francs et 200,000 francs. (190,000 frank en 200,000 frank.)	200,000 francs et 210,000 francs. (200,000 frank en 210,000 frank.)	210,000 francs et 220,000 francs. (210,000 frank en 220,000 frank.)	220,000 francs et 230,000 francs. (220,000 frank en 230,000 frank.)	230,000 francs et 240,000 francs. (230,000 frank en 240,000 frank.)	240,000 francs et 250,000 francs. (240,000 frank en 250,000 frank.)	250,000 francs et 260,000 francs. (250,000 frank en 260,000 frank.)	260,000 francs et 270,000 francs. (260,000 frank en 270,000 frank.)	270,000 francs et 280,000 francs. (270,000 frank en 280,000 frank.)	280,000 francs et 290,000 francs. (280,000 frank en 290,000 frank.)	290,000 francs et 300,000 francs. (290,000 frank en 300,000 frank.)
1 ^o Ligne directe; entre époux ayant des enfants ou descendants communs; entre l'adoptant et l'adopté ou les descendants de celui-ci.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	p. e. t. h.	
(1 ^o Rechte linie; tusschen echtgenooten met gemeene kinderen of afstammelingen; tusschen den aannemende en den aangenomene of dezes afstammelingen.)	2.50	2.80	3.10	3.40	3.70	4 »	4.30	4.60	4.90	5.20	5.50	5.80	6.10	6.40	6.70	7 »	7.30	7.60	7.90	8.20	8.5									
2 ^o Entre époux sans enfants ni descendants communs et entre frères et sœurs.																														
(2 ^o Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen en tusschen broeders en zusters.)	9 »	10.5	12 »	13.5	15 »	16.5	18 »	19.5	21 »	22.5	24 »	25.5	27 »	28.5	30 »	31.5	33 »	34.5	36 »	37.5	39 »									
3 ^o Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces.																														
(3 ^o Tusschen oomen of moeien en neven of nichten.)	14 »	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »	22 »	23 »	24 »	25 »	26 »	27 »	28 »	29 »	30 »	31 »	32 »	33 »	34 »	35 »	36 »	37 »	38 »	39 »	40 »	41 »	42 »	43 »
4 ^o Entre grands-oncles et grand'tantes et petits-neveux ou petites nièces.																														
(4 ^o Tusschen groot-oomen of groot-moeien en klein-neven of klein-nichten.)	43 »	45.5	48 »	50.5	53 »	55.5	58 »	60.5	63 »	65.5	68 »	70.5	73 »	75.5	78 »	80.5	83 »	85.5	88 »	90.5	93 »	95.5	98 »	100.5	103 »	105.5	108 »	110.5	113 »	115.5
5 ^o Entre toutes autres personnes.																														
(5 ^o Tusschen alle andere personen.)	18 »	21 »	24 »	27 »	30 »	33 »	36 »	39 »	42 »	45 »	48 »	51 »	54 »	57 »	60 »	63 »	66 »	69 »	72 »	75 »	78 »									

Projet de loi.

Wetsontwerp.

(IN)

[N° 80]

Législation actuelle.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 70.

Art. 11, litt. D, de la loi du 27 décembre 1817.

La valeur des objets composant l'actif de la succession d'un habitant de ce royaume, ainsi que celle des biens immeubles assujettis au droit de mutation, sont déterminés ainsi qu'il suit :

D. Pour les effets publics, les actions et les intérêts; par le capital représentant leur valeur au jour du décès.

Le capital des effets publics, des actions et des intérêts est réglé d'après le prix courant; publié par ordre du Gouvernement dans la semaine du décès.

Art. 29, loi du 25 mars 1876.

Les fonds publics et autres valeurs cotées seront évalués au jour de la demande, en prenant pour base le prix courant qui sera publié chaque semaine par ordre du Gouvernement.

ART. 152.

La première phrase du deuxième alinéa du litt. *D* de l'article 11 de la loi du 27 décembre 1817, relative au droit de succession, est remplacée par la disposition suivante :

« Le capital des effets publics, des actions et des intérêts est réglé d'après le prix-courant publié par ordre du Gouvernement pendant le mois au cours duquel est survenu le décès. »

Le mot « semaine » employé dans l'article 29 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence des tribunaux en matière contentieuse, est remplacé par le mot « mois ».

ART. 152.

De eerste volzin van het tweede lid van littera *D* van artikel 11 der wet van 27 December 1817, betreffende het successierecht, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het kapitaal van de openbare effecten, van de aandelen en der interesten wordt geregeld volgens de prijscourant uitgegeven op bevel der Regeering in den loop der maand tijdens dewelke het sterfgeval is voorgekomen . »

Het woord « week », gebezigd in artikel 29 der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid der rechtbanken in betwiste zaken, wordt vervangen door het woord « maand ».

Législation actuelle.

ART. 71.

Art. 29, loi du 11 octobre 1919.

L'article 57 de la loi du 30 août 1913 est remplacé par ce qui suit :

I. — Les administrations et les établissements publics, toutes associations, compagnies ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement; une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change, les agents d'affaires et les officiers publics ou ministériels qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un héritier, légataire ou autre ayant droit par suite du décès d'un habitant du royaume, ne peuvent en opérer la restitution, le paiement ou le transfert qu'après avoir remis au fonctionnaire de l'Administration de l'Enregistrement, désigné à cette fin, la liste certifiée sincère et véritable des titres, sommes ou valeurs.

II. — S'il s'agit de choses confiées à l'un des détenteurs visés au paragraphe premier du présent article dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le coffre ou le pli ne peuvent être restitués aux ayants droit après le décès du déposant ou de son conjoint qu'après avoir été ouvert en présence du détenteur, afin de permettre à celui-ci de dresser la liste prescrite par les dispositions qui précèdent.

Art. 24 de la loi
du 17 décembre 1851.

Sans préjudice des privilèges mentionnés à l'article 3 de la loi du 27 décembre 1817, tout étranger, héritier dans une succession mobilière sera obligé de fournir caution pour le paiement des droits de succession, frais et pénalités dont il pourrait être tenu envers l'Etat.

Le juge de paix du domicile du défunt, après avoir entendu l'héritier et le préposé de l'administration, fixera le montant du cautionnement. Il ne pourra être procédé à la levée des scellés, et aucun officier public ne pourra vendre les biens de la succession, ni en dresser acte de partage, avant la délivrance d'un certificat du préposé, constatant que l'étranger s'est conformé à la loi, à peine de tous dépens et dommages-intérêts.

Loi du 11 octobre 1919.

ART. 30. — Aucun coffre-fort tenu en location chez une personne ou dans une association, collectivité ou société se livrant habituellement à la location des coffres-forts, ne peut être ouvert après le décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des co-locataires ou de son conjoint, qu'en présence du loueur, qui est tenu de dresser et de remettre au fonctionnaire de l'enregistrement désigné à cette fin, avant la prise

Projet de loi.

ART. 153.

Les titres, sommes, valeurs, coffres et plis dont il est question à l'article 29 de la loi du 11 octobre 1919 ne peuvent faire l'objet d'une restitution, d'un paiement ou d'un transfert, s'ils reviennent en tout ou en partie à un héritier, légataire ou autre ayant droit habitant l'étranger, avant qu'ait été fourni le cautionnement prescrit par l'article 24 de la loi du 17 décembre 1851.

De même, dans le cas prévu par l'article 30 de la loi susvisée du 11 octobre 1919, si parmi les ayants droit se trouvent une ou plusieurs personnes habitant l'étranger, le loueur du coffre-fort ou le notaire qui a dressé la liste ou l'inventaire prescrit par le dit article ne peut autoriser la prise de possession par les ayants droit des titres, sommes, valeurs ou objets contenus dans le coffre avant la prestation du cautionnement imposé par la disposition précitée de la loi du 17 décembre 1851.

Les contrevenants aux deux alinéas qui précèdent sont solidairement tenus, avec les héritiers, donataires ou légataires au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de la contravention; les dispositions des articles 42 et 43 de la loi du 11 octobre 1919 leur sont en outre applicables.

Wetsontwerp.

ART. 153.

De titels, sommen, waarden, koffers en omslagen, waarvan sprake in artikel 29 der wet van 11 October 1919, mogen niet het voorwerp uitmaken van een teruggave, een betaling of een overdracht, indien zij geheel of gedeeltelijk toekomen aan een erfgenaam, legataris of anderen rechthebbende die in het buitenland woont, vooraleer de borgstelling, geleverd zij, voorgeschreven bij artikel 24 der wet van 17 December 1851.

Eveneens, voor het geval voorzien bij artikel 30 van hoogerbedoelde wet van 11 October 1919 mag, indien bij de rechthebbenden een of meer personen zijn die in het buitenland wonen, de verhuurder van de brandkast of de notaris, die de lijst of het inventaris, bij voormeld artikel voorgeschreven heeft opgemaakt, de inbezitneming door de rechthebbenden der titels, sommen, waarden of voorwerpen in den koffer bevat, niet toestaan vóór de storting van de borgstelling opgelegd door de vermelde bepaling der wet van 17 December 1851.

De overtreders van de twee voorgaande alinea's zijn hoofdelijk met de erfgenamen, begiftigden of legatarissen de betaling verschuldigd van de rechten die door het feit der overtreding zouden ontdoken zijn; de bepalingen van de artikelen 42 en 43 der wet van 11 October 1919 zijn daarenboven op hen toepasselijk.

Législation actuelle.

de possession par les ayants droit, la liste certifiée sincère et véritable de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques contenus dans le coffre. Cette liste doit comprendre, dans tous les cas, les titres, sommes, valeurs et objets quelconques qui seraient renfermés sous des plis cachetés ou dans des boîtes et coffrets fermés se trouvant dans le coffre-fort.

La liste à dresser par le locateur en exécution de l'alinéa précédent peut être remplacé par un inventaire ainsi qu'il est dit au quatrième alinéa du § II de l'article 29.

Art. 42 Toute contravention aux articles 14, 17, 29, 30 et 33 de la présente loi donne lieu à charge de l'auteur ou des auteurs à une amende fiscale de 100 à 2,000 francs.

La preuve de la contravention pourra être faite par l'administration des finances par toutes voies de droit, serment excepté.

Sans préjudice aux dispositions légales relatives aux amendes fiscales, s'il est constaté qu'une infraction aux lois sur les droits d'enregistrement, de transcription ou de succession a été commise dans une intention frauduleuse, son ou ses auteurs pourront être condamnés sur poursuite du ministère public, et sans préjudice à tous dommages-intérêts envers l'administration des finances, à un emprisonnement de huit jours à deux ans et à une amende de 100 à 10,000 francs ou à l'une de ces peines seulement.

En cas de poursuite pénale, la juridiction civile, éventuellement saisie du recours contre la réclamation du droit et de l'amende fiscale, surseoir à statuer jusqu'à ce qu'il ait été prononcé en dernier ressort par la juridiction pénale sur la poursuite intentée.

Art. 43. Tout fonctionnaire public, tout officier public ou ministériel et, généralement toute personne chargée d'un service public qui s'est rendu coupable ou complice de manœuvres destinées à éluder l'impôt, soit en dressant ou en faisant dresser des actes ayant pour objet des conventions simulées ou entachées de dissimulation, soit en dressant des inventaires frauduleux, soit en rédigeant ou en faisant rédiger des déclarations de succession frauduleuses, soit de toute autre manière, peut être condamné, indépendamment des sanctions disciplinaires, sur poursuite du ministère public, à un emprisonnement de huit jours à deux ans et à une amende de 1,000 à 10,000 francs ou à l'une de ces peines seulement. En cas de condamnation, il est, en outre, solidairement tenu avec les redevables au paiement des droits qui auraient été éludés par le fait de l'infraction, et, le cas échéant, des intérêts des amendes.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Aanendementen door de Regeering en door
de Commissie ingediend.

Législation actuelle.

ART. 154.

ART. 30. — III de la loi
du 11 octobre 1919.

Toute personne, association, collectivité ou société qui se livre habituellement à la location de coffres-forts est tenue :

1° Avant de commencer ses opérations, de déposer une déclaration de profession au bureau des successions désigné à cette fin ;

2° De tenir un registre sur lequel sont portés les noms, prénoms, profession et domicile de chacun des locataires et, le cas échéant, de leur conjoint ;

3° D'exiger que toute personne, quelle qu'elle soit, agissant en qualité de mandataire, qui demande à ouvrir le coffre-fort loué, établisse, au préalable, son identité et appose sa signature sur un registre à ce destiné, avec l'indication du jour et de l'heure de l'apposition de la signature ;

4° De communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement, les registres désignés sous les numéros 2 et 3 du présent paragraphe, ainsi que tous les contrats de location en cours ou expirés depuis moins de cinq ans ;

5° De se refuser, dès qu'elle a connaissance du décès du locataire ou de son conjoint, de l'un des locataires ou de son conjoint, à l'enlèvement des choses y contenues, avant qu'elle ait dressé et remis au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques contenus dans le coffre, ou, le cas échéant, avant qu'il ait été dressé inventaire conformément au deuxième alinéa du § 1er ci-avant.

Projet de loi.

ART. 154.

I. Le n° 3 du § III de l'article 30 de la loi du 11 octobre 1919 est remplacé par ce qui suit :

« 3° D'exiger que toute personne, quelle qu'elle soit, qui demande à ouvrir le coffre-fort loué établisse au préalable son identité et appose sa signature sur un registre à ce destiné, avec l'indication du jour et de l'heure de l'apposition de la signature. Si la personne qui demande à ouvrir le coffre-fort agit en qualité de mandataire du locataire, elle doit également attester par écrit, sur le dit registre, qu'elle n'a pas connaissance du décès du locataire ou de son conjoint. »

III. Les dispositions suivantes sont ajoutées au § III de l'article 30 de la loi précitée du 11 octobre 1919 :

« De ne permettre l'accès à un coffre-fort qu'au locataire de celui-ci ou à son mandataire porteur d'une procuration en forme ;

» 7° De se refuser à consentir la location d'un même coffre-fort à plus d'une personne ;

» 8° a) D'exiger que toute renonciation par le locataire à un bail de coffre-fort soit constatée par un écrit daté et signé émané du locataire. Cet écrit est exempt du timbre et de la formalité de l'enregistrement ;

» b) D'inscrire la susdite renonciation dans le registre dont la tenue est prescrite par le présent article ;

» c) De conserver l'écrit de renonciation pendant cinq ans, au moins, et de le communiquer, sans déplacement, à toute réquisition des fonctionnaires de l'enregistrement. »

Wetsontwerp.

ART. 154.

I. N° 3° van § III van artikel 30 der wet van 11 October 1919 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 3° Te eischen dat elke persoon, wie het ook zij, die vraagt om de verhuurde brandkast te openen, vooraf zijne identiteit bewijze en zijne handteekening plaatse op een daartoe bestemd register, met aanduiding van dag en uur van het plaatsen der handteekening. Indien de persoon die vraagt de brandkast te openen optreedt als gevolmachtigde van den huurder, moet hij insgelijks schriftelijk bevestigen, op bedoeld register, dat hij geen kennis heeft van het afsterven van den huurder of van zijnen echtgenoot. »

II. De volgende bepalingen worden toegevoegd aan § III van artikel 30 van voormelde wet van 11 October 1919 :

« 6° Slechts toegang tot eene brandkast te verleen aan den huurder er van of aan zijn mandataris voorzien van een regelmatige volmacht ;

» 7° Te weigeren de huur van eenzelfde brandkast aan meer dan een persoon toe te staan ;

» 8° a) Te vergen dat elke opzegging door den huurder van de huurovereenkomst voor een brandkast vastgesteld worde door een gedagteekend en onder teekend stuk van de hand van den huurder. Dit stuk is vrij van zegel en van de formaliteit der registratie ;

» b) Voormeld opzegging te boeken in het register waarvan het houden door dit artikel wordt voorgeschreven ;

» c) Het stuk der opzegging gedurende ten minste vijf jaar te bewaren en het zonder verplaatsing mee te deelen bij elke opvordering vanwege de ambtenaren der registratie. »

Amendements présentés par le Gouvernement
et par la Commission.

Amendementen door de Regeering en door
de Commissie ingediend.

ART. 154 (GOUVERNEMENT).

§ II, 6°. — **Supprimer** les mots
« en forme ».

7°. — **Supprimer.**

ART. 154 (REGEERING).

§ II, 6°. — De woorden « regelma-
tige » **weglaten.**

7°. — **Weglaten.**

Législation actuelle.

ART. 155.

Loi du 27 juin 1921.

ART. 47. — Le paiement de la taxe est effectué dans les trois premiers mois de chaque année, au bureau des droits de succession du siège de l'établissement ou de l'association, sur la remise d'une déclaration rédigée dans la forme prescrite par l'article 16, littera A, § V, et littera D, de la loi du 11 octobre 1919, et faisant connaître la consistance et la valeur des biens à la date du 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Sont applicables à la déclaration, les dispositions de l'article 47 de la loi précitée du 11 octobre 1919.

Projet de loi.

ART. 155.

Le Gouvernement est autorisé à prescrire, pour la rédaction des déclarations de succession et de mutation par décès, l'emploi de formules imprimées débitées par l'administration, à en régler les dimensions et les conditions d'emploi et à fixer la somme à rembourser au Trésor pour prix de ces formules.

La disposition qui précède est également applicable aux déclarations visées à l'article 47 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique.

Wetsontwerp.

ART. 155.

De Regeering wordt gemachtigd voor het opstellen der aangiften van successie en van overgang bij overlijden, het gebruik voor te schrijven van gedrukte formules door het beheer verkocht, er de afmetingen en gebruiksvoorwaarden van te regelen en de aan de Schatkist voor kosten van die formules terug te betalen som te bepalen.

De voorgaande bepaling is insgelijks toepasselijk voor de aangiften bedoeld bij artikel 47 der wet van 27 Juni 1921 op de vereenigingen zonder winstgevend doel en de instellingen van openbaar nut.